
Août 1939

N° 6 (Nouvelle série)

LA VÉRITÉ



organe théorique communiste internationaliste
(Bolchevik-Léniniste, pour la construction de la IV^e Internationale)



PRIX : 5 FRANCS

S O M M A I R E

SOLIDARITE !

A NOS LECTEURS.

EDITO :

Batir la 4ième.

SITUATION INTERNATIONALE :

M. LAURENT : La guerre impérialiste se démasque.

P. FRANCK : Préparation mondiale de la guerre impérialiste.

FRANCE :

L. LIMAL : Gouvernement Daladier et bonapartisme.

RETRO : Lettre de France.

MORGAT : Dans le PSOP.

LES NOTRES : La lutte des soldats.

ESPAGNE :

E. MORIS : Résumé général du mouvement ouvrier vaincu.

LUIS RODAS : Lettre des camps.

BELGIQUE :

G. VEREEKEN : Les efforts du capitalisme belge pour rester en dehors du conflit mondial.

ITALIE :

ROLAND : La révolution italienne et le défaitisme révolutionnaire.

SONIA : Dans l'émigration.

HOLLANDE :

JUNG : Les canons contre le beurre.

ANGLETERRE :

RENTAR : La lutte des jeunes travailleurs.

Dans la presse «d'avant-garde» internationale :

Unser Wort.

Bulletin oppositionnel (intérieur à la 4e).

Bulletin d'information du C. M. R. I.

Documents pour la discussion :

L. TROTSKY : La question ukrainienne.

Groupe Ohler (U. S. A.) : quatorze points

Remember : Défaitisme révolutionnaire.

Par suite de la répression de l'Etat bourgeois — lançant des mandats d'arrêt contre R. Molinier et P. Frank — et de la répression centriste (décision du Congrès du P.S.O.P.), les camarades groupés autour de «La Vérité» ont procédé à une réorganisation et ont décidé de continuer désormais la publication de cette revue, avec un Comité de rédaction collectif.

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Arrière des années d'attente, l'Internationale Communiste est en mesure pour la première fois de publier un journal... La décision que nous sollicitons nous permet de débiter facilement par nos points des camarades qui interviennent la classe ouvrière et de leur donner des solutions justes... Le mouvement ouvrier français a besoin d'un journal... Il y a des implications qui sont des dilemmes, des contradictions qui sont une injure à la classe ouvrière... Mais nous pensons que la classe ouvrière est capable de prendre tout le parti qui lui est offert et, en conséquence, qu'elle est capable de le prendre.

Contre la Répression :

Solidarité!

NOUS voici au vingt-cinquième anniversaire de la tuerie de 1914. La révolution prolétarienne n'ayant pu se développer, conséquence de la trahison stalinienne, une nouvelle guerre impérialiste se prépare ouvertement.

Cette guerre a dans l'ensemble les mêmes objectifs que celle de 1914, mais cette fois la bourgeoisie mondiale a acquis de l'expérience...

Les têtes tombent à la hache en Allemagne. Les camps de concentration exterminent.

La France démocratique prépare aussi ses camps, les années de prison son largement, dispensées, les tribunaux militaires substitués par décrets aux tribunaux civils pour toutes sortes de délits dont ceux dérivés de la lutte contre la guerre.

- L. WEITZ est arrêté
- STEVE, RIGAL, SCHMITT, POLLE inculpés d'espionnage
- PIVERT, JACQUIER, POULAIN, inculpés
- MOREL, FREMONT, LEFEUVRE, condamnés
- FRANK, MOLINIER, condamnés chacun huit fois à un an de prison. ne sont pas amnistiables, la conspiration du silence est faite dans les rangs ouvriers sur leur condamnation.

Dans les colonies, les militants sont sévèrement frappés.

x x x

La répression en France entre dans une phase active, elle n'est qu'à ces débuts. Notre devoir est de la dénoncer quelle que soit la tendance des militants qu'elle frappe; il faudrait de plus en plus serrer les coudes contre les persécutions policières. Toutes les tendances révolutionnaire doivent s'unir pour créer un réseau de secours prolétarien, afin D'EVITER L'EMPRISONNEMENT DE LEURS MILITANTS, de les soutenir dans l'illégalité, comme dans les prisons, et ce, quelle que soit la tendance du militant frappé dans la lutte commune contre la guerre impérialiste.

« LA VERITE », renouvelle aux militants et aux organisations frappés par la répression sa complète solidarité, nous sommes prêts à combiner nos efforts à ceux de ces organisations afin que la solidarité de classe ne soit pas un vain mot.



éditorial

Bâtir la quatrième!

NOUS avons caractérisé cette phase de la lutte de classe comme étant dominée par l'imminence de la guerre, dont la préparation exerce sur les masses travailleuses une pression considérable.

Dans le monde entier la lutte des masses est paralysée, ici avec le concours des partis ouvriers, là, par l'écrasement des organisations et la terreur qui succédèrent à la défaite.

Le capital financier exploite sans vergogne «la guerre à froid» en augmentant ses profits. Profits des munitionnaires, profits des pétroliers, profits des exploiters coloniaux. Toutes les couches bourgeoises, capital financier inclus craignent l'autodestruction que porte en elle la guerre, le clan démocratique malgré la garantie stalinienne ne craint pas moins que le clan fasciste le choc en retour de la révolution prolétarienne. A reculons, parmi les inéluçables contradictions qu'il porte en lui, le système capitaliste précipite l'humanité vers un carnage sans précédent.

DISLOCATION DES RANGS MARXISTES REVOLUTIONNAIRES

CETTE dernière période de préparation du carnage n'est guère utilisée par ceux qui se prétendent marxistes-révolutionnaires pour assurer à leurs rangs une sérieuse cohésion. Tout au contraire les groupements d'avant-garde subissent l'état de dépression de la lutte des classes provoquée par l'infection stalinienne. Dans le monde se produit un morcellement de l'avant-garde se prétendant internationaliste, ce morcellement des organisations s'accompagne d'une diversité politique aboutissant à une carence complète dans la lutte contre la guerre.

Chaque tendance estime l'autre tendance dans la mesure où cette autre lui laisse à sa guise le soin de ne rien faire, tout groupe qui aborde la période présente avec une volonté de re-

groupement des forces révolutionnaires et expose pour y parvenir, à la fois :

La nécessité d'une discussion sérieuse des divergences existantes et la nécessité d'un travail commun sur les points où un accord existe, rencontrera, une approbation unanime à condition que ce groupe renonce à exposer ses divergences, se contente de bavardages, s'il lutte pour faire triompher son programme et à cette fin développe une méthode critique susceptible d'opérer une délimitation; la suffisance bureaucratique impregnant la direction des différentes sectes ou groupes les fera se dresser unanimement contre ce gêneur.

NECESSITE D'UN COUP D'OEIL EN ARRIERE : AVANT L'EXISTENCE DU PSOP

NOTRE tendance a sur cette question une expérience longue, déjà avant l'entrée de ses membres au PSOP. Le P. C. I., la J. C. I. (qui eurent toujours avec les autres groupes une conduite indiscutable en toutes occasions où s'imposaient la collaboration, la solidarité contre l'ennemi commun) sollicitèrent des discussions communes, une action commune à chaque occasion importante :

REVOLUTION ESPAGNOLE, COMITES D'USINES — LUTTE CONTRE LA GUERRE!

QUELQUES controverses eurent lieu devant plusieurs centaines de militants, les organisations qui avaient accepté une ou deux fois se récuserent ensuite prétextant notre critique... Lorsque le PCI après une sérieuse propagande dans les grosses usines, organisa en 1937 une assemblée corporative dont la réussite fut complète, la préparation fut tenue sous silence par tous, la formation d'un comité intercorporatif où étaient représentées les plus grosses usines ou industries, comité ne comprenant que dix communistes-internationalistes sur cinquante membres fut passé sous silence. Aucune direction de Partis (POI) groupes (GR) (Libertaire) ne comprit la portée que pouvait avoir ce petit pas, mais ce pas important, vers les comités d'usines; quelques jours avant les luttes ouvrières chez Goodrich, chez les Métallos, etc...

La G. R. ne voulait pas faire d'imprudences et permettre à Paul Faure de l'exclure «trop tôt», indépendamment les mêmes sont maintenant prisonniers de l'indépendance du syndicalisme et paralysent le travail d'entreprise au sein du P. S. O. P.

Le P.O.I. avait son titre de noblesse «de la IVe», il refusait même en octobre 1938 de discuter avec le P.C.I. «Entrez au P.O.I. nous verrons ensuite», nous avons vu dans quelle pétaudière nous serions fourvoyés.

Les dirigeants «Pseudo anarchistes», des comptables de plusieurs caisses dont celle de leurs ministres complices de Negrin, leurs organisations auxiliaires S.I.A. l'organisation d'un simulateur d'activité pour des ouvriers honnêtes, en réalité à l'insu des ouvriers, un paravent à la corruption des «chefs».

Aucune direction d'aucuns de ces groupes n'acceptait une action commune soit avec nous, soit même entre eux, sur les points que chacune déclamaient pourtant en public.

Le résultat: l'inertie, la lassitude, la dispersion dans les rangs de ces organisations; elles tinrent pourtant de beaux meetings avec Zyromski, Jouhaux, G. Olliver. Sur les tribunes la minorité de ce temps allait parfois de Zyromski à Rous. — Mais dès les coulisses franchies, chacun continuait à exercer son rôle dirigeant, grand ou petit.

LE PSOP — ROLE DIRIGEANT DE LA GR ET DE LA FRANC MACONNERIE SUR LA G. R.

CHASSES à regret de la S.F.I.O. les chefs de la G.R. proclamèrent un nouveau parti, le P.S.O.P. ouvrant ainsi malgré eux une page nouvelle au regroupement des forces révolutionnaires.

Dans la première phase de création du P.S.O.P. la G.R. estima sur sa charte avoir bâti le parti de la Révolution; un an d'expérience lui a suffi pour se rendre compte de l'insuffi-

sance de la charte, le bureau du P.S.O.P. en réclame l'acceptation — ce qui est juste comme base d'action du parti — mais reconnaît toutefois que la charte peut être «dépassée»... La G.R. a limité les possibilités d'évolution du parti en exerçant un rôle dirigeant effectif par l'application des mesures d'ancienneté de la charte statutaire d'après ces dirigeants, l'opinion de la base serait strictement parlementaire, la direction revenant par principe aux militants ayant suffisamment marinés dans la S.F.I.O.!

Dans le P.S.O.P. ces mesures craqueront, mais il est à craindre que ce soit dans des crises et des ruptures dont le caractère formel facilitera la fraction maçonnique, pour tromper disperser une partie de la base saine du P.S.O.P. La G.R. est condamnée, elle était à Rous au terme de son influence politique spécifiquement S.F.I.O. «sa politique» doit se morceler, sa cohésion est artificielle car jamais sa plat-forme n'a compris la nécessité de rompre pour bâtir un Parti indépendant; ses dirigeants commencent à peine à poser le problème... la discussion du programme entrainera la crise de direction, mais les mesures bureaucratiques, informations mensongères, anciennetés, exclusions vont dans le PSOP empêcher le procès progressif de développement de cette crise.

La minorité (de M. Herard à Rous en passant par) toujours imprégnée d'esprit de clique veut avant tout empêcher que la crise se développe au profit d'une autre tendance. La minorité donne des gages et se condamne en tolérant à notre égard les procédés bureaucratiques — calomnies, coups, exclusions — les plus dangereux pour une discussion progressive.

La minorité enregistre une victoire de clique mais la JSOP est dangereusement atteinte, la crise correspondait à une évolution politique normale étant donné l'ensemble des éléments qui précèdent, la minorité voulut l'avorter.

x x x

Il n'y avait pour les marxistes révolutionnaires que deux bases de développement pour tenter d'engager le PSOP dans la voie de sa transformation en parti révolutionnaire : les groupes d'entreprises et la JSOP.

La direction maçonnique de la G.R. a fort bien compris cela, utilisant l'esprit de clique d'une minorité elle est parvenue par l'exclusion des B.L. de notre tendance, à affaiblir la JSOP, à briser son élan, aussi à restreindre la publication de la Jeune Garde qui, comme journal, «organisait» la JSOP. Le travail d'entreprise a été ouvertement liquidé en quelques mois, par l'orientation «avant tout indépendance du syndicalisme», les militants du PSOP étaient paralysés, quelques discussions et votes eurent lieu, la direction fut battue; l'expérience suffit, la direction se rendit compte que ses militants dans les usines feraient vite le chemin entre l'amicale du type social-démocrate et la cellule communiste, base d'un parti prolétarien, dont la caricature stalinienne ne parvient pas à nous faire oublier la forme et les buts initiaux. Quelques centaines d'ouvriers du PSOP dans quelques grosses usines de la région parisienne n'ont eu depuis un an aucune direction de travail, le PSOP n'a pas disputé la place aux staliniens dont les «succès» chez Renault par exemple sont le résultat de la carence de toute opposition cohérente, patiente et active.

x x x

DES la création du PSOP le Parti Communiste Internationaliste a organisé la rentrée de ses membres au sein du PSOP, a cessé toute activité indépendante, là où des postes de direction ont été acquis, ils l'ont été par la confiance que provoque le travail, la compétence des militants communistes; aucune tractation de coulisse, aucun espoir sur ce que des «hommes libres» peuvent faire pour évincer les adversaires politiques, peut-être quelques-unes de ces illusions qu'ont parfois les révolutionnaires espérant que la situation, sa gravité, la menace qui pèse sur tous permettraient une confrontation politique sérieuse où la «loyauté» révolutionnaire est autre chose qu'un truc oratoire.

Les communistes internationalistes ont rencontré la volonté très nette de la direction maçonnique de limiter l'orientation du PSOP au marais G.R., de démolir le PSOP plutôt que d'aban-

donner la direction, qui n'a d'ailleurs aucun lien idéologique interne.

Dans toute cette lutte pour la création d'un parti révolutionnaire les B.L. du P.C.I. n'ont abandonné aucune de leurs conceptions politiques et d'organisation, ils les ont soumises normalement au jugement des autres militants du PSOP, les mesures de la direction ne font que démontrer les progrès faits par nos conceptions. Notre travail au sein du PSOP continue.

SUR LA PLAN INTERNATIONAL.

LA G.R. ET LE POUM CREENT UN «CENTRE»

SUR le plan international les dirigeants de la GR ont bloqué avec l'aile centriste de droite du POUM pour créer une internationale deux et demi, ils s'apprêtent, pour ce faire, à liquider le FOI au profit du C.M.I.R. (Centre Marxiste International Révolutionnaire) dont l'existence est encore bien problématique étant donné l'inévitable dislocation du POUM. Dans le PSOP toute cette orientation a été décidée par en haut et entérinée rapidement au Congrès.

Après le défunt Bureau de Londres, la Conférence de Bruxelles, celle de Barcelone, projet qui s'effondra avec le POUM, les centristes ont bien des déboires et ne parviennent pas à bâtir un outil international de combat. La cause principale réside dans la nature même de ces partis qui n'ont essentiellement aucun programme international et n'envisagent leurs liaisons internationales qu'afin de barrer la route vers le programme internationaliste des bolchevik-léninistes de ou pour la IVe Internationale. L'Internationale centriste c'est un alibi derrière lequel les directions s'apprêtent à trafiquer, c'est tout ce qu'elle peut faire. Sans cohésion de programme, il ne peut y avoir de cohésion d'organisation, les méthodes de liquidation du simulacre de front unique «FOI» et de création du C.M.I.R. démontrent qu'en ce qui concerne les «méthodes» les centristes n'ont qu'à balayer devant leur porte.

Sur le plan international comme sur le plan national, les «principes» et les «méthodes» centristes sont séparés de ce que nous préconisons et appliquons à notre mesure, par un abîme que les dernières expériences ont encore approfondi.

Nous sommes prêts, dans l'état actuel des divergences, à une collaboration loyale contre l'ennemi de classe et ce dans une même organisation ou non, que l'on ne nous demande pas de renoncer à propager nos opinions où de croire aux «hommes libres» voire même aux croquemitaines statutaires. Bolcheviks-léninistes, nous avons participé à la rupture avec la IIIe Internationale et l'URSS officielle. Dans les rangs bolchevik-léninistes nous avons délibérément rompu avec un homme pour lequel, comme théoricien, et comme militant révolutionnaire, nous avons et avons le plus complet attachement. Nos désaccords avec L. Trotsky concernent sur ce qui donne de la vie à une politique révolutionnaire, sur ce qui permet à cette politique de prendre corps, de créer et de développer ses cadres, son organisation, d'entraîner au combat des couches prolétariennes croissantes. Ces divergences nous ont contraints à la rupture, ce n'est pas aujourd'hui pour que nous manions l'encensoir à l'égard de cette pitoyable direction de la G.R. à peine sortie du cauchemar Front Populaire où elle a «participé loyalement», même si elle collabore intimement avec une autre direction ayant, elle aussi, pataugé au Frente Popular; celle du POUM. Ces deux équipes jetant l'anathème sur tous ceux qui n'acceptent pas de les laisser éventuellement recommencer des crimes de même nature.

ET LES GROUPES DE LA IVe INTERNATIONALE ?

LES groupes DE la IVe parviennent à se subdiviser. Il n'existe pas un régime d'organisation susceptible d'engendrer un rassemblement au sein DE la IVe. Tout au contraire ce régime d'organisation ne crée aucune possibilité de progression de ses cadres. La période actuelle marque le point le plus bas de l'organisation bolchevik-léniniste depuis qu'elle existe, l'appellation «IVe Internationale» ne pouvait et n'a pu, par sa proclamation, faire des miracles, l'état de dispersion a empiré, les carences se sont multipliées. Le système de mutation par en haut, de destruction systématique de

quiconque exprime un désaccord et persévère, ce système ne sélectionne pas, prive le militant de toute capacité de détermination à travers le déroulement compliqué des événements à notre époque.

Les rapports d'organisation dans les sections officielles ne sont pas «sectaires» «rigoureux», ils sont empiriques, cahotiques et aucunement à la mesure des leçons historiques à travers lesquelles le programme s'est dressé. Il existe actuellement un bulletin minoritaire d'une fraction officielle où les organisations officielles et L. Trotsky sont traitées simplement de «social-patriotes», c'est entre autres, un exemple de l'incohérence actuelle de cette pseudo-IVe Internationale.

Les fruits amers du système d'organisation poussent dans toute l'internationale, la paralysent, en raccornissent les cadres dirigeants; ce n'est pas seulement en France avec le PCI, mais au Mexique et dans de nombreux autres pays où cette expérience prend actuellement corps, le système d'organisation «officiel» ne forme pas ses militants mais les déforme.

BATIR LA IVe.

A l'égard des groupes à particule «DE» notre attitude est inchangée, nous réclamons avec toutes les forces saines perdues ou rejetées par le régime de ces groupes un congrès international de fusion préparé démocratiquement. Nous ne réglerons aucun des problèmes qui se posent par la rentrée pure et simple. Notre solidarité de programme avec nos camarades à particule est inchangée, le contenu de leurs formules variables et équivoques sur la lutte contre la guerre ne nous tranquillise pas mais, ne saurait justifier une rupture que seules les divergences basées sur une longue expérience quant aux moyens de donner de la vie, de transformer en action le programme commun, justifient.

Nous n'abandonnons pas la perspective d'une unification des forces bolchevik-léninistes, nous l'abandonnons d'autant moins qu'il n'a ja jamais été nourri pour nous cette illusion qui consiste à croire que l'on peut réaliser une réunion cohérente de forces en deça du seul fil conducteur à travers tous les événements depuis la mort de Lénine: le programme bolchevik-léniniste, le trotskysme; notre lutte consiste donc à ce que le système d'organisation soit léniniste, donc à la taille du programme.

Nos déboires dans le PSOP avec la fraction animée par le dirigeant effectif actuel DE la IVe en Europe, sont instructifs quant à la médiocrité politique des cadres officiels. Ces déboires sont épisodiques, nous gardons nos positions et d'autres rapports seront dictés par la situation prochaine qui ne trouvera notre groupe ni amoindri ni désespéré.

x x x

Devant l'imminence de la guerre il ne faut pas perdre de temps, il faut renouer les liens internationaux brisés ici, relâchés là. Notre première tâche est de commencer par le rassemblement de groupes éloignés de la IVe ou en son sein, partageant notre opinion sur les causes de sa dislocation. Nous combinerons avec ces camarades la lutte en direction de la IVe officielle pour un système d'organisation léniniste, avec la lutte dans les formations centristes pour faire pénétrer le programme bolchevik-léniniste.

x x x

Les bolchevik-léninistes de l'ex-P.C.I. laisseront avec calme s'écrouler les avalanches de calomnies, nous n'en ferons pas plus de cas que des flatteries antérieures, ni les unes ni les autres n'étaient justifiées.

Nous n'avons cessé d'affirmer que la démocratie prolétarienne était le seul moyen de regroupement des forces révolutionnaires. Dans notre mesure nous l'avons pratiqué, nous en avons dégagé une modeste mais ferme cohésion qui nous permet de continuer notre tâche en France et d'en élargir le rayon. Nous le ferons avec une grande application, nous invitons tous ceux que la dislocation actuelle effraie et désappointe, à nous rejoindre pour continuer de la sorte à bâtir la IVe Internationale.

A nos amis, à nos lecteurs.

LE dernier numéro de la «Vérité», avait pour but d'exposer les faits et notre orientation dans la crise survenue au sein du PSOP, lors d'une première vague d'exclusion des B-L.; largement diffusé comme numéro spécial il a été accueilli avec une grande sympathie par des adhésions nouvelles à notre programme.

Ce numéro d'août traite particulièrement des questions internationales, il informe fort incomplètement encore sur la situation dans un certain nombre de pays, il publie une tribune de documentation et de discussion à laquelle tout militant révolutionnaire peut collaborer.

Notre projet ? Si la situation internationale nous en laisse le délai : réaliser une édition bi-mensuelle, le premier et le 15 de chaque mois et ce à partir du prochain numéro.

Pour y parvenir il nous faut l'appui de nos lecteurs. Comment nous aider ? Il n'est pas superflu de rappeler que l'abonnement à la revue, son envoi après lecture à des abonnés possibles, peuvent contribuer au développement de la «Vérité», mais cela ne peut suffire. Il faut que nos lecteurs nous fassent connaître leur opinion sur nos articles, leurs critiques, leurs suggestions. Une lettre où un lecteur nous expose sous la forme qui lui convient, quelle est sa position sur tel ou tel problème sera le plus précieux des appuis et trouvera sa place dans notre tribune de discussion.

Le noyau des Communistes Internationalistes ne s'affaiblit pas sous l'avalanche des attaques. Tout au contraire, il se fortifie dans ce combat, il se développe. Le rassemblement des forces révolutionnaires REELLES se fera sur un programme bolchevik-léniniste, sur la continuité, la capacité d'un noyau bolchevik-léniniste, organisant et maintenant sa cohésion à travers des circonstances autrement redoutables que les avalanches de calomnies, faux-frais de notre lutte.

Aidez-nous pour que notre «Vérité» se développe.

Envoyez les fonds à:

Lucien Renery à Angleur Belgique,
Compte chèque Postal : 15.12.01

Abonnement :

douze numéros 25 fr. français 20 fr. Belges.

Adressez la correspondance à :

Pour la France :

Roger Foirier, 91, rue Rouget de l'Isle - Suresnes, Seine - France.

Pour tout autre pays :

Lucien Renery à Angleur Belgique

SITUATION INTERNATIONALE

MARC LAURENT

La guerre impérialiste se démasque

Plus s'approchent les «heures décisives» plus apparaît clairement le caractère impérialiste de la prochaine tuerie. Les oripeaux démocratiques et fascistes qui tentaient de recouvrir les revendications des uns et des autres ont mal résisté aux dernières crises.

Aujourd'hui le problème apparaît aux moins avertis sous son vrai jour : il s'agit d'un nouveau partage du monde et de cela seulement.

LES BLOCS.

D'UN côté, des impérialistes privilégiés (États-Unis, Angleterre, France) possédant une part énorme des matières premières essentielles (caoutchouc, pétrole, coton, etc...) de l'autre des impérialistes consolidés par le régime fasciste et décidés à conquérir certaines richesses, certains marchés (Europe balkanique, bassin méditerranéen, participation aux colonies, en Chine et Amérique du Sud etc...)

Le groupement des deux blocs apparaît déjà très avancé.

Autour du triangle «Berlin Rome Tokio» se ressèrent bon gré mal gré, la Hongrie, la Bulgarie, la Yougoslavie, certains pays baltes, l'Espagne. Autour de l'axe Londres Paris, qu'appuient Moscou et les États Unis se rassemblent, Belgique, Hollande, Pologne, Roumanie, Grèce, Turquie, Chine.

SCHEMATISME DE CES DIVISIONS.

LES regroupements ne sont cependant pas si simple. Il ne faut jamais oublier que le capitalisme engendre sans cesse d'insurmontables contradictions lesquelles modifient sans cesse les situations apparemment claires.

En vérité, ces deux blocs présentent bien des fissures. S'il est exact que les impérialistes américains et anglais sont également décidés à bloquer le développement des impérialistes allemands et nippons il n'en est pas moins vrai que chacun entend le faire à son profit, c'est à dire

au détriment de l'allié. La grande rivalité Anglo-Américaine subsiste entière et se superpose aux rivalités des deux blocs.

Les États-Unis espèrent bénéficier seuls du prochain conflit ; ce qu'ils visent c'est l'affaiblissement de tous les antagonistes; c'est la possibilité définie par L. Trotsky dans «Europe et Amérique». Leur grand but reste «Europe à la portion congrue», tandis qu'ils espèrent se débarrasser de l'influence allemande en Amérique du Sud et profiter de l'épuisement des Anglais et Nippons pour prendre en Chine, aux Indes, en Australie la première place.

La Cité et son homme Chamberlain, sentent bien le danger. L'impérialisme anglais craint le coup de poignard dans le dos de son associé Yankee après la prochaine guerre. C'est essentiellement cette crainte qui dicta Munich à Chamberlain.

LA POSITION DE L'U.R.S.S.

ELLE n'est pas très claire. Ce n'est pas sans réticence, que la bureaucratie stalinienne s'apprête tant bien que mal à monter dans la galère anglaise. En URSS le courant pour la paix et la neutralité reste fort. Plusieurs raisons poussent cependant la bureaucratie à pencher pour Londres. Il s'agit d'abord de casser les pattes à l'impérialisme nippon au dynamisme si dangereux. Les derniers événements de Mongolie où les Russes surpris en plusieurs circonstances ont essayé de lourds revers surtout aériens sont un nouvel avertissement).

Il s'agit aussi de détruire la menace Allemande sur l'Ukraine et cette porte de la Russie qu'est la Turquie d'Europe.

Mais ce ne sont pas là les raisons déterminantes. Il n'est pas douteux en effet que Tokio et Berlin semblent disposés à payer provisoirement un bon prix pour la neutralité russe.

Ce qui semble devoir après bien des hésitations décider la bureaucratie à soutenir Londres c'est son instinct de conservation.

Pour cette classe dirigeante assez instable, l'épreuve de la guerre mondiale, est fort redou-

tée; ce qui importe avant tout pour elle, c'est d'éviter que ne se développe à travers la guerre un mouvement révolutionnaire qui la briserait.

Se survivre envers et contre tout, tel est le grand but de la bureaucratie. L'alliance antifasciste qui trompe les masses russes, jointe aux travaux savants et secrets de la Guépéou en liaison avec les gouvernements démocratiques représentent dans les convictions actuelles le moindre mal.

Inutile de souligner la fragilité de ces calculs. Il ne sera pas si facile, en URSS et ailleurs, de freiner et manœuvrer des dizaines de millions d'hommes armés, lorsqu'aura soufflé le vent de la révolte. Mais la bureaucratie stalinienne est habituée aux calculs fragiles aux combinaisons à courte vue. Ses oscillations actuelles entre la neutralité et l'alliance anglaise risquent de la placer à porte à faux, vis à vis des masses russes lorsqu'elle décidera l'intervention à côté de la Cité (puisque l'URSS ne peut prétendre à la neutralité si la guerre mondiale se déclenche).

CARACTERISTIQUE DE LA PROCHAINE GUERRE IMPERIALISTE

La prochaine guerre impérialiste surgira en plein déclin du capitalisme. On peut même dire que ce déclin serait, si la guerre éclatait cette année, la cause essentielle de son déclenchement à brève échéance.

Ce sont des difficultés inouïes, la carence du régime à surmonter la crise économique actuelle, à réadapter l'économie de guerre à l'économie de paix qui constituent les plus grands risques de guerre proche.

La guerre en 1939 apparaît de plus en plus pour tous les partisans l'unique solution, la solution du désespoir.

Les premiers buts de guerre non avoués peuvent se formuler ainsi : **éviter l'effondrement économique, une crise sociale sans précédent, une rupture brutale avec les masses.**

La guerre c'est substituer au saut dans l'inconnu que représente l'économie de fait de prochaines armées, le saut dans l'inconnu que constitue l'utilisation immédiate des stocks d'armement.

Evidemment aucun des brigands qui mènent le jeu ne semble pressé de déclencher la bagarre chacun tremble de peur et veut jouer le rôle de Victime pour garder le contact avec son peuple abusé.

De temps en temps les uns ou les autres essaient de ralentir la glissade à l'abîme; chacun cherche à gagner du temps; à faire reculer l'autre sans risquer le pire. Ceci explique les longs chantages, le poker perpétuel, cette « guerre de nerfs », avec les tensions extrêmes, les reculs provisoires, etc...

Mais la marge du recul est de plus en plus étroite pour les uns et les autres surtout pour les démocraties Anglo-Française. Il faut noter que la part de l'Allemagne dans la production mondiale est passée de 8 à 15 % depuis cinq ans.

L'impérialisme anglais ne peut accepter non plus de laisser déculotter devant des « jaunes » ses gentlemen et ses ladies. L'impérialisme français ne peut maintenir longtemps la tension intérieure actuelle (la mobilisation, les 60 heures, l'aggravation de la situation financière, etc...)

C'est pourquoi cette guerre de nerfs est un chemin court, vers la guerre des canons, il semble à ce sujet exclu que les démocraties puissent permettre à l'axe de continuer son lent travail si habile de dislocation du système adverse par avantages successifs remportés à froids, l'heure du **tout pour le tout** est proche pour Londres et Paris. Tout nouveau compromis devrait à l'inverse de Munich, consacrer un certain recul des visées allemandes, malgré le prix et les concessions secondaires que pourraient consentir les démocraties; ce recul provisoire les impérialistes intéressés **peuvent-ils l'accomplir sans risques décisifs ? Ceci sans être absolument impossible apparaît bien improbable.**

LA QUESTION COLONIALE ET LA PROCHAINE GUERRE.

Le point le plus faible de la résistance capitaliste dans la prochaine guerre apparaît être les colonies.

La désagrégation de l'influence des divers impérialismes, surtout des impérialistes blancs y est déjà très avancée.

En Chine les Japonais dont le but est d'éliminer à leur profit les blancs des positions acquises ont sapé de façon durable l'influence anglaise quelque soient le sort des armes et la future forme de gouvernement chinois, **les concessions étrangères sont d'ores et déjà perdues pour les impérialistes.**

L'Oncle Sam dont les méthodes furent différentes de celles de Londres et Paris (pas de concessions mais maintien de la « porte ouverte ») reste mieux placé, mais seulement sur le plan commercial.

Les dominions ne sont déjà plus sous la botte anglaise, que dans la mesure où la Cité sert les intérêts de leur grande bourgeoisie, nul doute que celle-ci utiliserait une prochaine guerre pour se libérer de tutelles trop coûteuses et faire baisser sérieusement les conditions de Londres, ce qui ferait tituber John Bull.

En Afrique, la loyauté des possessions françaises vis à vis de la mère patrie n'a pas été renouvelée bruyamment. Les promesses variées que l'indigène en temps de guerre prendra la liberté de réaliser et même de dépasser, inutile d'insister sur la position délicate dans laquelle se trouverait l'Indochine, malgré les fameuses « précautions de Mandel » si la guerre éclatait.

Les possessions néerlandaises si riches en caoutchouc, pétrole, etc. sont très vivement convoitées par le Japon. La flotte hollandaise ne peut empêcher le Japon, même soutenue par les flottes anglo-française, de garder la maîtrise des mers en Extrême Orient. La flotte japonaise semble par contre capable de bloquer les alliées autour de Singapoor.

L'intervention des Etats Unis pourrait modifier le rapport des forces; mais ce ne serait pas fait gracieusement surtout vis à vis des Indes Néerlandaises. Quels que soient là encore les événements, il semble que les immenses richesses des Indes Néerlandaises soient déjà perdues pour le capitalisme hollandais, ce qui ne sera pas sans conséquences pour lui.

La prochaine guerre provoquera l'éclosion d'un mouvement d'indépendance nationale sans précédent, très riche de possibilités révolutionnaires en plus d'une circonstance.

Les brigands vainqueurs n'auront pas la partie facile pour profiter de leur triomphe ni sauver leur régime.

CHANCES DE PAIX ET CHANCES DE GUERRE

Ln'y a plus de chances de paix : la situation économique, le développement des économies de guerre, l'accélération des antagonismes conduisent à la nécessité prochaine d'un nouveau partage du monde c'est à dire inéluctablement à la guerre en régime capitaliste.

L'heure de la guerre mondiale ne peut être fixée. Il serait faux de croire du reste que c'est une affaire d'Etat-Major. Les plans de ce côté sont déjà prêts mais ce ne sont pas eux qui détermineront l'heure H., ce sont les appréciations des uns et des autres sur les rapports de forces du moment, le potentiel de résistance intérieure qui précipiteront ou non les événements cette année.

Personne ne se battra « pour Dantzig » Hitler moins qu'un autre. Mais chacun est prêt à engager le jeu à Dantzig ou ailleurs puisque c'est la seule issue - dès qu'il aura l'impression que l'heure lui est la plus favorable.

L'HEURE DE LA IVe INTERNATIONALE

CE sont les trahisons des 2e et 3e internationales à l'avant-garde de l'Union Sacrée qui laissent à la bourgeoisie de chaque pays les mains libres non seulement pour faire la guerre mais pour fixer à son gré l'heure de la guerre.

L'absence d'internationale révolutionnaire permet seule en effet que se prolonge « la guerre pour mieux mâter, dissocier, épuiser les résistances ouvrières, décrets lois en France, mesures de toutes sortes du même genre ailleurs.

Il n'en est pas moins vrai qu'on profonds moments, une grande inquiétude, s'emparent des masses, qu'aucune répression, qu'aucun appel au calme des organisations traitresses en plein recul dans tout les pays ne pourra contenir fort longtemps.

La désagrégation des 2e et 3e internationales fort avancée, la France demeure le seul bastion de la 3e. La guerre précipitera très vite la dislocation et déblaira le terrain pour le regroupement sur une plateforme de classe marxiste, leniniste, celle de la 4e internationale.

Les difficultés actuelles ne doivent jamais détourner de cette perspective qui puise sa réalité dans une situation objective plus forte que toutes les fautes et toutes les manœuvres.

Préparation mondiale de la guerre impérialiste

ACHETEZ, vous servirez la défense nationale, est le mot d'ordre que Paul Reynaud a transmis par radio et fait afficher par les commerçants. Des ministres français se sont également réunis pour prendre des mesures destinées à ranimer l'économie, mais rien n'est encore apparu; les décrets-lois enlevant les dernières conquêtes de juin 1936, le renvoi des congés payés aux ouvriers des usines occupées par la «Défense nationale» donnent satisfaction au patronat, mais ne stimulent en rien l'activité économique. On ne construit pas davantage, les capitaux ne s'investissent nulle part, on n'achète guère que le strict nécessaire. Et ce qui est vrai pour la France est également vrai pour tous les autres états.

L'économie mondiale est complètement désaxée. Les échanges sont tombés au plus bas, les accords économiques qui se concluent sont au fond basés sur le troc d'Etat à Etat, des marchandises absolument indispensables pour la consommation courante.

Mais cette paralysie grandissante de l'économie mondiale s'accompagne d'un accroissement continu dans tous les états des dépenses d'armement. On ne construit plus d'habitations, de navires marchands, etc..., mais chaque jour sortent des canons, des avions, des chars de combat; chaque semaine on lance ou on commence à construire des navires de guerre; les usines textiles n'ont de commandes que pour équiper des troupes. Des dizaines de millions d'hommes produisent pour la guerre qui n'est pas encore déclenchée. Les industries alimentaires stagnent ou régressent, pendant que des millions d'hommes restent sous-alimentés.

A combien s'élève le fardeau de la préparation à la guerre? Quelles sont les charges que les travailleurs doivent supporter en vue du conflit dans lequel des millions d'entre eux

sont appelés à laisser leur existence pour conserver ou accroître les profits de leurs exploités?

Il est extrêmement difficile de connaître la vérité sur ce point; il est d'autant plus difficile de l'établir que les puissances en présence ont un double intérêt de dissimuler la réalité, d'une part pour laisser dans l'ignorance comme toujours, les masses travailleuses; d'autre part pour tromper dans la mesure du possible leurs adversaires. Il y a les budgets de guerre officiels et il y a les budgets annexes extraordinaires, les caisses autonomes, etc... et il y a les sommes dissimulées dans d'autres dépenses et il y a enfin ce qu'on tait au nom du secret militaire. Le contrôle parlementaire, dans les états démocratiques, n'est qu'un leurre. Les organisations ouvrières qui livrent le prolétariat au capitalisme, loin de dénoncer aujourd'hui les «marchand de canons», réclament des avions et toujours des avions et sollicitent des bourgeois quelques gestes symboliques pour apaiser la classe ouvrière, irritée par des bénéfices monstrueux. Quant aux organisations d'avant-garde, elles ne peuvent avoir comme renseignements que ceux que les organismes capitalistes sont amenés à publier pour diverses raisons. C'est ainsi que, dans ces dernières semaines, des groupements d'économistes bourgeois ont dans leurs recherches de bases pour la tenue d'une conférence économique mondiale qui apporterait une solution pacifique aux rapports internationaux, essayé de dresser un tableau des frais occasionnés par la course aux armements.

Ces chiffres méritent d'être connus. Les économistes qui les ont recueillis ne dissimulent pas eux-mêmes les lacunes de leurs travaux, par conséquent tous les chiffres indiqués sont inférieurs aux chiffres réels. De plus, il faut remarquer que les chiffres de base de ces travaux, ceux des budgets publiquement avoués, reçoivent des modifications continues: en

France les décrets-lois publiés presque chaque semaine consacrent de nouveaux crédits pour la guerre; en Angleterre et aux Etats-Unis, les gouvernements demandent régulièrement de nouveaux crédits à leurs Parlements; quant aux Etats totalitaires, nul ne peut dire à combien s'élèvent les frais des travaux pour lesquels des dizaines et même des centaines de milliers de travailleurs sont réquisitionnés.

Nous sommes donc très en deça de la réalité avec les chiffres contenus dans le rapport de la «Foreign Policy Association» de New-York, qui donne, pour la seule année 1938, un total de 17,288 millions de dollars (soit plus de 650 milliards de francs). Ce rapport donne le détail suivant par pays:

U. R. S. S.	5400 millions de dollars	
Allemagne	4400	»
Japon	1775	»
Royaume Uni	1400	»
France	1092	»
Etats-Unis	1066	»
Italie	526	»
<hr/>		
Total	15639	»
Autres pays	1649	»
<hr/>		
Total général	17288	»

Ces chiffres établis d'après des statistiques officielles, des indications de services de renseignements des Etats-Unis (service d'espionnage) et des enquêtes faites auprès de fabricants de matériels de guerre, ne comprennent que les dépenses militaires, navales et aériennes, à l'exclusion des sommes consacrées à la défense passive et à la constitution de stocks de matières premières.

Si l'on tient compte que ce sont les chiffres de l'année 1938; que, depuis Munich (fin septembre 1938), la Grande Bretagne a fait pour l'année 1939 un effort de réarmement extraordinaire — près du double des dépenses engagées en 1938 (1) —; que tous les autres pays ont agi sinon dans la même proportion du moins dans le même sens, il est vraisemblable que, **CHAQUE JOUR, 3 A 4 MILLIARDS DE**

(1) Après deux rectifications, Sir J. Simon a donné le chiffre de 730 millions de livres sterling (au lieu de 580 prévues initialement).

FRANCS sont absorbés dans le monde pour la production des armements.

Sur cette voie, où va-t-on? A ceux qui espèrent qu'une conférence internationale pourrait, avec de la «bonne volonté de part et d'autre» arranger les choses, nous conseillons de réfléchir aux lignes suivantes, écrites par l'ancien ministre des Finances, Germain Martin, dans «Le Temps» du 26 juin:

Les dirigeants doivent envisager toutes les conséquences du passage de l'économie de guerre à l'organisation économique de la paix. Comment pourra-t-on démobiler la production des fabrications d'armes et de munitions qui occupe des millions d'hommes en Europe, aux Etats-Unis et au Japon?

Une simple décision de renoncement aux programmes d'armement ne donnerait pas aux nations qui vivent actuellement dans une économie de guerre une possibilité d'équilibre. Certes la chute de tension internationale aurait des effets psychologiques considérables. Les industries de consommation reprendraient une grande activité. Celle-ci serait cependant limitée par l'amoindrissement de la puissance d'achat des masses, surtout dans les pays autarciques, au cours de ces dernières années.

La diminution de l'activité des industries métallurgiques devrait être progressive. Il faudrait prévoir la substitution d'une activité pacifique à l'activité donnée par la politique d'armement. L'idée de grands travaux, et nationaux et internationaux, vient immédiatement à l'esprit. Mais également les difficultés de préciser ce programme et ses moyens de réalisation.

Les grands travaux: fort bien. Mais il en faut qui soient capables d'accroître les revenus de la nation. Le monde de demain ne pourra pas se payer le luxe de dépenses inutiles et improductives. Il devra refaire sa substance.

Autre difficulté: le financement des projets. L'appauvrissement des nations, leurs essoufflement, après plusieurs années de dépenses improductives, ne leur permettront pas de continuer une politique d'emprunts pour l'exécution d'un programme économique.

Cela constitue donc un budget de réarmement de 130 milliards de francs, soit plus de 350 millions par jour pour la Grande Bretagne seulement.

Les impérialismes se trouvent placés devant le problème de s'entendre pour une répartition des marchés mondiaux, pour y placer des produits de consommation, et pour y faire des grands travaux d'utilité publique. Mais cela, ce n'est pas autre chose que le problème posé à l'origine de la crise de 1929, c'est le problème même de la crise du capitalisme; c'est là que la course aux armements trouve son origine, car chaque impérialisme a cherché à être de plus en plus fort pour se frayer de nouveaux débouchés. Le capitalisme mondial tourne dans un cercle vicieux.

Et, d'autre part, une diminution — même de 10 % dans les budgets de guerre — sans contrepartie dans d'autres branches industrielles, mettrait sur le pavé des millions d'hommes, ceux qui sont employés dans les usines et ceux qui peuplent les casernes (2). Aussi, pour les impérialistes, la guerre devient, malgré toutes leurs craintes pour l'avenir, une solution immédiate de «moindre mal».

Des dizaines de millions d'hommes vivent, sur tous les continents sous-alimentés, privés du plus élémentaire confort. Dans les pays d'Europe occidentale, les dirigeants parlent contre la dénatalité et cherchent de vains remèdes contre la défense inévitable des gens

contre un abaissement du niveau de vie lié inéluctablement à un accroissement de la population. Le capitalisme ne peut assurer la vie à des millions d'êtres; il ne les fait travailler que pour préparer leur propre mort. Il ne peut plus rien donner à l'humanité: si le socialisme ne sort pas triomphant de la nouvelle guerre mondiale que le capitalisme engendre, une partie de l'humanité connaîtra le sort de certaines civilisations anciennes, la disparition, faute d'une classe capable de les porter à des stades plus élevés. Toutes les forces productives aujourd'hui utilisées pour la guerre, c'est le prolétariat seul qui pourra parvenir à les utiliser pour faire progresser l'humanité, en brisant les barrières nationales. Les trahisons des formations guidant aujourd'hui encore le prolétariat, leurs persécutions systématiques contre ceux qui défendent le programme de la IV^e Internationale, ont aidé l'œuvre réactionnaire du capitalisme en déclin. Mais ce qui a pesé sur les masses travailleuses dans tous les pays n'est rien en comparaison de ce que le capitalisme voudra leur faire subir — et c'est pourquoi, en dépit des persécutions et des répressions, notre programme ne tardera pas à avoir une résonance extraordinaire dans les masses. Le capitalisme est condamné, mais pas la société humaine.



(2) La France a, en 1939, sensiblement autant de chômeurs inscrits qu'en 1938, mais il y a de 500.000 à 1 million d'hommes de 21 à 22 ans mobilisés. L'Allemagne n'a pas de chômeurs, mais elle a au moins 2 millions

de soldats etc... Les dirigeants ne doivent pas beaucoup tenir à laisser ces millions de jeunes hommes qui ont accumulé le mécontentement dans les lignes Maginot et Siegfried venir battre le pavé des grandes villes à la recherche d'un emploi.

GOVERNEMENT DALADIER

et

BONAPARTISME

L. LIMAL

LE 12 avril 1938, dès les premières heures de la matinée, on signalait dans toute la région parisienne, une recrudescence du mouvement de grève. Des milliers d'ouvriers se joignaient à leurs camarades déjà en lutte, obligeant de nombreuses usines à fermer leurs portes. C'est que Mr. Daladier, l'homme en qui la bourgeoisie française avait placé toutes ses espérances, venait d'accéder au pouvoir, et le prolétariat parisien manifestait ses sentiments de défiance à l'égard du nouveau gouvernement, en arrêtant le travail.

A la vérité, le mouvement durait déjà depuis un certain temps. Lorsque Blum avait formé son second ministère, les ouvriers lui avaient, comme en juin 1936, apporté leur «appui» en passant à l'action directe, et le conflit avait éclaté sur la question d'une augmentation de salaires. Mais Blum s'étant vu refuser par le Sénat les pleins pouvoirs, avait démissionné, avant qu'aucune solution ne fût intervenue. Une immense protestation s'était élevée dans la classe ouvrière, mais les prêtres de la légalité bourgeoise n'avaient rien fait pour que le mouvement prit de l'ampleur et qu'une nouvelle vague de grèves obligeât la bourgeoisie à reculer. N'avaient-ils pas éprouvé assez de crainte, lorsque deux ans plus tôt, la bourgeoisie effrayée leur avait abandonné le pouvoir? Et maintenant Daladier est là, prêt à agir sans doute, mais pour le moment au moins, avec circonspection et prudence.

Le Parlement lui accorda les pleins pouvoirs sans difficulté. Alors la bourgeoisie exulta «La voie est libre. Mr. Daladier peut faire ce qu'il veut», écrivit «Le Temps», dans son éditorial du 14 avril. Mais la remise des pleins pouvoirs ne constituait encore qu'une faible victoire. La

bourgeoisie s'en rendit fort bien compte et ne tarda pas à dicter son devoir à Daladier. «Il faut à tout prix, écrivait «Le Temps» dans son éditorial du 16 avril, sortir de l'état d'instabilité et d'anarchie où des manquements continus nous ont conduits... Le Gouvernement ne saurait être insensible au danger que ferait courir à son œuvre de redressement, tant la continuation des méthodes d'illégalité, qu'une hausse généralisée des salaires.» Aussi l'arrivée de Daladier signifiait que les classes possédantes avaient jugé l'heure de la contre-attaque venue. On célébra comme un retour au bon sens le respect de la sentence surarbitrale et l'évacuation des usines et l'on parla de sacrifices nécessaires auxquels, (naturellement), toutes les classes devraient prendre part. Aussi personne ne s'étonna lorsque parurent les décrets-lois annonçant une majoration de 8% de tous les impôts.

Mais ce n'était pas là encore ce que la bourgeoisie désirait avec le plus d'ardeur.

Jamais elle n'avait pu se résoudre à considérer comme intangibles ni la loi des 40 heures ni la semaine de 5 jours. Tout de suite elle s'était indignée contre les «deux dimanches» et elle s'était bien promis de mettre un terme à cette débauche de loisirs qu'elle juge scandaleuse, lorsque les ouvriers en bénéficièrent. Hypocritement on se plaignit d'abord «de la rigidité de la réglementation du travail». On réclama un «aménagement» des 40 heures. Daladier enfin déclara que son but suprême était de développer le travail français.» Alors on ne se gêna plus; les précautions de langage jusqu'ici estimées nécessaires, furent écartées sans plus et «Le Temps» du 13 mai réclama le maintien de l'ordre et le relèvement de la production.

Le deuxième train des décrets-lois apporta aux 40 heures l'assouplissement réclamé avec tant d'insistance, mais la bourgeoisie trouva la mesure insuffisante et l'aménagement trop limité. Aussi s'empressa-t-elle de manifester son mécontentement et sa mauvaise humeur. Ce fut seulement au milieu de juin que Daladier prit soin de lui répondre lorsqu'il déclara dans son discours au Comité Exécutif du Parti Radical «que la semaine était de 45 heures et plus dans les industries travaillant pour la défense nationale.»

Cependant d'autres soucis tenaillaient l'impérialisme français. Le réarmement de l'Allemagne, les exigences territoriales d'Hitler, l'agitation nationale socialiste dans les Sudètes créaient un état de tension qui exigeait du gouvernement une action énergique et rapide contre l'ennemi intérieur. Dans le discours que prononça Daladier à l'occasion de la «fête nationale», on vit reparaître des thèmes qui, dans la déclaration ministérielle avaient tenu une place importante, et qui, pour un temps, étaient passés au second plan: la sécurité de la France et l'intégrité de son empire colonial. La visite des souverains britanniques, préparée avec tout le clinquant qu'on imagine, fut le signal d'une campagne de chauvinisme, au cours de laquelle les deux impérialismes alliés se jurèrent, au milieu de mille protestations d'amitié, une fidélité éternelle.

Mais le «redressement» intérieur exigé par la bourgeoisie était loin de la réalisation totale. La classe ouvrière, qui, dès les premières heures d'existence du ministère Daladier, avait fait preuve d'une hostilité légitime à l'égard de la nouvelle équipe gouvernementale, gardait encore toute sa capacité de lutte, certes, au cours des deux années qui avaient suivi sa victoire de juin, elle avait été battue de nombreuses fois dans des grèves partielles. Mais sa volonté de résistance, sa confiance dans son arme principale: la grève générale, restaient intactes. Aucune grande bataille décisive n'avait été livrée depuis qu'elle avait arraché à la bourgeoisie capitaliste les «lois sociales» de 1936, et l'hypothèse d'une nouvelle action généralisée n'était pas exclue. Cela, Daladier le savait fort bien. Aussi ne se risqua-t-il que progressivement et après bien des hésitations, à en venir à des méthodes rigoureuses.

La grève des dockers marseillais, survenue au milieu du mois d'août, lui fut un premier

sujet d'expérience; le motif de la grève: refus d'effectuer des heures supplémentaires, lui sembla particulièrement dangereux. Au bout de huit jours il se décida donc à faire assurer le service par des marins et des tirailleurs sénégalais. En même temps, dans un appel au pays, il fit allusion à la nécessité d'aménager la loi des 40 heures, déjà supprimée en fait.

«Dans aucun pays du monde, déclara-t-il, sauf le Mexique, elle n'est le régime normal du travail.» Bien qu'il ne fût nullement question de l'abroger, il fallait «remettre la France au travail». Ramadier et Frossard quittèrent le gouvernement, aussitôt remplacés par de Monzie aux Trav. Publics et Pomaret au Travail. Approuvé par les radicaux pour l'aménagement des 40 heures, Daladier, dans un discours à son groupe, invoqua la tension internationale, qui devait lui fournir une occasion d'accentuer sa politique anti-ouvrière. Quelques jours plus tard un décret rappela «les droits que la loi donne au gouvernement pour les travaux de la défense nationale, de sûreté et de services publics» en indiquant que le Gouvernement entendait se servir de ces droits». Un nouvel assouplissement des 40 heures permit au patronat d'imposer à ses ouvriers des heures supplémentaires, à condition d'en faire une simple déclaration, sauf toutefois au cas où l'inspection du travail jugerait utile de faire usage de son droit de veto.

Ces nouvelles mesures obligèrent enfin l'organisation syndicale à engager une action. Le 2 septembre les ouvriers de la région parisienne manifestèrent Place de la Nation pour le maintien des 40 heures au cri de «Daladier ! Démision ! »

Cependant la situation internationale continuait à s'aggraver et, le 5 septembre, certaines catégories de réservistes avaient été rappelées. Pressé par ces circonstances, Daladier se décida à frapper un premier coup contre la classe ouvrière. Le 8 septembre parut au Journal officiel, un décret de réquisition signé le 30 août, par de Monzie, et, dès le lendemain, les dockers de Marseille travaillaient sous la menace de la gendarmerie et de la police. Enhardi par cette première victoire, Daladier n'hésita plus. A Lyon il fit charger la police contre les travailleurs du bâtiment qui s'étaient mis en grève. Dans la région parisienne il fit renforcer le service d'ordre, la même corporation ayant déserté les chantiers. Le 18 les Fédérations du

Bâtiment de la Région Parisienne et du Rhône, faisaient, en raison des «heures angoissantes» traversées par le pays des propositions d'apaisement. En dépit de cette attitude capitularde, de nombreux grévistes furent condamnés à Lyon, tandis que dans la région parisienne la grève était liquidée par les bureaucrates syndicaux; la grève des tramonts de Lille subit le même sort.

C'est à ce moment que Daladier revint de Munich. Il fut reçu en triomphateur, des milliers de policiers disposés sur son passage l'acclamèrent sur son parcours. Dans les masses laborieuses on éprouva un sentiment de détente que l'habile démagogue s'entendit merveilleusement à exploiter. La presse, le cinéma, tous les moyens dont dispose l'état capitaliste, pour duper les exploitées, le représentèrent comme un apôtre de la paix. Cette fois le «triomphateur» sentit son heure venue. Dès le 2 octobre 60 grévistes furent arrêtés à Lyon, où la lutte durait toujours. Le lendemain une agression policière donna lieu à de nouvelles arrestations. On voit par là l'usage que Daladier comptait faire de sa toute récente popularité pour écraser enfin la classe ouvrière.

Muni des pleins pouvoirs financiers, il adressa à la France, un appel, où il fut à nouveau question d'efforts et de sacrifices nécessaires, si l'on voulait sauver la démocratie, les libertés et autres «grues métaphysiques» de l'idéologie bourgeoise. Personne ne se méprit sur le sens de cette harangue. Les masses laborieuses comprirent que leur niveau de vie déjà précaire était une fois de plus menacé.

Ce fut seulement au Congrès de Marseille que pourtant «l'homme de la paix» se crut assez fort pour rompre avec les communistes, ses alliés de la veille. Il insista sur le maintien de l'ordre intérieur, la nécessité de travailler davantage, le besoin de redressement de l'esprit public. Le masque jeté bas, la bourgeoisie ne cacha plus sa joie. «Le parti radical, écrivit Le Temps, n'est pas révolutionnaire; son pacte avec les partis révolutionnaires l'obligeait en somme à parjurer sa doctrine et ses traditions. En se dégageant de tous ses liens avec le P.C. le parti radical s'est montré hier loyal envers lui-même, il a dépouillé un travestissement; il s'est débarrassé d'un masque dont l'avaient

affublé le communisme et le socialisme, «compères» intéressés à le voir se dévoyer». Le Congrès de Marseille venait de consacrer la rupture de cette combinaison louche qu'on appelle le «Front Populaire». «L'essentiel, écrivit «Le Temps» du 12 novembre est que le régime que nous subissons depuis 1936, soit fini et bien fini.» Trois jours plus tard le texte des décrets-lois était publié. Abolition de fait des 40 heures, suppression de la semaine de 5 jours, abolition de fait du droit de grève, renvoi en cas de refus d'heures supplémentaires, lourde peine en cas de provocation au refus d'heures supplémentaires, relèvement des impôts directs et indirects, contribution nationale de 2 %, voilà ce qu'entendait par le mot magique «redressement» le prestidigitateur Daladier.

Alors que la bourgeoisie débordant de joie, criait à son «Grand Homme»: «Jusqu'au bout!», l'indignation et la colère secouèrent les masses travailleuses. Des grèves éclatèrent aux usines Renault, à Valenciennes, à Anzin, à Lyon. La bonzocratie syndicale réunie à Nantes, après avoir décidé la grève pour le 26 novembre, la reporta au mercredi 30. Daladier savait exactement où en étaient arrivées les choses. Le 26 il mobilise toutes les troupes de police, dont il disposait. Les ouvriers de chez Renault furent attaqués avec une sauvagerie inouïe. Tous les moyens furent jugés bons pour les vaincre. On alla jusqu'à se servir de gaz lacrymogènes, puis dès le lendemain la justice frappa de condamnations féroces les ouvriers arrêtés.

Cependant les bureaucrates syndicaux continuaient à Nantes leurs stériles palabres. Dénués de toute perspective révolutionnaire, craignant une victoire décisive de la grève générale, Jouhaux, Racamond et autres spécialistes de la trahison, voulurent se contenter d'une manifestation calme et digne et, après avoir abandonné les travailleurs de chez Renault en lutte, préparèrent la défaite du 30 novembre. Ce ne fut pas une erreur, comme certains l'ont prétendu, mais une véritable trahison, d'ailleurs formellement reconnue par «Le Peuple» de Bruxelles. «Devant l'ampleur croissante du mouvement gréviste», déclare le journal, dans son numéro du 26 novembre, «la C.G.T. a pris la décision de canaliser, discipliner et enrayer le mouvement en proclamant pour mercredi prochain, une grève générale de 24 heures. Après quoi le

travail doit être repris partout dans d'ordre». Et pour mieux réussir son mauvais coup, la centrale syndicale accorda à Daladier près d'une semaine pour préparer la répression.

On assista alors à un spectacle d'intimation oublié depuis les jours les plus sombres de l'Empire. Tous les moyens furent mis en œuvre; menaces de révocation, réquisition, mobilisation, rien ne fut négligé. Ayant engagé la lutte dans des conditions aussi défavorables, le prolétariat devait être inévitablement vaincu. Alors que la C.G.T. prétendait compter cinq millions d'adhérents, il y eût à peine 3 millions de grévistes. La grève générale avait échoué.

Il fallait à tout prix écraser la classe ouvrière, et grâce à la complicité de ses chefs, le gouvernement avait réussi à briser l'offensive menaçante des ouvriers.

La bourgeoisie qui, quelques jours plus tôt tremblait encore de frayeur devant «les remous d'un mouvement insurrectionnel syndical», reprit son assurance. Le profiteur releva la tête. Le patron allait enfin redevenir maître de son usine. «Le redressement de la France est désormais en bonne voie», déclara «Le Temps» avec satisfaction, «la république se retrouve». La confiance renaissait; les valeurs en bourse remontaient. Tous les agioteurs se réjouirent. L'heure des spoliations de toutes sortes était enfin revenue. Quant au prolétariat, il n'avait qu'à bien se tenir.

Les bourgeois tranquilisés rendirent hommage à l'énergie du gouvernement; servile, la Chambre, dans un vote de confiance, approuva sa politique générale, mais tous n'avaient d'yeux que pour Daladier. Devant cet homme du destin, ce «sauveur», toutes les classes possédantes s'inclinèrent.

Comme il fallait s'y attendre, le vainqueur fut impitoyable. Des milliers d'ouvriers furent licenciés. Les tribunaux infligèrent des centaines de condamnations. A Dunkerque, à Clermont Ferrand, partout la justice se montra d'autant plus féroce que la bourgeoisie avait eu peur.

Quant au prolétariat, sa capacité de résistance se trouva anéantie pour toute une période; ses meilleurs militants étaient chassés ou emprisonnés; la C.G.T. discréditée par l'échec subi, perdit plus de la moitié de ses effectifs et la

confiance des masses qui, en 1936, avaient afflué vers elle.

Alors s'établit rapidement la domination d'un système policier qui étendit ses ramifications à travers tout le pays. S'appuyant sur un appareil de répression sans cesse accru, le sauveur du 30 novembre put enfin exercer, dans l'intérêt des classes dominantes, un pouvoir qui, de plus en plus, tend à se libérer de tout contrôle. A la vérité, les méthodes démocratiques de gouvernement ne furent pas supprimées, et, aujourd'hui encore, le parlement continue à siéger et à délibérer sans aucune modification de forme. Tout, en apparence, se passe comme autrefois. En fait, la démocratie bourgeoise a déjà cessé d'exister en tant que telle et, de plus en plus, le régime personnel de Mr. Daladier s'efforce de s'élever au-dessus d'elle, en se libérant des entraves qu'en raison de sa nature même, elle ne pouvait manquer de lui opposer. Comme il y a quelques années en Allemagne, Mr. Brüning et von Papen, Mr. Daladier gouverne aujourd'hui en France au moyen de décrets-lois; de temps en temps, il réunit le Parlement auquel il fait approuver sa politique de «redressement» et le congédie, après s'être fait octroyer pour une durée plus ou moins longue les pleins pouvoirs. Certes, on ne peut encore parler de fascisme. Ses sacrifices arrachés par la force aux masses laborieuses, l'oppression exercée par un appareil que contrôle en réalité Mr. Daladier seul ne constituent pas le fascisme. Jusqu'à présent la bourgeoisie française n'a pas encore eu besoin de recourir aux méthodes de violence du fascisme pour conserver sa position de classe dominante; elle n'a pas encore eu recours à des corps spécialement organisés en vue de la lutte physique contre les militants ouvriers, bien qu'elle tolère et favorise la formation de ces troupes de choc; enfin, elle n'a pas besoin, pour le moment, de détruire par la force les organisations, partis et syndicats, de la classe ouvrière. Le régime de Mr. Daladier ne peut donc être qualifié de fasciste; il est le régime d'un «chef» dont la mission est de sauvegarder des rapports de propriété établis précédemment en usurpant la fonction politique de la classe dominante. «Par Bonapartisme, écrit L. Trotsky, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-

dessus d'elle le commandement d'un appareil militaire et policier, d'un «sauveur» couronné. Une semblable situation se produit dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës: le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. La société bourgeoise, ajoute Trotsky, a traversé plus d'une fois de telles périodes, mais cela n'a été, pour ainsi dire, que des répétitions. Le déclin actuel du capitalisme a non seulement définitivement sapé la démocratie, mais a dévoilé toute l'insuffisance du bonapartisme de l'ancien type: à sa place est venu le fascisme». Cette définition que Trotsky a donnée du bonapartisme convient fort bien aux régimes d'un Brüning ou d'un Daladier. Le bonapartisme n'est pas autre chose qu'une étape, une transition, un «pont», entre la démocratie bourgeoise et une forme nouvelle de l'état: la dictature révolutionnaire du prolétariat, ou la dictature violente de la bourgeoisie. Qu'en France les contradictions deviennent plus aiguës, que le prolétariat tente de s'arracher du carcan qui l'enserme, et la bourgeoisie, afin de se sauver en tant que classe dominante, serait prête de se jeter aux pieds d'un «homme prédestiné», d'un «chef», Mr. Daladier ou un autre, et d'abandonner à ce nouveau Messie tout le pouvoir politique.

Une des caractéristiques de l'époque présente, c'est la préparation à la guerre et la course aux armements. Depuis de longs mois le monde capitaliste est secoué par de violentes convulsions et un nouveau déchirement se prépare. Ces circonstances ont, dans une large mesure, hâté l'établissement d'un régime autoritaire dans notre pays. Aidé dans sa besogne par les staliniens le gouvernement Daladier a pu, en invoquant les nécessités de la défense nationale, fouler aux pieds la législation de juin 1936, abolir les 40 heures et la semaine de 5 jours, aggraver par des impôts directs et indirects les conditions de vie des classes travailleuses, frapper tous ceux qui luttent pour des augmentations de salaire ou contre les heures supplémentaires. C'est au nom du principe de la défense de la patrie bourgeoise qu'on emprisonne les révolutionnaires, qui dénonçant les buts

impérialistes de la guerre, appellent les prolétaires de tous les pays à transformer cette guerre de brigandage en guerre civile, en guerre de libération des masses opprimées. C'est au nom de l'intégrité de l'Empire que l'on condamne ceux qui osent réclamer pour les millions d'esclaves coloniaux «le droit de disposer d'eux-mêmes».

Cependant le renforcement de l'appareil répressif n'exclut nullement de la part du gouvernement toute tentative de flagornerie ou de corruption à l'égard de la classe ouvrière ou de certaines couches de la classe ouvrière, dans la mesure où celle-ci ne tente pas de briser ses chaînes. Mr. Daladier a fait voter une loi boiteuse d'amnistie, il a fait réintégrer une partie des fonctionnaires révoqués et des ouvriers licenciés après le 30 novembre, s'efforçant ainsi de démontrer que, si les deux objectifs principaux de son œuvre de redressement sont la sauvegarde des intérêts de classe de la bourgeoisie et la préparation à la guerre, il n'en était pas moins disposé à accorder sa grâce aux méchants, à condition que ces derniers sachent se repentir. Enfin, pour mieux diviser le prolétariat des usines, Mr. Daladier a permis et encouragé la création de privilèges en faveur de certaines couches d'ouvriers. Dans les industries de guerre, par exemple, on a établi des salaires plus élevés qu'ailleurs, dans l'espoir d'obtenir, en cas de conflit, la soumission totale et la collaboration fidèle des ouvriers qui y travaillent.

Mais la classe ouvrière ne se laissera pas prendre à ces manœuvres grossières de Mr. Daladier et de son équipe gouvernementale. Désillusionnée un moment, lassée des nombreuses trahisons de ses prétendus chefs, elle commence déjà, bien que dans une faible mesure encore, à réagir. Frappée durement après le 30 novembre, elle n'oubliera jamais que Daladier est l'homme du capital et ne se laissera pas séduire par la trompeuse bienveillance de ce bonaparte en veston; bien plus, elle a déjà compris que c'est seulement, si, dans un temps voulu, elle réussit à se forger, une nouvelle direction révolutionnaire, qu'elle parviendra à écarter la main avide que Mr. Daladier tend vers les «faisceaux du dictateur».

LETTRE DE FRANCE

LE BONAPARTISME AU TRAVAIL :

LES sommes considérables absorbées par la préparation à la guerre, mettent le budget de l'état bourgeois dans une lamentable situation. Les groupes capitalistes accumulent de nouveaux profits par les productions de guerre, mais leur Etat a ses balances budgétaires complètement déséquilibrées. Les décrets Reynaud se succèdent accroissant les postes de recettes, comprimant les dépenses, pesant lourdement sur les masses travailleuses, légèrement sur les couches dirigeantes, encore trop au gré de celles-ci; les contradictions, les heurts entre les diverses couches sociales n'ont pas d'orientation précise les masses prolétariennes étant paralysées par la politique d'union sacrée; tout ceci au plus grand profit du système capitaliste ébranlé par sa crise profonde et pouvant être jeté bas par une lutte d'ensemble des masses solidaires.

Le dernier train des décrets-lois est à ce sujet fort caractéristique:

Recul des élections législatives sous le prétexte de la tension internationale, aveu de l'incapacité pour le système démocratique d'assurer au degré actuel de la crise capitaliste «la sécurité nationale». Les élections entraîneraient un réveil de la lutte dans les couches ouvrières et paysannes, où les illusions parlementaires sont encore vivaces, la lutte de classes pourrait reprendre le dessus sur l'union sacrée; pour quelques deniers les élus du front populaire serviront encore plusieurs années de paravent démocratique, aux mesures bonapartistes de Daladier.

Ces derniers décrets lois prennent prétexte d'une taxe illusoire sur les bénéfices de guerre, pour jeter une nouvelle pellette de terre sur les lois sociales, il est vrai que Daladier ouvre des crédits aux familles paysannes, qu'elles pourront rembourser en enfants...

Tout le système est basé sur le renforcement de l'appareil militaire dont les juges ont par ces décrets, leurs pouvoirs élargis.

L'APPUI AU BONAPARTISME DANS LES RANGS OUVRIERS.

LE principal appui dans les masses, est celui des stalinien, ils ont ajusté aux nécessités de la période actuelle, le système traditionnel de Jouhaux: **Enoncer tout haut les principales revendications ouvrières, afin de ne pas être à la remorque des masses, ne pas perdre contact avec elles, pour mieux les empêcher d'avancer;** les bureaucrates et agitateurs staliniens forment un cordon contre révolutionnaire, précédent de quelques pas les gardes mobiles... Tout ceci est réalisé par ses chefs staliniens avec art, ils ont en effet une supériorité sur Jouhaux pour jouer leur rôle; cette supériorité réside dans leur expérience vécue de la lutte révolutionnaire de masses, ceci à la période antérieure.

Cette tactique stalinienne permet au parti communiste de conserver son influence sur les masses, d'utiliser cette influence pour les besoins de la diplomatie soviétique. Les votes chez Renault, chez Citroën massivement favorable au syndicat dirigé par les staliniens ne sont pas des résultats isolés, de nombreux votes dans l'industrie tant à Paris qu'en province corroborent ces résultats. Les stali-

niens en augmentent la portée en citant comparativement les chiffres les plus bas: Les votes obtenus immédiatement après la défaite de la grève générale. Le phénomène d'ensemble consiste pourtant en ce que la démagogie des staliniens leur permet de dominer et de paralyser la lutte revendicative réelle, leurs efforts se combinent aux mesures de Daladier.

Il s'agit d'une situation qui englobe huit millions de travailleurs, il serait erroné de croire que la soupape stalinienne fonctionne sans heurts et sans grincements, c'est l'ensemble du mécanisme qui nous intéresse, l'on peut facilement en contrôler le fonctionnement, par la combinaison des efforts entre gouvernement et staliniens efforts constants pour cloisonner les catégories ouvrières, les diviser voire même les faire s'opposer, ceci s'accompagnant de promesses par Frachon d'un nouveau juin 1936 sans dire quand et comment...

Dans cette période le grand patronat a plus besoin des staliniens, que des syndicats réactionnaires dont on observe, la régression dans toutes les dernières élections de délégué d'usines.

Le gouvernement grâce de l'appui stalinien fait fonctionner à sa façon «l'échelle mobile» un récent arbitrage ne tient aucun compte des indices du coût de la vie, base le réajustement des salaires sur l'évaluation de l'arbitre agent gouvernemental, de ce qu'il faut à l'ouvrier pour vivre!

La réorganisation de l'industrie aéronautique permet au patronat par l'application du travail à la chaîne une réduction sensible des salaires pour la plus grande catégorie des ouvriers.

Les hauts salaires sont singulièrement amenuisés par le coût de la vie, la couche ouvrière en bénéficiant s'amenuise chaque jour grâce aux manœuvres, patronales et gouvernementales et surtout à l'appui des staliniens.

Dans l'ensemble, les staliniens conservent donc leur influence, s'ils engageaient la lutte revendicative, ils seraient dépassés. Le recul gouvernemental quant aux congés payés est un exemple.

On peut constater que sur le terrain de leur politique chauvine, ils ne peuvent entraîner à leur gré les ouvriers; leur pitoyable manifestation du 14 juillet le démontre.

La chute des effectifs syndicaux continue, là déjà un mouvement autonomiste prend corps, il consiste dans la majorité des cas actuels, à une revendication d'autonomie au sein même de la C.G.T.

LE CONGRES DU SYNDICAT DES INSTITUTEURS

Le Congrès des instituteurs a été, cette année, particulièrement terne et les journaux bourgeois qui, chaque année, appelaient les foudres de l'administration sur les «maîtres antipatriotes» n'ont eu, cette fois, qu'à se louer de la sagesse des congressistes.

«L'Ecole Emancipée» demandait le retrait du Syndicat National de la Fédération des Fonctionnaires stalinisante. En effet, cette Fédération, qui fait double emploi à la fois avec le Cartel des Services publics et avec la Fédération de l'Enseignement, n'a d'autre utilité que de grouper toute une série de syndicats de policiers, d'entretenir à grands frais

L A V E R I T E

plusieurs permanents et de permettre l'édition de «La Tribune des Fonctionnaires» qui coûte fort cher aux syndiqués et qui, chaque semaine, développe longuement les avantages de la «fermeté» et des sacrifices pour la Défense nationale.

Fort habilement, les réformistes invoquèrent contre le retrait toute une série d'arguments juridiques et obtinrent une large majorité.

Comme chaque année, le débat le plus important fut la question de l'orientation.

Les motions étaient fort nombreuses. En effet, outre la motion stalinienne de la Manche et la motion de «L'Ecole Emancipée», il y avait une série de motions réformistes du Gers, de la Seine, du Finistère etc..., ce qui avait permis, lors des Assemblées générales de fin d'année, la plus grande confusion.

Face à cette nuée de motions, «L'Ecole Emancipée» aurait dû se délimiter fort nettement des réformistes. Malheureusement, la motion de l'Ardèche, d'un pacifisme fort confus, ne se différenciait guère d'une motion réformiste comme celle de la Seine et Allot, qui défendait la motion du Finistère put, fort habilement d'ailleurs, faire appel à tous les «munichois» contre les staliniens «antimunichois». Sans doute Guilloché, qui intervint au nom de «L'Ecole Emancipée», refusa le bloc avec les réformistes et déclara que, s'il n'acceptait pas les négociations comme moyen d'assurer la paix, c'est qu'il n'avait pas confiance dans les négociateurs. Sans doute, les camarades de «L'Ecole Emancipée» refusèrent de s'associer à la motion de synthèse. Il n'en reste pas moins que, s'ils n'ont pas progressé depuis l'année dernière, cela est dû à l'hétérogénéité et à la confusion de leur tendance.

Depuis longtemps déjà, les instituteurs ex-majoritaires de la Fédération Unitaire de l'Enseignement ne progressent plus. Eternellement hésitants entre le pacifisme et le défaitisme révolutionnaire, attachés aux vieilles théories des syndicalistes-révolutionnaires, ils ne voient pas grandir leur influence. Bien au contraire, celle-ci est peu à peu grignotée par les réformistes qui savent fort bien, notamment lorsqu'il s'agit de la guerre, manier la phrase gauche.

Au Congrès, il apparut que l'influence des staliniens était encore bien faible puisqu'ils obtinrent un nombre de voix moins élevé que celui obtenu par «L'Ecole Emancipée».

Tout se termina par le vote d'une motion de synthèse «munichoise» et le renouvellement de la confiance à Delmas.

«JAURES ET BRIAND CELEBRES».

BIEN entendu on accusera de «sectarisme» notre jugement sur la manifestation Briand-Jaurès.

Après une tentative de manifestation unique à laquelle se serait associé le P.S.O.P., les staliniens rompirent les pourparlers et il y eut deux manifestations.

La manifestation stalinienne fut pitoyable par le nombre, abjecte par le caractère 15.000 participants, le grand homme de la manifestation était Sampaix un jeu de réplique était organisé: Un groupe scandait: «en prison les espions», d'autres répliquaient «non! au poteau de Vincennes», pas un cri, pas une pancarte contre les décrets-lois où la prolongation des Chambres; l'utilisation chauvine des paradoxes Jauresistes sur internationalisme et patriotisme.

La manifestation pacifiste n'a pas réunie trois mille manifestants, les chefs de groupes participants étaient mêlés ainsi que drapeaux tricolores et drapeaux rouge, M. Pivert avait retrouvé son frère, tous deux, avaient accepté de mettre la manifestation sous le signe du serment de Verdun!

Les membres des J.S.O.P. réagirent contre le caractère de cette manifestation, se firent tancer d'importance: «on n'est pas ici pour lutter contre les décrets lois!» La participation du P.S.O.P. et des J.S.O.P fut infime au grand maximum 200 manifestants. Le meeting qui eu lieu ensuite pour la libération de Wertz groupa 150 assistants.

Ce n'est pas aller aux masses que de faire au Panthéon un bout de chemin d'union sacrée.

SAMPAIX ET L'INTELLIGENCE AVEC L'ENNEMI.

L'AFFAIRE Sampaix a permis aux staliniens de faire un battage patriotique intense, les faits sont caractéristiques, Sampaix avait écrit sur l'affaire Abetz ce que d'autres journaux avaient déjà écrit, il n'avait pas, relaté ce que toutes les salles de rédaction bourgeoises savent: Le principal appui de l'agent hitlérien Abetz en France était la baronne chère à Daladier, ce qui permit à l'agent hitlérien de s'en tirer par l'expulsion deux jours avant l'arrestation des collaborateurs du «Figaro» et du «Temps», auxquels Abetz avait distribué quelques millions! L'inculpation de Sampaix fut un avertissement, son silence fut payé d'un acquittement. Sampaix est maintenant acquitté pour jouer dans la prochaine dernière le rôle du gros Daudet, lequel vient par la grâce de dieu de se soumettre à la république!

Dans le P.S.O.P. la lutte antitrotskiste continue

UNE NOUVELLE MESSURE « ANTITROTSKYSTE ».

La lutte de la direction du P.S.O.P. contre les bolchéviks-léninistes continue. Sans doute, le Bureau du Parti multiplie, dans le Bulletin Fédéral et dans l'Adresse diffusée au Congrès de la J.S.O.P. ses protestations contre ceux qui affirment que les exclusions ont un caractère politique. Mais les bolchéviks-léninistes sont sommés de répondre à un questionnaire que nous publions et qu'il est inutile de commenter longuement.

POUR LES ADHERENTS VENANT DU POI — PCI — JSR — JCI PARTI SOCIALISTE OUVRIER ET PAYSAN

Mon cher camarade,

Nous avons le souci de développer le P.S.O.P. comme seul parti révolutionnaire en France. Etant donné les malentendus qui peuvent naître entre militants du fait de leurs origines politiques diverses, nous sommes persuadés que tu comprendras une décision que la C.A.P. vient de prendre en application de la motion préalable votée par le congrès, et que nous sommes chargés d'appliquer en appelant ton attention sur l'esprit qui nous anime.

Nous voulons pouvoir travailler en pleine confiance et en totale loyauté réciproque. Nous ne pouvons admettre un seul instant qu'il y ait au P.S.O.P. des militants de plusieurs zones. Aussi pour t'assurer toutes les garanties auxquelles une minorité a droit, en même temps que pour obtenir de toi les mêmes garanties de fidélité au Parti, nous te prions de répondre au questionnaire ci-dessous adressé indistinctement aux anciens militants du POI, du PCI, des JSR.

Acceptes-tu les bases fondamentales de la Charte et de la structure du Parti?

Connaissant l'une et l'autre, considères-tu que le Parti est édifié sur des bases révolutionnaires?

Que ses bases ne sont celles d'un parti «centriste» faisant obstacle à la clarification et au regroupement révolutionnaire?

Dans ces conditions t'engages-tu:

A ne rien tenter dans le but de transformer les deux caractères fondamentaux essentiellement démocratiques et révolutionnaires du Parti, à travailler à son développement?

Acceptes-tu les décisions du Congrès National et particulièrement celle concernant Molinier?

As-tu rompu complètement toute affiliation directe ou indirecte avec les organisations politiques rattachés à la IVe Internationale et d'une manière plus générale avec toute formation de fraction qui imposerait à ses membres une discipline rigoureuse à l'égard de ses décisions?

Dès que les réponses que nous attendons de toi nous seront parvenues, nous serons unanimes à nous mettre à ta disposition pour faire respecter tous les droits de militant du P.S.O.P. au cas où un ostracisme quelconque se manifesterait à ton égard.

Bien fraternellement.

Bornons-nous à indiquer que le Congrès National du P.S.O.P. n'a pris aucune décision qui puisse autoriser un tel questionnaire. Et rappelons l'indignation comique de Pivert lorsque, au cours de la conférence d'informations consacrée aux incompatibilités, Weitz avait proposé que chaque adhérent du P.S.O.P. fasse savoir s'il était affilié à la Franc-maçonnerie. Une telle proposition apparaissait alors aux dirigeants centristes comme une «intolérable mesure d'inquisition» qui aurait gravement porté atteinte à la «liberté» des membres du Parti.

Aujourd'hui, les bolchéviks-léninistes doivent remplir ce bulletin de confession qui rappelle fâcheusement les déclarations qu'exigeaient autrefois les stalinien pour réintégrer les oppositionnels. Sans doute les dirigeants du P.S.O.P. ne voient-ils là nulle atteinte à la «liberté» puisque, sans doute, la liberté n'existe que pour ceux qui ne sont pas trotskystes.

LA PRESSION DU PARTI SUR LA JSOP

DANS une Adresse du Bureau du Parti, remise aux délégués qui participaient au Congrès Fédéral du 2 juillet, la direction déclare qu'elle considère les membres de la J.S.O.P. comme de «jeunes hommes libres».

Cependant, avec le Congrès, tous les groupes qui avaient protesté contre l'exclusion du Bureau Fédéral furent mis en demeure de se rétracter sous peine d'exclusion. La direction entendait ainsi affirmer qu'elle refuse aux jeunes le droit de faire connaître leur opinion sur les décisions que prend le Parti, sans que les J.S.O.P. et l'ensemble de l'organisation aient jamais été consultés. On commence par refuser à la base toute information sur le conflit

qui oppose le Bureau Fédéral à la majorité de la C.A.P. et, lorsque l'exclusion est prononcée, nul n'a plus le droit de la discuter.

Voici le texte de l'une des lettres adressées aux groupes JSOP solidaires des exclus:

« Cher Camarade,

Le Bureau régional a examiné l'ordre du jour voté par le 13ème groupe des J.S.O.P. à l'unanimité le 6 juin 1939.

Sans vouloir tenir compte des appréciations pour le moins injustes qui commentent la décision concernant certains membres des J.S.O.P., le Bureau m'a chargé de faire savoir au 13ème groupe des J.S.O.P. qu'en votant cet ordre du jour, notamment le paragraphe: «refuse d'accepter leur exclusion sans aucun prétexte quelqu'il soit, exige la réintégration immédiate dans les Jeunesses des camarades exclus», le 13ème groupe des Jeunesses s'est placé sous le coup de l'article de la Commission de Sentence des conflits ayant exclu Foirier, Remond, Morga, Privat, Boussel et qui déclare:

«Tous ceux qui dans le Parti se solidariseront avec ceux-ci se mettront d'eux-mêmes en dehors des cadres du P.S.O.P.»

Il est possible qu'au moment où vous avez voté cet ordre du jour, vous ignoriez la décision de la Commission de sentence.

Vous voilà prévenus maintenant et le Bureau a décidé que si les membres de la 13ème section ne reviennent pas sur leur déclaration avant le 3 juillet à 18 heures et n'abandonnent pas leur solidarité à l'égard des exclus, il sera contraint d'appliquer la sentence et ces jeunes camarades seront exclus du Parti.

Tout en espérant qu'après avoir pris connaissance de cette lettre ton groupe reviendra à une meilleure appréciation de la situation, je te prie de croire, mon cher camarade, à mes sentiments révolutionnaires.

Le Secrétaire Administratif
René Rhul »

Encore une fois, l'organisation n'est pas consultée et ce n'est même pas la Commission Administrative qui est appelée à se prononcer sur les résolutions adoptées par les groupes J.S.O.P. mais le Bureau, c'est à dire l'organisme le plus restreint.

LE CONGRES FEDERAL DU 2 JUILLET.

Le Congrès Fédéral de la Région parisienne de la J.S.O.P. qui se tint le 2 juillet aurait dû discuter le texte d'un Manifeste-programme en vue du Congrès national. S'il ne put se livrer à ce travail, cela est dû au manque de préparation imposé par l'offensive du Parti. En effet, l'exclusion du Bureau Fédéral n'a pas seulement désorganisé la Commission Exécutive issue du Congrès de mars mais elle

aussi jeté le trouble dans les rangs de la J.S.O.P. Ainsi, d'ailleurs, le résultat recherché par la direction du Parti a été obtenu.

Comme dans les semaines qui précédèrent le Congrès, la minorité ex-J.S.R., appuyée par Weitz, eut beaucoup plus le souci de s'attaquer aux exclus eux-mêmes que de dégager le caractère de l'offensive du Parti. Une fois de plus, on insista sur la soi-disant équivoque des déclarations des exclus et l'on s'explique fort bien l'intervention d'un délégué réformiste félicitant les ex-J.S.R. pour leur attitude «disciplinée».

Weitz qui présidait demanda que les exclus ne puissent participer aux travaux du Congrès, sous prétexte qu'une demi-heure serait accordée à la question des exclusions. On voit mal, dans ces conditions, ce qu'aurait pu être une discussion sur l'activité passée puisque ce sont les exclus qui constituaient l'ancienne direction.

De même, c'est Carton, membre, lui aussi de la «minorité» qui refusa de laisser mettre aux voix les candidatures des exclus à la Commission Exécutive.

Ainsi, tant par leurs interventions que par les textes qu'ils opposèrent au Rapport politique adopté en Mars, textes que la J.S.O.P., pour rester fidèle à l'orientation combattue par le Parti devait tout simplement adopter de nouveau, les «minoritaires» aggravèrent encore le trouble existant au sein de l'organisation et facilitèrent les manœuvres de l'aile de réformiste de la J.S.O.P. Cependant, le Rapport des exclus ne fut mis en minorité que par quelques mandats et les votes du Congrès confirmèrent que l'orientation de combat que nous avons définie dans «La Vérité» était juste.

Au cours du Congrès Wichené, représentant de la C.A.P., désireux de trouver, lui aussi, un «prétexte formel» se livra à une exhibition qui permet de mesurer l'honnêteté de ceux qui donnoient avec tant d'énergie les «méthodes du bolchevisme». S'emparant d'une déclaration des exclus, Wichené prétendit que celle-ci accusait la direction du P.S.O.P. de faire le jeu de Hitler et de Mussolini. Or, le texte visé est le suivant:

«...repousser le défaitisme révolutionnaire sous le prétexte que c'est faire le jeu de Hitler et Mussolini, c'est se trouver à la première étape parcourue par Zyromski pour engager les travailleurs à mettre sac au dos.»

Sans commentaires...

Pivert fit, au nom du Bureau du Parti, une intervention peu compromettante, appelant seulement la jeunesse à avoir recours aux lumières des révolutionnaires expérimentés qui constituent le P.S.O.P.

Pivert intervint au nom du Bureau du Parti. Il le fit en termes prudents mais qui permettent pas de conserver beaucoup d'illusions sur la «sympathie» que la direction du P.S.O.P. a pour son organisation de jeunesse. En effet, il insista longuement sur la nécessité, pour les jeunes, de s'en remettre à l'autorité des camarades «plus expérimentés» et il déclara:

« ...Le parti est faible. Vous, vous êtes encore plus faible et encore en train de tituber et de tatonner encore plus que le parti. »

Il affirma encore que la décision prise à l'égard des exclus ne l'a pas été pour des raisons politiques et déclara qu'il était normal que des jeunes soient entrés au parti et non à la J.S.O.P. car il faut construire le parti d'abord.

LE CONGRES NATIONAL DE LA JSOP.

Comme le Congrès fédéral qui l'avait précédé, le Congrès National de la J.S.O.P., qui se tint les 14 et 15 juillet, fut un Congrès fort mal préparé. L'offensive du Parti n'avait, en effet, pas permis de consacrer à la préparation du Congrès le temps et les forces nécessaires.

La participation de la province au Congrès fut très réduite et se limita à quelques délégués dont certains, d'ailleurs, ne représentaient pas des groupes. Pour la Région parisienne, la commission d'organisation avait décidé qu'il n'y aurait pas de délégués de groupes mais des délégués désignés sur la base des tendances qui s'étaient exprimées au Congrès Fédéral, ce qui attira une protestation justifiée de la part d'un certain nombre de délégués.

Alors que les camarades exclus présentaient un Manifeste-programme complet, les camarades de l'ex-J.S.R. s'opposèrent à ce qu'on discute de ce Manifeste et demandèrent que du Congrès sorte seulement un appel à la jeunesse ouvrière et une charte revendicative.

La première partie du Congrès fut consacrée à une discussion sur les exclusions et sur les rapports des jeunes et du parti. Une fois de plus, les J.S.R. s'élevèrent contre le caractère soi-disant « équivoque » des déclarations des exclus, montrant par là qu'ils entendaient bien s'incliner devant la direction du parti plutôt que rester solidaires des exclus. Un texte définissant les rapports de la J.S.O.P. et du P.S.O.P. fut adopté. Ce texte rappelle que l'organisation politique qui discute de tous les problèmes et de tous les mots d'ordre et que, politiquement, elle accepte la discipline du parti. Furent adoptés également des statuts de la J.S.O.P.

Pivert, qui intervint au nom du P.S.O.P., insista sur la nécessité de construire le Parti d'abord, mon-

trant par là que, malgré ses affirmations, il ne comprenait pas la nécessité d'une organisation de jeunes et l'importance du rôle qu'elle doit jouer dans une période de préparation à la guerre impérialiste. Il essaya, une fois de plus, de justifier les exclusions, déclarant que les exclus constituaient un « noyau désagrégateur » au service de l'ennemi de classe. Ayant accusé les auteurs de la brochure sur les exclusions de mensonge, il fut ensuite obligé de reconnaître que, tant en ce qui concerne Collinet qu'en ce qui concerne sa déclaration sur la brochure des exclus de Creil, les camarades ex-J.C.I. n'avaient point menti et l'on peut bien dire que, malgré une sortie théâtrale, tout a fait dans la manière des Congrès de la social-démocratie, le Secrétaire national du P.S.O.P. n'arriva à convaincre personne.

Au cours de la deuxième journée du Congrès apparurent entre les ex-J.S.R. et les ex-J.C.I. d'importantes divergences d'orientation. En effet, tandis que les camarades de l'ex-J.C.I. demandaient que la tâche principale de la J.S.O.P. soit le travail antimilitariste révolutionnaire les ex-J.S.R. insistèrent surtout sur le travail de recrutement en direction des A.J. et des organisations de loisirs de la jeunesse. Ils déclarèrent que le travail anti n'était qu'un travail « spécial » et que vouloir centrer toute l'activité en direction des casernes et des couches les plus exploitées de la jeunesse était le fait d'ultra-gauchistes, d'« hervéistes ». Alors que la lutte antimilitariste du Parti communiste et de la Jeunesse Communiste reste un exemple pour la jeunesse prolétarienne, les ex-J.S.R. ne veulent voir là qu'une erreur de la « troisième période ».

D'autre part, les J.S.R., reprenant les arguments traditionnels des centristes déclarèrent que le défaitisme révolutionnaire ne consistait pas à mettre l'accent sur la défaite, à vouloir la défaite de son propre impérialisme.

Le Congrès adopta également une résolution demandant une Conférence Internationale des jeunes, en commun avec les organisations oppositionnelles de la jeunesse et avec les jeunes socialistes-révolutionnaires américains adhérents à la IVe Internationale.

A l'issue du Congrès fut désigné un nouveau Comité Central composé de 7 camarades ex-J.S.R., 3 ex-J.C.I. et 3 réformistes.

On comprend que ces gens là aient pu s'étonner de voir des jeunes militants rédiger eux-mêmes ce qu'ils signent.

A PART CA...

Ne dites pas, surtout, que Collinet a travaillé le 30 Novembre. C'est un mensonge.

C'est tout au moins ce qu'affirmait le Bureau national du PSOP dans sa réponse à la brochure des exclus. Mais, au congrès national de la J.S.O.P., Pivert, devant les précisions des camarades jeunes, fut obligé de déclarer :

— Le 30 Novembre, Collinet n'a travaillé qu'une heure. A part ça...

Tout le monde a compris.

POURQUOI DONC COUVRIR LE FAUX

DE LA

"COMMISSION D'ENQUÊTE"

NOUS publions ci-dessous une lettre de G. VERECKEN à R. Foirier, nous ne la commentons pas, elle suffit pour démontrer que la commission d'enquête n'a pas reculé devant des faux, le silence dans le P.S.O.P. sur cette lettre en est la démonstration.

Bruxelles, le 30 juin 1933. hypocritement jusqu'à cette date et qu'ils rejetèrent exclusivement sur lui au moment où les divergences politiques s'étaient accumulées.

Camarade Foirier,

Dans ta lettre d'avant-hier, tu me poses une série de questions au sujet de la Commission de Contrôle qui a fonctionné en 1933 pour examiner le cas de Molinier et particulièrement pour que je donne mon avis sur celle-ci. Je le fais d'autant plus vite que j'ai une faute à réparer. La Commission d'Enquête du PSOP qui fonctionna avant le congrès, elle aussi, m'avait demandé mon témoignage et je n'y ai point donné de suite. Je constate seulement maintenant à la lecture du rapport de cette Commission d'Enquête et les conséquences dans la JSOP, le mal auquel j'ai contribué par ma négligence.

X X X

Mais avant de te répondre aux questions que tu me poses, je veux avant tout te dire brièvement l'opinion que j'ai toujours défendue dans le mouvement « trotskyste » sur cette question et je voudrais, si tu utilises mon témoignage dans la lutte qui est engagée dans le PSOP et son mouvement de jeunes, que mon avis politique ne soit pas séparé de ce témoignage.

Je n'ai jamais rejeté et ne rejette pas encore que des camarades travaillent pour apporter des fonds au mouvement révolutionnaire, mais je considère que c'est là une besogne qui, tout en devant être contrôlée par l'organisation, doit se faire à côté de celle-ci. C'est pour cela, et tout en reconnaissant le dévouement de Molinier sur ce terrain, que j'étais d'avis, non pas à la manière du camarade Trotsky, de Rous et de Naville, non pas en 1935 mais bien des années avant, pour que Molinier travaille, soit exclusivement dans cette direction, soit sur le plan politique. C'est parce que j'épousais cette conception que j'ai proposé à la Commission d'Enquête en 1933 l'éloignement de Molinier de l'organisation, proposition qui fut rejetée par 3 voix contre deux (Bauer, Blasco, Ferroci d'une part; Ver. et Devryer d'autre part) et que je me suis refusé d'enterrer à une Conférence Internationale en 1936 l'exclusion de Molinier exigée par Trotsky et votée par Rous, Naville etc. qui eux, étaient et sont bien plus responsables des conséquences de la combinaison des deux activités de Molinier, combinaison qu'ils avaient approuvée tantôt ouvertement, tantôt

« Qui sert la révolution socialiste se doit d'être fidèle aux exigences de la justice et de la vérité ».

M. PIVERT

Préface à une Conférence de Nicolitch
(1938 Editions du Triangle)

Ceci ne veut point dire que je ne reconnais à Molinier aucune responsabilité sur le terrain des néfastes méthodes organisationnelles qui furent et sont toujours en vigueur dans les organisations que Trotsky dirige. Au contraire, je reproche à Molinier d'avoir été pendant des années l'exécuteur des manœuvres du cde Trotsky. La différence qu'il y a aujourd'hui, c'est que Molinier rejette ces méthodes et que les autres continuent à les pratiquer. C'est de quoi, d'ici, je peux me rendre compte.

Et cela se confirme à la lecture du rapport même de la Commission d'Enquête du PSOP. Les rapporteurs se sont basés sur toute une série de documents publics et aussi sur ceux que le POI leur a fournis, entre autres certains extraits de la résolution de la C.C.I. de 1933. Or, si les responsables du POI n'avaient pas faussé une partie de cette résolution, s'ils avaient soumis à la Commission d'Enquête du PSOP toute la résolution, jamais celle-ci (je pars de ce point de vue qu'ils voulaient juger objectivement) n'aurait conclu sur les deux extraits (dont l'un est faux) l'appréciation suivante sur Molinier :

« Considérant :

» 1. qu'une Commission de Contrôle internationale demandée par R. MOLINIER et constituée en 1933 » avait décidé :

» a) d'interdire à R. MOLINIER toute activité » dans les affaires tant qu'il resterait dans l'organisation (voir résolution du 10.10.33 de la C.C.I. » b) qu'aucune somme (aide financière à l'organisation) ne pourra plus être versée que par le » canal de la trésorerie soit de la ligue française » soit du S.I. et que toute enfreinte à cette décision » serait suivie de sanctions ;

» 8. En conséquence :

» Aux termes de la résolution de la Commission » de contrôle internationale du 10.10.33, il en résulte d'une part très explicitement qu'il y a incompatibilité absolue entre l'activité de MOLINIER » dans ses affaires commerciales et son appartenance à une organisation révolutionnaire. D'une part » implicitement que malgré l'avis de TROTSKY, direct ou indirect exprimé dans sa lettre du 18

Vérités...

LES « NEGRES »

LES dirigeants du PSOP n'ont que bien peu d'arguments à opposer à la brochure éditée par le Bureau Fédéral exclu. Aussi, à défaut d'autre chose, écrit-on et raconte-t-on partout que la brochure (ô horreur !) aurait été écrite par Molinier lui-même.

On peut faire confiance aux centristes qui s'y connaissent en « nègres ». C'est en effet Collinet — Guérin a raconté l'histoire — qui écrivait les articles haineux contre le trotskysme publiée par « juin 36 » sous la signature de Lefevre et c'est Pierre Frank, « moliniériste » impénitent qui écrivait les articles signés par Huile, responsable des groupes d'entreprise de la métallurgie.

» août 1933 à FRANK, la Commission de contrôle internationale s'est trouvée dans l'impossibilité de réfuter avec indignation les calomnies et insinuations sur les escroqueries des affaires commerciales de MOLINIER, enfin que ce dernier s'était engagé à cesser ses affaires pour pouvoir militer dans l'organisation. En résumé, les rumeurs infamantes contre MOLINIER trouvent du crédit auprès de la Commission qui lui prescrit de prendre l'engagement de cesser toute activité commerciale. »

Examinons donc brièvement ces extraits et les commentaires du rapport qui, ne l'oublions pas, furent pour la Commission d'enquête les données principales.

Selon le premier extrait, ce serait la Commission de contrôle de la C.C.I. qui aurait interdit à Molinier toute activité dans les affaires tant qu'il serait à l'organisation. Ce n'est point exact. La résolution dit :

« La C.C.I. rappelle la résolution prise par le Plénum et par laquelle il fut décidé, sur proposition de Molinier et de la Commission Exécutive de la Ligue Française, que Molinier cesserait les affaires pratiquées précédemment.

Comme on le voit, ce n'est pas la C.C.I. qui a pris cette décision. Elle fut prise antérieurement par la ligue française à la demande de Molinier.

Le manière par laquelle le rapport de la Commission d'Enquête du PSOP présente la chose, dira-t-on, ne diffère qu'en détail de la résolution et les faits même. Mais ceci a son importance parce que les militants du POI qui ont transmis ces extraits de la résolution à la Commission d'Enquête devaient savoir à quoi ils devaient servir et devaient par conséquent et en toute objectivité, donner le terme exact.

Mais si ceci n'est qu'un détail, ce qui suit est bien plus important. Dans les commentaires, les membres de la Commission d'enquête du PSOP affirment que les « rumeurs infamantes contre Molinier trouvent du crédit auprès de la Commission d'Enquête » et « qu'elles ont été trouvées dans l'impossibilité de réfuter avec indignation les calomnies et les accusations » etc. etc.

Si les militants du POI avaient remis cette courte résolution dans son entier (d'ailleurs je la joins ici) ils auraient pu lire au point 4° ce qui suit :

« 4. Si pour le moment la C.C.I. ne propose

» au P. aucune sanction d'exclusion contre les calomnieux, qu'elle se borne à blâmer les divers camarades et particulièrement le camarade Vi membre responsable du P., elle décide de néanmoins de réclamer du P. des décisions énergiques allant jusqu'à l'exclusion contre ceux qui reprennent à nouveau les mêmes calomnies.

Le point 5 qui suit démontre encore davantage que la C.C.I. de 1933 avait trouvé les possibilités de réfuter les calomnies, puisqu'elle pria déjà des sanctions de blâme contre certains militants et qu'elle menaça ceux qui auraient continué à les colporter. Le voici :

« 5. Depuis que ces accusations ont été colportées, il ne reste aucun doute qu'ils le furent dans le but de désagréer l'organisation et qu'elles furent employées par des éléments qui, dans le processus de la lutte, se sont révélés étrangers à l'organisation oppositionnelle de gauche, ou bien pour masquer leur désaccord politique avec elle.

Ceci donc pour les travaux de cette résolution même.

Mon opinion personnelle est que cette résolution reflète exactement les travaux et les conclusions de celle-ci. Etant adversaire des méthodes organisationnelles néfastes et de la combinaison des deux activités de Molinier au sein de celle-ci, j'étais personnellement à la recherche pour trouver un fondement aux accusations de tous ceux qui furent convoqués à la C.C.I. J'affirme en toute honnêteté que ces accusations n'avaient aucun fondement et qu'elles s'appuyaient, comme le dit la résolution, sur des « on dit », des informations, des remarques et des impressions psychologiques.

Je ne veux pas m'étendre plus. Si des fois tu avais besoin d'autres renseignements, je suis prêt à les fournir. En tous cas, je t'affirme que je suis décidé à combattre autant que je peux tous ceux qui, consciemment ou inconsciemment, veulent faire de Molinier un bouc émissaire, non seulement pour Molinier même, mais aussi parce qu'en réalité, cela sert à des fins politiques.

Reçois, Camarade Foirier, mes salutations révolutionnaires.

G. VEREECKEN.



P.S.

J'envoie copie de cette lettre à la direction du P.S.O.P. en m'excusant pour ma négligence et

pour me mettre à sa disposition pour aider les militants d'avant garde à voir clair dans cette affaire.

La fin du P.O.I.

et le S.I. de la IV^e

Nous avons donc aujourd'hui un acte de décès officiel du POI délivré par le Secrétariat international officiel de la 4^e Internationale. Le POI n'est plus, la «Lutte Ouvrière» n'est plus, la 4^e internationale n'est plus. De tout ce qui, en France, pourrait se réclamer de la 4^e Internationale, le Secrétariat de la 4^e Internationale ne portera aucune responsabilité. Il se défendait déjà d'avoir rien de commun avec la «Vérité» et les militants de l'ex-PCI; l'âpreté des polémiques ne pouvait laisser aucun doute à ce sujet. Maintenant va-t-il traiter, à la façon de vulgaires «amis de Molinier», les morceaux de l'ex-POI? Nous aurons certainement bientôt l'occasion d'apprécier certains jugements et peut-être certains silences; mais ce n'est pas des responsabilités de demain que nous voulons traiter, ce sont d'abord les responsabilités du passé qu'il est bon de situer.

Il est difficile de qualifier autrement que d'hypocrite le document par lequel, dans le «bulletin de la 4^e Internationale» édité en Belgique, l'officielle 4^e Internationale se dégage du POI.

Ce qu'on doit exiger d'un document où un organisme international tire un trait sur une section nationale, c'est une explication réelle des raisons qui ont amené le POI à une décomposition organique totale et également à une décomposition politique. Quel est le militant d'Amérique par exemple qui saura, après avoir lu la déclaration du S.I., que de feu le POI il reste aujourd'hui un groupe avec Rous et Craipeau, se diluant politiquement au contact des centristes qui dirigent le PSOP, un groupe avec Naville qui demande son adhésion au PSOP, entrée qui suscite entre autre l'opposition presque affichée de Rous, et au moins un troisième groupe, avec Boitel, opposé à l'entrée prétendant continuer le POI et la «Lutte Ouvrière» mais orienté sur une activité purement syndicale? Le texte du S.I. reste dans des généralités sur «certains camarades», «les mêmes camarades», «les sectaires», voire de «soi-disant trotskystes»!

x x x

Mais ce n'est pas tout. Admettons même que le S.I. c.à.d. en l'occurrence L. Trotsky ne veuille pas, en citant des noms, empêcher l'évolution ultérieure de la plupart des membres de l'ex-POI, il n'en reste pas moins que le document devait, pour situer les erreurs politiques commises, prendre comme point de départ la résolution votée sur la question française par la Conférence Internationale de septembre 1933 qui proclama la 4^e Internationale Cette résolution en substance disait, ceci: La situation vérifie notre programme, le POI a eu en général une politique juste, mais loin de progresser, il a perdu 15 % de ses effectifs. La raison en est qu'il n'a

pas une direction qui dirige... Et la résolution concluait par l'établissement de permanents de l'organisation.

Ce texte fut adopté en septembre 1933, or le PSOP existait depuis deux mois et déjà les camarades, dans le POI tout comme dans le PCI avaient soulevé la question de l'entrée dans le PSOP. La Conférence internationale n'examina pas ouvertement cette question. Elle aurait pu au moins l'indiquer car, si les résultats du POI étaient négatifs, ce n'était pas seulement la faute de cette direction (que personne d'entre nous ne songe à défendre) mais c'est parce que la situation générale, compliquée par la division des B-L, avait donné naissance à un courant centriste qui risquait d'isoler complètement les B-L, officiels ou non. La Conférence Internationale fit le silence sur ce point; mais dans la coulisse, des porte-paroles de Trotsky cherchèrent à gagner les membres du POI au point de vue de l'entrée dans le PSOP. Après la Conférence Internationale, la pagaille politique commença donc à s'étendre dans le POI. Elle aboutit à la situation présente. Mais aujourd'hui le SI ignore la résolution internationale qui, l'an dernier, escamota le problème politique fondamental et traite de la crise du POI comme un phénomène dépourvu d'origines historiques. De cette façon le SI c.à.d. L. Trotsky veut dégager sa propre responsabilité.

Nous devons au moins relever des généralités comme celle-ci: «Les sectaires fermaient tout simplement les yeux sur la situation du POI et des JSR, sur l'existence du PSOP et des JSOP, sur la nécessité du regroupement et de la construction du parti révolutionnaire». Pourquoi le SI ne mentionne-t-il pas qui a nourri ce «sectarisme», qui a fermé les yeux des membres du POI sur la nécessité de la construction du parti révolutionnaire? Il ne le dit pas parce que c'est la direction internationale, le SI lui-même qui, pendant des mois et même des années, a porté aux nues le POI comme l'organisation révolutionnaire du prolétariat en France? Combien de fois n'avons-nous pas vu la direction de l'I.C. liquider la direction d'un parti en lui reprochant les fautes qu'elle-même lui avait imposées?

x x x

D'autre part, il est non moins singulier que le SI, c.à.d. L. Trotsky ne soit intervenu que le 15 juin 1939 (quand pratiquement la décomposition du POI était achevée) et qu'il n'ait pas tenté, par des interventions précises, faites à temps, même avec une certaine brutalité, de conserver le maximum de cohésion entre les membres du POI. Le silence officiellement entretenu envers l'organisation pendant qu'elle se débattait sur l'entrée ou non dans le PSOP, l'envoi simultané de lettres à des membres dirigeants du PSOP, cela ne signifie-t-il pas plutôt

la volonté de Trotsky de mettre fin à une formation sur laquelle il n'avait plus d'illusions et la recherche empirique de nouvelles équipes? Nous le pensons. C'est une politique qui se conçoit, mais nous ne la partageons d'aucune façon, parce qu'elle n'agit pas franchement avec ce qui est. Et quand le SI déclare: «C'est pourquoi la 4e Internationale déclare qu'elle ne porte pas de responsabilités pour le POI et qu'elle ne le reconnaît plus en tant que section française de la 4e Internationale», nous répondons: vous êtes responsables du POI, de ce qu'il a fait et de sa décomposition. Vous avez là le plus triste exemple des résultats d'un système d'organisation qui n'est pas celui du bolchevisme; d'un système où le bureaucratisme et les intrigues de coulisses ont faussé le développement politique. Nous ne vous permettrons pas d'esquiver votre responsabilité politique, parce que nous ne voulons que vos méthodes se perpétuent au plus grand dommage de la construction du parti révolutionnaire.

x x x

La même résolution du 15 juin 1939 mentionne

le courant anti-trotskyiste qui existe dans le PSOP, mais elle oublie de parler des exclusions des trotskystes du PSOP et de la JSOP. Les exclus, il est vrai, n'étaient pas des trotskystes officiels de ceux qui sont «les cadres éprouvés» avant de devenir des «sectaires» des «aveugles», des «syndicalistes» et des «ouvriéristes» mais avaient été membres de l'ex-P.C.I. Un tel «oubli» signifie tout simplement que le SI n'a rien appris de la débacle du POI, qu'il reste, en ce qui concerne les B-L en France, sur des positions déterminées par l'animosité contre un groupe de camarades qui peut, sans honte, dresser son bilan politique et d'organisation pour les années où il a agi en hérétique de la 4e officielle. Dans le monde entier, il y a des B-L qui n'ont aucune raison de se laisser guider par de tels sentiments. La crise du POI, pivot du S.I., c'est pour eux la crise de l'organisation internationale des B-L et c'est pourquoi ils chercheront à résoudre ce problème comme des bolcheviks doivent le faire indépendamment de «l'étiquette officielle».

Vérités...

NUANCE

C'EST aussi au Congrès de la J.S.O.P. que Pivert fut amené à s'expliquer sur la déclaration qu'il avait faite au sujet de la préface de la brochure publiée par les exclus de Creil.

Pivert a-t-il déclaré qu'il n'avait pas lu cette brochure dont il avait écrit la préface? C'est là toute la question.

De précision en précision, on finit par savoir, de la bouche de Pivert lui-même, qu'il n'avait point lu la brochure et qu'il l'avait reconnu au conseil national S.F.I.O. de Puteaux en 1937.

Au Conseil national de Puteaux. Et non pas au Congrès de Marseille. Nuance, comme dit l'autre. Et tout le monde, encore une fois, a compris.

N'EST POINT VRAI ?

MARCEAU Pivert le 6 mai 1936 proposait à la C.A.P. S.F.I.O. ainsi qu'en témoigne le sténogramme accepté par lui:

Le parti doit lutter pour la démission de Sarraut, exiger la constitution immédiate d'un gouvernement de front populaire de combat, en cas d'impossibilité d'un gouvernement socialiste homogène.

OU L'ON PEUT SENORGEUILLIR D'ETRE TRAITE EN ENNEMI.

MPIVERT nous a reproché d'ignorer les congrès socialiste, nous y avons puisé au moins cela: «Vincent Auriol: M. Pivert m'a demandé il y a deux mois de présider le banquet de la XVIème section, j'y suis allé...

M. Pivert: c'est réciproque... V. Auriol est un ami qui m'est cher...» (Marseille 1937)

ET CECI ?

«V. Auriol: tout ce que vous dites Pivert c'est l'accusation que pendant un an Blum et ses amis ont trahis!

M. Pivert: Non! Non! vifs applaudissements». Août 1937 - Sténo du Congrès S.F.I.O. de Marseille.

PLUS LOIN ENCORE :

«Les hommes que nous avons porté au gouvernement doivent savoir ce que nous pensons de ce qu'ils ont fait avec dévouement et bonne volonté ils doivent savoir que les militants exigent qu'ils recommencent...» (sic) Marseille 1937

SUR UNE BROCHURE AUX COULEURS DE LA VIERGE NATIONALE

Le contenu des premiers numéros de la «Voie de Lénine» était modeste... la couleur du dernier numéro a changé c'est un opuscule bleu clair sur blanc, quant au contenu rédactionnel il est aussi délavé.

L'article de J. Rous passe complètement sous silence l'exclusion du bureau fédéral des jeunes, et constitue une apologie de la discipline dans le P.S.O.P. L'hypocrisie étant le propre du secrétaire effectif «de» la 4ème en Europe Il juge utile de reviser le trotskisme:

«Le P.S.O.P. est un parti constitué comme centre du regroupement révolutionnaire. En ce sens, il admet la tendance dite «trotskyiste». Il est exact de dire que dans le «trotskysme» outre le programme et les idées, subsistent à cause des luttes du passé, les résidus de sectarisme, de formalisme, d'ultimatisme.»

Le même répond aux reproches de ses amis qui éprouvent une gêne, face à ses flagorneries à l'égard de Pivert, en paraphrasant La Fontaine:

«C'est pour mieux le manger mon enfant.»

LES NOTRES

Après les luttes d'avril des réservistes

Du sabotage au défaitisme révolutionnaire

DANS le précédent numéro de la «Vérité» nous avons montré ce que furent les luttes d'avril 1939 des réservistes de la Classe 39, quelles furent leurs origines, purement revendicatives et quel sens de lutte révolutionnaire elles eurent pu prendre s'il eut existé un parti révolutionnaire pour les coordonner et les diriger. Maintenant petit à petit, l'Etat Major reprend la maîtrise de ses «troupes».

Mais dans quelles mesures, et jusqu'à quand?

Tout d'abord, la répression: elle n'est pas ce caractère de violence individuelle qu'une longue habitude des mœurs militaires pourrait faire supposer. Il y eut bien un certain nombre de 45 ou 60 dont 15» distribués aux soldats ou caporaux que l'on suspectait très vaguement d'ailleurs, mais en nombre relativement réduit par rapport au caractère de masse de ces manifestations. L'état major veilla surtout à dissocier ces masses de réservistes, à les isoler. Certains corps (Morange) furent déplacés, mis sous la surveillance de nouveaux cadres. D'autres (Bitche) placés sous le «contrôle» policier de la garde mobile. D'autres enfin (Strasbourg) divisés par petits groupes, active et réserve mélangées, et dispersés sur plusieurs centaines de kilomètres de frontière, mis en cantonnement dans des conditions où souvent est exclue la plus élémentaire hygiène.

Un des éléments les plus propres à démoraliser les protestataires a certainement été la passivité absolue du prolétariat des usines face aux manifestations. Il est vrai qu'aucun journal à gros tirage populaire ne fit connaître ce mouvement. Mais malgré tout les encasernés n'ont pas encore perdu tout contact avec le prolétariat (liaison avec les familles, les amis, les syndicats, les clubs sportifs travaillistes etc...) ceci indique qu'il y a une rupture beaucoup plus précise entre le prolétariat des casernes et la bourgeoisie qu'entre les masses ouvrières et les organismes bourgeois ou social-bourgeois de la démocratie française. Dans de telles conditions il est bien évident que les encasernés soient plus portés, dès maintenant aux solutions radicales que leurs frères des usines, des mines ou des chantiers.

Malgré ce manque de soutien populaire, de solidarité prolétarienne de combat, la résistance sourde des encasernés aux manœuvres du militarisme s'est organisée.

Il y a eu des camarades, parmi les plus désespérés, les plus dépourvus d'objectif qui ont recouru à la solution (?) des absences illégales de 5 jours et 23 heures (6 jours marquent la désertion) ce qui se traduit en fin de compte par l'octroi de très lourdes punitions. Mais dans l'ensemble les soldats ont cherché à faire échec à la bourgeoisie par leur passivité dans le travail de surarmement auquel ils sont maintenant employés (construction de fortifications). Cette passivité atteint souvent un caractère de sabotage (malfaçon, destruction de l'outillage etc...) Parfois en réponse à une brimade on vit des groupes importants faire une journée entière de grève sans que les gradés puissent faire quoi que ce soit. D'autre part et c'est un indice caractéristique de la situation, il naît une sorte de moralité, de conscience prolétarienne dans les rapports entre encasernés appellations de «camarades», de «jaunes» de «valet de la bourgeoisie» suivant les cas, soutien quasi «syndicaliste» des plus démunis d'argent.)

Au cours de cette lutte sourde, nous avons accompli notre «besogne noire» de communistes internationalistes, nous avons expliqué dans la petite lutte de chaque jour, le pas qu'il y a à faire entre le sabotage instinctif des prolos et le défaitisme des révolutionnaires. Nous avons peu à peu rapproché tous les militants ouvriers, nous leur avons enlevé des yeux le bandeau si solidement fixé par les traîtres staliniens et réformistes. Et peu à peu dans un secteur important, quand à la quantité d'encasernés qu'il renferme, une trentaine de gars courageux, combattifs conscients de leur qualité de prolétaires ou de «damnés de la terre» se sont groupés autour de nous et nous ont demandé de connaître et de faire connaître notre littérature. Oh! il ne faut pas s'enthousiasmer outre mesure sur de tels faits

Il est bien vraisemblable que la trentaine fondrait s'il lui fallait constituer immédiatement un organisme du nouveau parti révolutionnaire. Nous sommes habitués depuis longtemps aux dures sélections des militants.

Mais ceci indique, contrairement à ce qu'affirment certains petits bourgeois centristes, comme il y en a dans le P.S.O.P., qu'il y a toujours quelque chose à faire pour un révolutionnaire et qu'il y a presque toujours un résultat petit ou grand au bout, cela indique aussi la compréhension du défaitisme révolutionnaire suscite autre chose que l'angoisse d'une dictature militaire étrangère pire que la dictature militaire de notre propre bourgeoisie (Collinet dixit, le point d'interrogation est de moi), parce que les ouvriers sont capables de comprendre que «la guerre ne sera pas une compétition de régimes politiques, qu'il s'agira de repartager le monde» et que dans chaque pays impérialiste l'échec fait par le prolétariat aux efforts de sa bourgeoisie (qui tendra à bénéficier de ce partage) ne pourra que précipiter la chute de cette dernière.

Le défaitisme ne sera pas le produit des premiers jours de la guerre. La lutte de classes sera jugulée à l'arrière. La condition essentielle pour que la bourgeoisie puisse commencer sa guerre réside dans l'existence de l'union sacrée c'est à dire dans la disparition (momentanée du moins) de la lutte de classes.

x x x

Mais dans les conditions effrayantes de la guerre future la lutte de classes rejaillira avec une violence accrue. La lutte des réservistes d'avril n'est pas autre chose que la lutte entre deux classes qui se poursuit dans de nouvelles conditions. Ce sont ces combats de mobilisés cette résistance permanente qui constitue l'action la plus efficace pour le recul de la guerre impérialiste en accentuant «La préparation» de l'impérialisme français au conflit mondial prochain, «La préparation morale» et les «difficultés matérielles». Dans la course aux armements des impérialismes cette résistance des travailleurs mobilisés et leur sabotage compromettent les chances de succès militaires de la bourgeoisie française. L'extension de ces luttes risque même de provoquer de rapides défaites sur le front. Les soldats le comprennent, les officiers se chargent du reste de faire planer la menace mais jusqu'à présent l'antagonisme de classe l'emporte sur le nationalisme des masses. La tâche d'un parti révolutionnaire c'est d'accentuer encore la lutte de classe à l'armée et à l'arrière, de combattre les illusions démocratico-nationalistes des travailleurs et de les rendre conscients du caractère défaitiste révolutionnaire de leur combat.

Toute hésitation à ce sujet amènerait forcément le PSOP et les JSOP à abandonner les soldats ainsi que la classe ouvrière en général.]



« L'Impérialisme a joué le sort de la culture européenne. A cette guerre, s'il n'y a pas une série de révolutions victorieuses ; suivront d'autres guerres. La fable de « la dernière guerre » est une fable plate et nuisible, une mythologie petite bourgeoise ».

L E N I N E

1 - 11 - 14.

Résumé général du mouvement ouvrier vaincu

E. MORRIS

Le bilan de la guerre civile espagnole a été clôturé par un solde favorable à la bourgeoisie mondiale (démocratique et fasciste) grâce à la complicité de ses comptables les plus serviles : la *social-démocratie* et le *stalinisme*, aidés d'une façon directe, mêmes au pouvoir, par les chefs «apolitiques» de l'*anarcho-syndicalisme*, et d'une façon indirecte par le *centrisme* «révolutionnaire» représenté par le *P. O. U. M.*

En reprenant une phrase de Lénine, on peut dire que la révolution espagnole a été le «résumé général» du mouvement révolutionnaire mondial défait pendant ces dernières vingt années.

Il n'existe rien dans ce résumé, qui n'ait été prévu et qui n'ait été l'objet de longues expériences et de preuves innombrables : depuis l'expérience constamment réitérée de la collaboration de classes, de soumission du mouvement ouvrier — (Fronts populaires aujourd'hui, Unions nationales hier et peut-être demain) — jusqu'à la preuve de ce que la IIe et IIIe Internationales sont unies pour défendre la démocratie bourgeoise, le régime capitaliste — et de ce que «sans Parti révolutionnaire il n'y a pas de révolution possible».

Une politique de claudications, de trahisons ouvertes et d'incapacité a été répétée abondamment en Espagne. D'où une défaite de plus pour le prolétariat mondial. L'expérience d'Espagne a enseigné comment se perd une révolution pleine de possibilités de triomphe.

Ses enseignements ont complété et revalorisé par le système de la méthode opposée, les enseignements de l'octobre russe. Après ces deux épreuves, la classe ouvrière n'aura pas d'autre perspective que celle de reprendre la marche commencée en 1917 et conduire l'His-

toire dans la voie qui mène directement au socialisme : celle du bolchevisme-léninisme.

Marx disait que lorsqu'on prétend faire répéter un épisode historique, ou une phase qui a déjà été complètement développée, l'Histoire se venge en le produisant d'une façon grotesque, du prolétariat allemand au fascisme, — facilitée par le criminel mot d'ordre stalinien : «Hitler au pouvoir pour qu'il fasse faillite», c'est répétée en Espagne, mais d'une autre façon avec le mot d'ordre de : «l'Espagne aux espagnols». Une nouvelle répétition de cette reddition faite dans n'importe quel autre pays prendra des proportions de catastrophe.

Dans l'ordre des facteurs objectifs d'une révolution et de la décomposition d'un Etat, la révolution espagnole a épuisé le «stock».

Ni la dictature Primo Rivera (1923) remède héroïque pour sauver la monarchie et qui chercha un appui dans une partie de la classe ouvrière organisée (U. G. T.) pour l'opposer à une autre (C. N. T.); ni la *substitution* du monarque par un président de la République; ni la conjonction républicaine-socialiste de 1931; ni la contre-offensive des droites et leur répression sanglante contre le mouvement ouvrier (1933-1935); ni le front populaire de février 1936, reproduction amplifiée de la conjonction républicaine, socialiste, ne purent arrêter la crise et le processus de décomposition de l'Etat. Les institutions de ce dernier, corrompues, fonctionnant presque d'une façon autonome, empêchaient l'Etat d'agir et de se maintenir sur la base de son *unité*. Les militaires agissaient pour leur compte en Afrique (désastre de Annual 1921) et constituaient des Juntas de Défense qui représentaient des tentatives d'indépendance de l'armée vis-à-vis

des gouvernements. De son côté, la magistrature, réclamait «l'indépendance» du Pouvoir judiciaire, cherchant dans celle-ci la garantie de ses fonctions et la défense de ses intérêts bureaucratiques. Les forces de l'ordre public se trouvaient plus au service direct des caciques ruraux (maîtres ou seigneurs des villes et des villages) qu'aux ordres des gouverneurs civils, malgré que ceux-ci fussent en réalité, une prolongation des caciques.

Le retard économique du pays — à cause duquel régnait la loi du développement combiné — se reflétait sur le terrain de la lutte politique, comme la lutte de la plus noire réaction (militaire - cléricale - propriétaires terriens (semi-féodale) contre un prolétariat jeune mais combattif, et une grande masse de paysans composée, dans sa presque totalité, de travailleurs salariés. Un autre facteur s'ajoutait à cette situation: la lutte de la bourgeoisie industrielle naissante (Catalogne, Pays Basques) contre le centralisme de Castille, lutte contre les survivances semi-féodales, qui conservaient une agriculture retardataire (latifundios = grandes propriétés) en grande partie inactive, et contre une bureaucratie d'Etat en voie de prospérité).

Parallèlement se déroule une longue période de grèves et de mouvements de masses commençant à devenir des actions organiques; cette période qui commence en 1919 forge la combativité de la classe ouvrière, forme à celle-ci une conscience politique qui n'a malheureusement, pas pu s'exprimer dans un parti révolutionnaire

La situation révolutionnaire se présenta à un degré de maturité tel, que la bourgeoisie elle-même ne put, dans les premiers moments du soulèvement de juillet, tirer aucun des avantages représentés par le fait de l'offensive saisissant l'occasion et le terrain de la lutte décisive.

x x x

Le 18 juillet 1936, c'est-à-dire, lorsque les masses avaient été de nouveau contraintes par leurs dirigeants à la constitution du Front Populaire, la réaction est vaincue sur le terrain de la lutte armée (qu'elle a choisi et impose) par un prolétariat non préparé, ni matériellement, ni organiquement, ni idéologiquement pour l'insurrection armée, mais enchaîné au front populaire, dont les premiers gouvernements laissèrent se développer le mouvement des militaires, ne menaçant ceux-ci qu'en votant au

Parlement les lois nécessaires pour empêcher le soulèvement.

En appréciant le soulèvement dans l'aspect de son «opportunité», on arriva à dire que le soulèvement de Franco fut une erreur de la bourgeoisie qui ne sut pas attendre la défaite du front populaire prévue, dans un bref laps de temps.

Sans aucun doute, le front populaire de Février représentait un recul du mouvement ouvrier qui avait déjà fait un **essai général** de l'indépendance de classe, dans l'insurrection des Asturies (1934). Mais de toutes façons, la vie du front populaire était destinée à être brève après l'expérience républicano-socialiste de 1931. Les mêmes problèmes qui n'avaient pas été résolus alors, se présentèrent de nouveau avec un caractère plus aigu. Les illusions démocratiques rencontraient devant leur développement un obstacle puissant, non seulement représenté par les enseignements du passé, mais aussi par le fait que la C.N.T., regroupant des milliers de travailleurs, demeurait en marge du front populaire et menait la lutte, — sinon sur une politique révolutionnaire, — du moins avec des méthodes révolutionnaires. L'action des masses, libérant, en marge et au-dessus des compromis du front populaire, les 30.000 prisonniers politiques, — et le commencement d'une nouvelle période de grèves placèrent le front populaire dans la nécessité — (afin de remplir sa mission, c'est-à-dire, empêcher l'avance révolutionnaire) — de passer des promesses et des mensonges, à la violence déchaînée et aux répressions sanglantes. (Casas Viejas, Aruedo, Castilblanco, etc..)

x x x

La banqueroute inévitable du front populaire, avait favorisé les plans de la réaction bourgeoise et réduit ses efforts en grande partie. L'absence du Parti révolutionnaire, d'une part la désespérance des masses trompées à nouveau, et l'entrée en action de la petite bourgeoisie, qui se trouvait en ce moment effrayée par les événements, auraient certainement pu déterminer une corrélation de forces favorables à la contre-révolution, et peut-être même doter celle-ci de l'instrument qui lui manquait: le Parti fasciste. Avec celui-ci, la contre-révolution la direction et la responsabilité du mouvement n'aurait pas eu besoin de confier entièrement aux militaires, ce fait présentant de graves dangers pour la bourgeoisie.

Il est certain aussi, que dans ce laps de temps, la classe ouvrière aurait pu s'instruire encore davantage dans la politique révolutionnaire, en créant ses organes de lutte insurrectionnelle et de pouvoir, et même le Parti.

C'est de cette possibilité, — plus que de la certitude de la faillite du front populaire vis à vis des travailleurs —, que la contre-révolution de Franco (pour la différencier de celle de Negrin) — tint compte en jouant la carte du 18 juillet.

Personne n'aurait pu faire croire à Franco, au mois de juillet, que son soulèvement finirait par triompher du prolétariat, non à cause de la banqueroute du front populaire, mais grâce au renforcement de celui-ci, amplifié par des dirigeants anarchistes !

Sans parti, sans préparation insurrectionnelle, sans perspectives de conquête du Pouvoir (là se trouve la cause de la défaite espagnole) avec un armement insuffisant arraché à un gouvernement qui espérait encore un arrangement avec les militaires, — les travailleurs devaient vaincre en quelques heures, une armée soulevée, sur le point de capituler; tandis que l'Etat républicain avec son front populaire, incapable de faire face au soulèvement, était dépassé par l'action décidée et énergique des ouvriers en armes, qui organisaient la lutte militaire, pratiquaient la justice, et dirigeaient l'économie au moyen des Comités surgis au cours de la lutte.

Il ne pouvait exister, ni de plus grandes conditions objectives révolutionnaires, ni de plus grande décomposition d'un Etat. Le pouvoir était abandonné à la rue. Cependant, si l'Etat était décomposé, il ne fut pas détruit. Et précisément parce que le pouvoir ne fut pas conquis par les travailleurs, mais ramassé par son ancien maître, aidé par un front populaire, présenté comme plus **progressif** auquel faisaient partie les ennemis de la politique (anarchistes) et les ennemis des Fronts populaires et défenseurs (?) de la dictature du prolétariat (le P.O.U.M.).

«Pratiquement le pouvoir est à la classe ouvrière.

Il faut seulement le légaliser.»

Ainsi s'exprimaient quelques leaders du centrisme «révolutionnaire» en août '36, en ajou-

tant «la bourgeoisie ne relèvera pas la tête».

Cependant la légalisation du pouvoir des ouvriers se transforma à «cause de certaines particularités de la révolution espagnole» (Nin) en pouvoir avec les ouvriers. C'est-à-dire que la révolution espagnole se transformait, en une contre-révolution démocratique antifasciste particulière. L'apolitisme des chefs de l'anarchosyndicalisme se transformait en gouvernementalisme anti-parlementaire... Et le «marxisme révolutionnaire» du P. O. U. M. se révélait ce qu'il était en réalité: l'opportunisme centriste le plus pur. Les socialistes et les staliniens n'avaient rien à transformer ni à accréditer: ils furent les plus conséquents et les plus loyaux dans la trahison.

Lorsque la bourgeoisie «qui ne pouvait pas relever la tête», leva le pied et rejeta violemment du Gouvernement ceux qui certifièrent sa fin, le P.O.U.M. parla de sauver la révolution par tous les moyens. Cependant, il n'inclut pas dans ces moyens, celui de l'insurrection armée, «parce qu'il était encore possible de conquérir le pouvoir sans avoir recours aux armes» (Nin). Au contraire, il réclama une Assemblée Constituante, ensuite un Gouvernement Ouvrier et Paysan, et enfin un gouvernement C.N.T.-P.O.U.M.

Cependant, s'il était «encore possible» de conquérir le pouvoir sans insurrection, ceci signifie que plus tard il serait **impossible** de le conquérir sans insurrection. Quand? Lorsque la révolution qui était déjà en danger, le serait plus encore. Tout le confusionnisme et toutes les oscillations du centrisme sur ce point du problème du Pouvoir, consistent à confondre «Pouvoir» avec «Gouvernement». Il est certain qu'une participation dans le gouvernement peut toujours être obtenue, sans nécessité d'insurrection de la classe ouvrière, mais à condition, bien entendu, d'abandonner des principes révolutionnaires inscrits dans le propre programme, se référant précisément à l'insurrection armée, source et garantie de la révolution socialiste.

Le parti a manqué, pour la conquête du Pouvoir, pour le triomphe de la révolution en Espagne. Telle est la grande vérité que le centrisme lui-même reconnaît. Cette vérité pèse comme une accusation sur les hommes de l'ex-

gauche Communiste, qui ne surent pas créer le Parti avant de constituer le P.O.U.M., ni, une fois le P.O.U.M. constitué, convertir celui-ci en Parti révolutionnaire, d'après la marche de la Révolution espagnole.

La révolution espagnole offre aussi un enseignement ancien, dans cet aspect du Parti d'avant-garde, à savoir : que la construction du Parti révolutionnaire doit se faire, non seulement sur la base d'une plate-forme théorique juste, mais aussi sur celle de maintenir constamment une **différenciation** absolue des autres Partis, et sur cette base se lier en tout moment et en toute circonstance aux masses, en tâchant qu'au travers de cette liaison, se fasse plus évidente la **différenciation**. Lutter contre courant; savoir résister aux inévitables et circonstancielles réactions des masses (les faits nous donneront raison) contre notre intransigeance et notre «doctrinarisme». Ce sont ces conditions qui doivent régner dans une avant-garde révolutionnaire.



Rappelons quelle était la situation immédiate antérieure à la formation du P.O.U.M. en ce qui concerne le mouvement politique prolétarien. L'expérience du «bienio» républicano-socialiste (1931-1932) enseigna aux travailleurs la première leçon de la politique révolutionnaire : celle concernant l'**indépendance de classe**. Dans le cours de deux années, pendant lesquelles se présentèrent tous les problèmes de la révolution démocratique-socialiste, qui ne furent pas résolus, — les masses perdirent toutes leurs illusions et espoirs dans les partis petits-bourgeois républicains. Elles comprirent la nécessité de se séparer de ceux-ci et virent que la soi-disant incapacité de ces partis provenait ni plus ni moins de leur dépendance aux intérêts de la bourgeoisie. L'état d'esprit des paysans et ouvriers agricoles exprimait encore mieux que toutes les analyses théoriques, le caractère socialiste de la Révolution. Il fut un temps pendant lequel le paysan répudia la terre et toute la protection juridique et économique que les gouvernements lui offraient. Entre l'esclavage à la terre — qui continuait à appartenir aux gros propriétaires fonciers, malgré la «fonction sociale» déclarée par le parlement —, et l'esclavage à un salaire, le

paysan opta pour le salaire. Au moins, la lutte contre cette exploitation se simplifiait.

Les grèves, que les dirigeants sociaux-démocrates s'efforçaient d'acheminer dans une direction de revendications économiques, prirent un caractère nettement politique. Instinctivement, les masses se dirigeaient vers la destruction du régime existant, subordonnant tous les autres problèmes à ce dernier. La grève générale des paysans (1934) — à laquelle participèrent les colons stabilisés par une Loi d'Intensification de Culture, fut, par la présence de ces « colons » en marge du problème des salaires —, un mouvement politique dans lequel la défaite de la bourgeoisie rurale, et non une augmentation de salaires que celle-ci donnait sans grande résistance, constituait le principal objectif de la lutte.

Cette radicalisation croissante des masses qui atteint son point culminant dans l'insurrection des Asturies, et tendait à trouver son expression de lutte indépendante dans les Alliances Ouvrières, se refléta au sein des Partis, et organisations ouvrières et prit la forme de lutte violente contre les tendances réformistes et collaborationnistes. Dans le Parti Socialiste, la lutte acquiert le maximum d'intensité contre les « traîtres » de 1930 (Besteiro) et contre Prieto, qui est reçu à coups de feu en Andalousie, par les jeunes socialistes, contre toutes les règles des statuts du parti. La situation est si grave, que Largo Caballero, craignant la scission, et afin de l'éviter, se sert du verbalisme révolutionnaire. Il parle de dictature du prolétariat, de révolution socialiste. Ce langage produit une accentuation du gauchisme. Les jeunes socialistes adoptent — théoriquement bien entendu — des positions «trotskystes» et parlent de la Révolution de Lénine et de Trotsky, «trahie par le stalinisme».

Parallèlement, la C.N.T. étend son rayon d'action. Le Parti communiste, qui répétait sans cesse «le front unique par la base contre les chefs sociaux-fascistes» est pris au collet par l'attitude «révolutionnaire» de Largo Caballero, et entre aux «Alliances Ouvrières (fronts uniques par «en haut»).

C'est dans cette période ascendante révolutionnaire, de profondes crises de direction, et de fortes luttes de tendances au sein des Partis, au moment même où se fait le plus sentir la

nécessité de l'avant-garde révolutionnaire, que se constitue le P.O.U.M. (1935) au moyen de la fusion du B.O.C. et de la Gauche Communiste espagnole. Le Bloc-Ouvrier Paysan (B.O.C.), était à son tour le résultat d'une fusion antérieure avec la Fédération Catalano-Balear.

Ce qui veut dire que le processus de la formation du Parti «révolutionnaire» fut un processus d'agrégation, d'agglomération, dans une période qui se caractérisait par un état latent de décomposition organique, les noyaux les plus avancés auraient pu être touchés par l'attitude adoptée devant cette situation par le groupe d'avant-garde : la Gauche Communiste.

Cependant, la G.C. espagnole, fuyant la **confusion** des tendances et contre-tendances, limita le problème à un problème de **fusion**, constituant un Parti «d'entente» dans lequel chacun des groupes cède en faveur de l'autre, une intransigeance de principes, ou n'importe quelle autre bagatelle... Les membres de la G.C.E. s'incorporèrent au B.O.C. «dans la mesure «où le fondateur du B.O.C. se rapprochait des positions «trotskystes». On ne peut pas dire si l'orientation de fondation du B.O.C. vers le «trotskysme» aurait été jusqu'au bout. Mais ce qui est certain, c'est que les leaders de la G.C.E. l'en empêchèrent en avançant vers lui jusqu'à la moitié du chemin. Et à ce mi-chemin, éloignés d'une façon égale de leurs points de vue respectifs, ils décidèrent de constituer le P.O.U.M.

Ni «trotskysme» ni bloquisme, mais «poumisme»: tel fut le pacte. Le «poumisme», inconnu alors en tant qu'école ou idée politique mit à découvert, dans le cours de la révolution, sa véritable nature centrisme. On disait alors : la quantité (B.O.C.) s'unit à la qualité (G.C.). Seulement lorsque la quantité s'unit à la qualité, il y a une raison. C'est simplement parce que la quantité (B.O.C.) est compromise politiquement, et cherche dans la fusion avec la minorité, un moyen d'éliminer un ennemi puissant qui menace de lui réduire la quantité, lui enlevant des militants. Par la suite, au sein du nouveau Parti, la minorité de qualité sera définitivement liquidée par les méthodes normales du centralisme démocratique, en défense du nouveau programme du nouveau Parti (Ni bloquisme, ni «trotskysme» etc.). Seulement, cette mécanique, archi-

connue, peut et doit être appliquée par la minorité contre la majorité. Lorsqu'elle ne le fait pas, où n'empêche pas l'autre de le faire (cas de la G.C. à l'intérieur du P.O.U.M.) ceci signifie que la qualité était fautive ou seulement apparente. Toutes ces raisons et conséquences de l'absence du Parti dans la Révolution espagnole, et de la falsification commise dans sa construction doivent servir d'avertissement aux groupes de l'avant-garde révolutionnaire, qui doivent, sur les enseignements de la défaite du prolétariat espagnol, propager inlassablement dans les milieux ouvriers, les suivantes conclusions résumées dans la révolution espagnole :

1° que la social-démocratie ne se réduit pas seulement à éviter ou à remettre indéfiniment la révolution prolétarienne sous prétexte de la faire «à son heure», mais que sa trahison, consiste aussi à écraser cette révolution lorsque «l'heure» de celle-ci est sonnée et que la classe ouvrière en armes ébranle l'Etat et est prête à conquérir le Pouvoir.

2° Que le stalinisme est passé de la zone de son incapacité révolutionnaire, pour entrer en plein sur le terrain de la contre-révolution ouverte, défendant les intérêts du capitalisme sous le drapeau de la démocratie bourgeoise.

3° Que l'anarcho-syndicalisme, fermé à toute théorie politique révolutionnaire, sousestimant la lutte contre l'Etat bourgeois, et ennemi de l'Etat Ouvrier, et de la dictature du prolétariat, favorise le maintien du régime capitaliste. L'anarcho-syndicalisme, opposé à tout pouvoir «étatique», contraire à la liberté de l'homme, cède le pouvoir à l'ennemi de classe pour être une fonction propre «d'être inférieurs ou de bourreaux».

Dans cet aspect et avec cette position, l'anarcho-syndicalisme se manifeste comme l'irresponsabilité la plus criminelle du mouvement ouvrier. La participation gouvernementale des chefs anarchistes espagnols dans les gouvernements qui liquidèrent la révolution, a fait tomber le masque «apolitique» de l'anarcho-syndicalisme.

4° Le centrisme «révolutionnaire» qui consiste à reculer de deux pas pour avancer d'un; qui élabore une plateforme politique révolutionnaire et en pratique une autre sous prétexte que la «situation est nouvelle» ou «n'était pas prévue»; qui, en fuyant le sectarisme tombe dans l'opportunisme le plus bas, ne joue aucun

autre rôle dans le processus de la révolution, que celui de contribuer à une modification lente et progressive vers la situation antérieure, et par conséquent, à la réhabilitation des facteurs contre-révolutionnaires.

5° L'indépendance de classe est la première condition de la victoire prolétarienne. Les Fronts Populaires représente la plus grande monstruosité dans les relations de classe. Constitués sur les épaules des ouvriers pour «défendre la démocratie (bourgeoise) contre le fascisme», ils facilitent l'avance du fascisme, dès le moment où celui-ci et la démocratie bourgeoise coïncident dans la sauvegarde des intérêts économiques du régime capitaliste. Les fronts populaires servent de climat favorable au développement et à l'extension des groupes et partis fascistes, qui opèrent sur l'exaspération

des masses trompées et trahies par le front popularisme. L'accusation de «traîtres» que le fascisme lance d'une façon démagogique contre les leaders ouvriers front-popularistes, renferme au fond une grande vérité et exerce, de ce fait, une force d'attraction sur les couches les plus arriérées qui seront définitivement gagnées au fascisme. Les fronts populaires représentent enfin, l'unification des trahisons, qui cherchent des garanties de protection dans les institutions de l'Etat (Parlement, Police, etc.) et des appuis dans les Gouvernements... «antifascistes».

6° L'indépendance de classe, transportée sur le terrain international, signifie la nécessité de lutter pour la construction de la IV^e Internationale, qui saura guider le prolétariat dans la voie du bolchévisme léninisme jusqu'à la victoire finale.

LETTRE DES CAMPS

On peut écrire beaucoup sur les conditions d'existence dans les camps de concentration. On peut abonder en descriptions plus ou moins littéraires, sur la situation de misère, et de souffrances physiques, qui règne dans les camps. Cependant, la véritable tragédie est constituée par l'état moral. Naturellement, l'existence détermine la conscience. Une existence remplie d'inquiétudes, privée absolument de perspectives pour l'avenir, — qui est celle du camp —, détermine une conscience collective d'hésitations et en même temps de lassitude. La conviction de ce que la trahison des uns et l'incapacité des autres ont été les causes fondamentales de la défaite en Espagne, crée cette attitude interrogative, qui ne sait vers où se diriger, c'est-à-dire, qu'ici, comme en Espagne, ce qui se manifeste une fois de plus est l'absence d'une direction.

Actuellement, la grande majorité des camarades anarchistes, socialistes, communistes et poumistes qui se trouvent dans les camps, sont convaincus de la trahison sinon de l'incapacité de leur propre direction dans le cours de la révolution espagnole. Comment peuvent-ils espérer de la part, de cette direction, la solution du problème des réfugiés? Il n'existe aucun motif qui puisse créer une rectification problématique dans la ligne de conduite.

Ceux qui, en Espagne, ne surent — on ne voulaient — pas défendre les intérêts des travailleurs, ne peuvent pas aujourd'hui devenir les défenseurs de ces derniers qui sont internés dans les camps de concentration. Seulement les bureaucrates passés et s'obstinant à l'être, ont confiance dans leur direc-

tion respective. Ils ont confiance parce qu'ils pensent que leur attitude disciplinée, gouvernementale envers leurs chefs bien-aimés, aura comme récompense la solution de leur situation personnelle. Cependant, la grande masse des réfugiés commence à comprendre qu'elle n'a rien à attendre des démarches particulières qui ne peuvent être faites que par les privilégiés.

Dans les camps de concentration la situation est analogue à celle de l'Espagne front populiste des derniers temps, comme si elle était une prolongation de cette dernière. Malgré que le stalinisme soit privé de son appareil de terreur, il est toujours dans les postes de commandement, et les chefs et officiers de l'Armée populaire occupent encore les postes de responsabilité; avec leur caractère négriniste de discipline, avec la faculté d'appliquer des sanctions (camps de punitions) et avec leurs conditions d'existence meilleures que celles des réfugiés en général.

Le «pouvoir», à l'intérieur du camp, prend la même force bureaucratique que celle qu'il eût en Espagne, c'est-à-dire du sommet, imposé à la base. Il cherche un appui dans la soi-disant aide, intervention de «l'extérieur», de même qu'en Espagne. Et, de même qu'en Espagne, cette aide ne doit pas venir de l'action révolutionnaire du prolétariat, sinon des démocraties, représentées dans ce cas, par les autorités françaises, auxquelles les chefs des camps s'efforcent de démontrer la grande discipline des réfugiés, leur bonne conduite, leur haine envers Hitler et leur amour pour la démocratie, exactement de la même façon qu'en Espagne, le stalinisme li-

quidait la révolution — et les révolutionnaires — pour lutter contre l'envahisseur, permettant de nouveau les enterrements catholiques avec la croix levée.

Ceci était fait par le Stalinisme dans le but — le même actuellement en ce qui concerne les camps — de recevoir une aide de ceux qui n'ont aucun intérêt de classe à nous aider.

x x x

De leur côté les socialistes et les anarchistes continuent à agir en comparses suivant le chemin qu'ils se sont tracés antérieurement en Espagne.

De la même façon que les staliniens, socialistes et anarchistes ont empêché, de leur côté, que la conviction des militants de la trahison de leurs dirigeants se traduise par une rupture avec l'organisation respective.

x x x

Le P.O.U.M. mérite un paragraphe spécial. Non pas parce qu'il s'agit du P.O.U.M. — sinon parce qu'il prétend être l'avant-garde du prolétariat international, son attitude vis-à-vis du problème des réfugiés, correspond parfaitement à sa politique faite en Espagne. Hésitant, avec une critique plus ou moins juste lorsqu'il s'agit de salir les autres, mais toujours avec des solutions intermédiaire: centriste, en somme.

Un manifeste rédigé aux travailleurs espagnols des camps de concentration dénonce le caractère de sa politique. Il faut noter que ce manifeste est arrivé au camp sous la forme d'un seul exemplaire reçu particulièrement par un camarade du Parti. Comme si la télépathie pouvait compter dans les moyens de propagande.

Laisant de côté les phrases littéraires de: «yeux pleins de terreur infinie devant la vision de routes parsemées de cadavres» etc.... examinons le contenu du manifeste, dans son aspect politique. Il est certain que le gangstérisme organisé du gouvernement Negrin, doit être porté à la connaissance des émigrés espagnols, qui l'ignorent généralement. Les 500 millions or et les 25.000 millions en valeur, dénoncent clairement la morale qui caractérise, non seulement Negrin et ses complices staliniens, mais aussi tous ceux qui se sont faits, internationalement, les complices des actes de banditisme; et qui ont laissé convertir cette somme en solution des situations particulières de gens qui se moquent des réfugiés.

Lisez le numéro 3 de

"Nuevo Curso"

bulletin des bolcheviks-léninistes espagnols
(POUR LA CONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE)

Le bulletin ronéotypé de 24 pages

PRIX : 1 FRANC

Seulement, le P.O.U.M., après avoir dénoncé le vol de tous ces millions, adopte une position, — sous forme de résolution de son C. E. — «collaborationniste», c'est-à-dire qu'il demande que cette somme soit partagée d'une façon équitable entre tous les réfugiés espagnols, et que la distribution soit assurée par un Comité composé des représentants de tous les partis et organisations qui ont leurs militants dans les camps de concentration. De la même façon qu'il demandait en Espagne, une participation dans le gouvernement.

Penser que la distribution équitable pourrait se faire, moyennant un Comité comprenant des représentants de tous les Partis, équivaut à penser que la révolution peut se faire dans le cadre de l'Etat bourgeois.

La seule issue qui se présente aux réfugiés espagnols est l'action du prolétariat international. Limiter la question à l'aspect des rétributions, signifie limiter les possibilités de la résoudre. Le problème des réfugiés espagnols n'est pas un problème exclusivement espagnol, en dépit de toutes les «particularités». Il est nécessaire de l'aborder en face du prolétariat international. En même temps, qu'il faut dénoncer à ce dernier, l'escamotage fait par les organisations de «solidarité», sur les sommes envoyées aux réfugiés par les ouvriers du monde entier, il faut aussi entreprendre une action dans les camps afin de constituer des comités, élus démocratiquement, et ne reconnaissant aucune autre représentation à l'extérieur que celle qui aura été élue.

Il faut simultanément, lutter internationalement pour le droit d'asile et le droit au travail dans les mêmes conditions que les ouvriers de chaque pays.

Tout le reste n'est que verbalisme inutile. Cependant, les possibilités de cette action révolutionnaire internationale objective, sont très limitées par l'absence du facteur, subjectif. Créer ce facteur, créer la IV^e Internationale, telle est la tâche immédiate.

Dans les camps de concentration, aussi bien qu'en Espagne, la lutte pour sa constitution, pour le regroupement de l'avant-garde prolétarienne, est la tâche des travailleurs d'avant-garde. Une tâche à réaliser, simultanément dans tous les pays.

LUIS RODAS.

(Traduit du No 2 de «Nuevo Curso».)

UNE PREUVE:

Au Mexique le stalinisme prépare de nouvelles machinations ...

NOUS publions ci-dessous une lettre-questionnaire adressée par le ministre du Mexique en France Monsieur Don Narciso Bassols, à un réfugié espagnol du P.O.U.M. avant de lui donner son passeport pour émigrer au Mexique.
Le visa lui a été refusé à cause de sa position politique.

Le ministre du Mexique en France
Paris, 10 juin 1939

Cher Monsieur,

J'ai reçu et lu avec attention votre lettre d'avant hier dans laquelle vous exposez, vos idées sur l'origine de la guerre en Espagne, votre position personnelle à l'heure actuelle qui est de vous retirer dans la vie privée, et votre décision manifestée dans des termes généraux, de lutter à l'avenir contre le fascisme. Je vous remercie pour les points précédents, et vous demande pour continuer à examiner votre demande «de visa spécial» de me répondre sur les points suivants:

- 1) Avez-vous été membre du P.O.U.M.
 - 2) Depuis quand et jusqu'à quand.
 - 3) Avez-vous participé au mouvement de mai 1937.
 - 4) Avez-vous approuvé à l'époque ce mouvement.
 - 5) Le condamnez-vous maintenant comme cause d'affaiblissement de la république.
 - 6) Vous considérez-vous après mai 1937 comme encore au sein du P.O.U.M.
 - 7) Quelle activité politique menez-vous actuellement. Avez-vous des liens avec des comités ou service étrangers.
 - 8) Etes-vous sous quelque forme que ce soit lié à la 4^{ème} Internationale.
 - 9) Avez-vous actuellement des liaisons politiques avec le P.O.U.M.
 - 10) Qui vous fournit les fonds nécessaire pour votre voyage au Mexique, et celui de votre femme.
 - 11) Combien aurez-vous chacun en plus de votre voyage.
 - 12) Avez-vous des relations avec l'activité de L. Trotsky, ou de ses amis, au Mexique ou en France.
 - 13) Vous engagez-vous à cesser toute activité politique dans mon pays.
 - 14) Quel sont les causes fondamentales d'après vous du triomphe de Franco.
 - 15) Comment pensez-vous gagner votre vie au Mexique.
- Je vous prie de répondre à ces questions ce qui me permettra de mieux examiner votre demande.

Salutation.
Signé: N. Bassols

Le stalinisme continue à infecter l'organisation des secours. A travers toutes ses machinations au Mexique, il vise également par ses intrigues à organiser l'assassinat de L. TROTSKY.

L'effort du Capitalisme Belge

pour

échapper au conflit mondial

TOUTE autre sera pourtant la marche de l'histoire. Mais, ce qui est indéniable, c'est que la bourgeoisie belge fait d'énormes efforts pour pouvoir rester neutre dans le conflit qui s'annonce terrible entre les deux blocs impérialistes. Cette volonté se remarque dans toute son activité politique intérieure et extérieure. Toutefois, ceci ne l'empêche pas d'agir comme toutes les bourgeoisies du monde. Elle arme autant que son potentiel économique et financier le permet. Cette nette tendance à vouloir rester en dehors de la «bagarre» est déterminée par une série de facteurs que nous voulons examiner brièvement.

UNE DES LECONS DE LA GUERRE DE 1914-1918.

Malgré tout l'intérêt que portaient en 1914-18 les bourgeoisies «alliés» à la petite Belgique envahie et «martyr» par les «barbares teutons», la bourgeoisie belge a appris à ses dépens que les intérêts impérialistes dépassent de loin toutes les considérations sentimentales. Il est vrai que la Belgique, après la «victoire», a reçu «sa part». Elle n'a point été dépouillée de ses colonies, ce qui est déjà énorme, et elle reçut par-dessus le marché une petite partie du Congo allemand ainsi qu'un bout du territoire allemand économiquement insignifiant, le canton de St. Vith et de Malmédy. Mais tout compte fait et même y compris le pourcentage assez rond obtenu sur le chiffre global des dommages de guerre imposés à l'Allemagne vaincue, le bilan total de la guerre s'est chiffré par un déficit dont elle supporte aujourd'hui, bien plus que les autres «vainqueurs», toutes les conséquences. Bien plus aussi que les autres bourgeoisies, elle s'est rendue compte, que la guerre ne paye pas.

Cependant, on n'aperçoit pas chez la bourgeoisie belge des regrets quant à l'attitude prise en 1914. D'ailleurs, elle n'aurait pu faire autrement. Elle se trouvait être le premier obstacle

aux plans militaires élaborés par l'impérialisme allemand et il fut clair que le triomphe de cet impérialisme aurait eu pour conséquence un dépouillement en règle, ou, pire encore, sa disparition en tant que bourgeoisie indépendante.

LES VISEES DE L'IMPERIALISME ALLEMAND D'AUJOURD'HUI.

De tout un ensemble de faits, il apparaît de plus en plus que l'impérialisme allemand d'aujourd'hui tient à poursuivre les mêmes objectifs que ses prédécesseurs de 1914-18: «drang nach Osten» et le repartage du monde. Les Etat-majors fascistes et militaires allemands issus de cette défaite laissent entendre qu'ils ont bien compris que cette défaite fut bien plus la conséquence d'un épuisement économique et moral que d'une supériorité militaire de ses adversaires et que cet épuisement était déterminé par une série de conditions objectives et particulièrement le blocus des flottes anglo-françaises.

Aussi la lutte diplomatique, politique et militaire de l'impérialisme allemand éclaircit singulièrement sa tactique et ses visées militaires pour le moment du déclenchement du conflit.

Aux frontières françaises et belges, les nazis ont construit une ligne défensive qu'Hitler appela la plus formidable de tous les temps et qui, selon Gamelin, chef d'Etat-major des armées françaises, coûterait 200.000 vies humaines avant d'être percée. Nous pouvons en tirer comme première déduction qu'au début de la guerre, l'Allemagne se tiendra sur la défensive du côté de l'Ouest. Par contre, l'annexion de l'Autriche, le protectorat sur la Tchéquie et la Slovaquie, l'occupation militaire de ces 3 pays et l'accumulation de ses forces, vers ses frontières de l'Est, semble prouver que l'Etat-Major allemand a tendance à s'engager d'abord à l'encontre de ce qui fut fait en 1914, dans une offensive vers l'Est.

Si l'on tient compte du blocus et de la tentative d'encerclement de Londres-Paris, si l'on

tient surtout compte que l'Allemagne manque de blé et de pétrole et que ces deux précieuses matières premières se trouvent en abondance en Roumanie et en Ukraine, cette tactique s'éclaircit encore.

Non seulement ce sont là des signes précurseurs qui font prévoir que l'action immédiate de l'armée allemande se portera de ce côté, mais son activité diplomatique le contresigne aussi. La garantie offerte à la Belgique n'est pas seulement une manœuvre pour faire hésiter la bourgeoisie belge, mais elle correspond à ce plan général.

Evidemment, nous ne perdons pas de vue que les meilleurs plans peuvent être bouleversés par des imprévus et que ce n'est point encore un état-major fasciste qui pliera le tout à sa volonté, loin de là.

De l'ensemble de ces données, nous pouvons conclure que les visées militaires immédiates de l'Allemagne ne sont plus Paris comme en 1914, pour se retourner ensuite contre la Russie, mais que l'Etat-Major allemand, — tenant compte du blocus qui l'encerclera dès le début de la guerre et la nécessité vitale pour elle de posséder une quantité de blé et de pétrole suffisante pour résister à une guerre de position qui risque d'être d'une longue durée — sera poussé à donner le premier et puissant choc vers l'Est.

Si nous insistons tant sur ces questions et que l'Etat-major de la bourgeoisie belge peut suivre de plus près que nous, c'est, parce que l'attitude de la bourgeoisie belge est déterminée dans une certaine mesure par ces visées et objectifs militaires immédiats de l'impérialisme allemand.

Dans les premières semaines de la guerre mondiale qui vient, il semble donc que la Belgique ne serait pas le premier obstacle entre les deux blocs impérialistes.

Nous négligeons ici volontairement les faibles prévisions que l'on peut faire en ce qui concerne les autres champs d'opérations militaires en perspective et que l'on peut déduire des positions géographiques, économiques et militaires des deux blocs en présence, parce que nous voulons avant tout essayer de démontrer quels sont les mobiles de l'activité de la bourgeoisie belge pour rester en dehors du conflit, tout au moins pendant quelque temps.

LA SITUATION INTERIEURE.

Pour comprendre avant tout la politique intérieure de la bourgeoisie belge quant à son attitude par rapport aux blocs impérialistes et la guerre qui vient, il faut avant tout tenir compte de la division du pays en deux nationalités bien distinctes.

Sur le plan national, en général, et particulièrement culturel et linguistique, les populations flamandes subissaient depuis des décades le joug de la bourgeoisie fransquillonne plus ou moins inféodée à l'impérialisme français.

L'Union Sacrée ne se maintint pas longtemps en 1914-18. Le nationalisme flamand devint une force réelle et très active durant la guerre. L'exode des jeunes populations des Flandres devant l'invasion allemande et qui fut organisée par la bourgeoisie belge après que la Wallonie fut complètement envahie, fit que l'armée belge était composée d'environ 90 % de flamands. Le mécontentement existant à l'état latent se transforma en résistance ouverte pour prendre, dans les années 1916-17 une grande ampleur. Elle fut terrassée par une répression violente. Parallèlement à l'action que menèrent les nationalistes flamands sur l'Yser, d'autres essayèrent, durant la guerre, dans le pays occupé, d'arracher des revendications sur le plan culturel et linguistique. Parmi eux, une aile avancée était pour le détachement immédiat de la Belgique ; les uns pour tenter de constituer un gouvernement autonome, les autres cherchant l'Anschluss avec l'Allemagne. Comme les nationalistes flamands furent encouragés et protégés par les autorités allemandes durant toute la guerre, la haine d'une grande partie de la population flamande qui avait subi l'occupation militaire facilita la répression féroce que déclencha après la guerre la bourgeoisie belge et fransquillonne contre eux.

L'ensemble du processus des nationalistes en Belgique et particulièrement les événements pendant et peu après la guerre ont produit divers courants dans les Flandres.

La bourgeoisie et la grande masse des ouvriers des villes qui a subi une misère inouïe déterminée par la guerre et aggravée par l'occupation reste en général anti-allemande. Les populations de la campagne, par contre, ne sont pas animées de la même hostilité. Celles-ci restent plutôt hostiles à l'impérialisme français.

A l'heure actuelle, la fraction nationaliste flamande de tendance fasciste ne cesse d'accen-

tuer vigoureusement sa campagne anti-belgisiste et anti-française. Elle se défend d'autre part de vouloir l'Anschluss avec l'Allemagne, mais, par sympathie pour l'Allemagne fasciste, elle exige en toute circonstance et jusque dans les moindres détails, une stricte application de la politique de neutralité définie par Léopold III il y a environ 2 ans et maintenue par les divers gouvernements successifs. Ces exigences s'expriment particulièrement en ce qui concerne la fortification des frontières. Ils exigent que les mêmes efforts soient faits sur toutes les frontières.

Certes que dans ce mouvement il y ait des tendances à vouloir aider directement l'impérialisme allemand pour la conquête de son espace vital et l'Anschluss. Toutefois, il faut le dire, la base de ce mouvement se cantonne sur le terrain de la constitution d'un Etat flamand indépendant.

Par contre, la grande masse de la population flamande qui reste hostile à l'impérialisme allemand, elle aussi, par crainte de la guerre, reste partisan d'une stricte neutralité. Il est impossible de découvrir dans les Flandres, à part celui des stalinien et stalinisants dans le P.O.B. qui est infiniment petit, un courant politique qui soit partisan d'une alliance avec la France et l'Angleterre.

Ce courant pro-français, il faut aller le chercher à Bruxelles et en Wallonie où les forces stalinien et réformistes de la tendance antimunichoise le rejoignent.

Ce n'est que lorsqu'on a passé en revue la position stratégique probable de la Belgique au moment du déclenchement de la guerre ainsi que des divers courants existants dans la population en général, que l'on peut se rendre compte des sérieuses difficultés pour la bourgeoisie belge de créer et de consolider l'Union Sacrée ; condition indispensable pour pouvoir faire la guerre.

Des attaches trop ouvertes avec Paris et Londres donneraient de puissantes armes politiques au mouvement nationaliste flamand en général et particulièrement à sa tendance fasciste qui ne manquerait pas de les exploiter pour solidifier ses positions en Flandres. Ne perdons pas de vue qu'à la suite d'une longue et tenace campagne ayant comme mot d'ordre central: «Los van Frankrijk», (Détachons-nous de la France), la bourgeoisie belge fut obligée, il y a quelques années, de dénoncer le pacte

militaire secret qui la liait aux impérialistes Franco-Anglais.

De nouvelles tentatives de rapprochement ouvert avec les impérialisme repus — il n'est pas exclu qu'il existe encore aujourd'hui des attaches secrètes — aurait non seulement de graves conséquences pour l'Union Sacrée à créer et consolider, mais elle aggraverait immédiatement considérablement, sur le plan intérieur, les luttes intestines autour des questions linguistiques, culturelles et autonomistes.

Le problème national en Belgique est certes la question qui pèse le plus sur la détermination de la bourgeoisie belge de poursuivre, certes avec l'accord tacite des bourgeoisies anglaise et française, cette politique d'indépendance.

Seule une attaque directe de l'impérialisme allemand contre l'intégrité du territoire de la Belgique et du Congo, pourrait créer solidement cette indispensable Union Sacrée qui, sur le terrain social, grâce à l'intégration complète du réformisme dans le capitalisme, la politique de trahison du stalinisme, et aussi le peu d'influence du mouvement révolutionnaire, ne rencontre pas ou peu de difficultés.

C'est pour toutes ces raisons que nous opinons que si longtemps que l'impérialisme allemand ne se trouvera pas dans l'obligation d'attaquer directement la Belgique pour tenter de frapper ensuite ses antagonistes Franco-Anglais, si longtemps que la bourgeoisie belge pourra résister à la pression qu'exerceront les bourgeoisies française et anglaise sur elle en vue de l'entraîner dans le conflit, (pression qui deviendra plus forte au fur et à mesure d'un changement de rapport de force en leur défaveur), si longtemps que sa propre colonie ne sera pas directement l'enjeu du conflit, si longtemps aussi, la bourgeoisie belge continuera ses efforts pour rester en dehors du conflit.

LE RAPPROCHEMENT DE LA BELGIQUE AVEC LES PAYS-BAS.

Depuis des années, la Belgique a tenté de se rapprocher avec les pays Nordiques. Evidemment, ses intérêts économiques la poussèrent à faire ce rapprochement. Mais sur ce terrain aussi il n'est pas possible de ne pas voir que c'est sa politique d'indépendance qui l'a fait rapprocher de ces pays qui restèrent en 1914-1918 en dehors de la guerre mondiale et qui, encore aujourd'hui, aidé par leur situation géographique et économique, tentent de rester que des fournisseurs des belligérants. Ce rap-

prochement s'est traduit par la conclusion d'un pacte dit d'Oslo qui a facilité plus ou moins les échanges commerciaux.

En ce moment, ce rapprochement se manifeste par un projet de prise de contact pour déterminer ensemble leur attitude en ce qui concerne le survol des avions militaires par-dessus leur territoire pendant la guerre. Il ne nous est malheureusement pas possible de donner plus de détails. La presse s'est bornée à signaler le fait. Mais rien que l'idée que la bourgeoisie belge va tenter de définir avec les Pays Nordiques son attitude en cas de survol d'avions militaires est encore une manifestation de cette volonté de rester en dehors de la seconde guerre mondiale.

Si maintenant la Belgique s'est rapprochée économiquement des Pays Nordiques, a pris des positions communes à la S.D.N. pour ne pas être entraînée plus à fond dans l'engrenage des contradictions entre les deux blocs impérialistes, si aujourd'hui elle va définir avec eux une attitude commune en cas de survol d'avions militaires, par contre il ne fut jamais question de se rapprocher politiquement et encore moins militairement. Un exemple. De faibles voix s'étant élevées en Hollande et en Belgique pour la conclusion d'une alliance militaire, immédiatement nous avons vu d'innombrables boucliers officieux et officiels se lever. Et cela s'explique, si nous avons à la mémoire tous les faits et arguments que nous venons de développer, et aussi que Londres sera, bien plus que Paris, un objectif plus immédiat pour l'impérialisme allemand. En effet, des journalistes pas trop mal renseignés, ainsi que certains hommes d'état, ont avancé l'hypothèse d'une attaque brusquée par une armée motorisée allemande sur la Hollande, non pas pour le plaisir d'occuper ce pays, mais pour y créer de puissantes bases aériennes et sous-marines contre l'Angleterre. Des stratèges militaires écrivant dans la presse belge ont même supputé toutes les conséquences militaires d'une action pareille sur la marche générale du conflit mondial. Or, cette hypothèse n'est pas exclue, parce que, si l'impérialisme allemand semble vouloir rester sur la défensive derrière sa ligne Siegfried, elle connaît aussi pour la guerre de position, toute la valeur d'une puissante base aérienne et sous-marine très rapprochée du cœur de l'Angleterre pour harceler la flotte Anglo-française de la mer du Nord, détruire en Angleterre les moyens

de communication et terroriser les populations civiles.

Le moral avec une majuscule, jouera dans la seconde guerre mondiale un rôle bien plus éminent que dans la première.

Or, c'est en vue de cette attaque possible contre la Hollande que les boucliers se sont élevés et que la bourgeoisie belge se refuse catégoriquement de se rapprocher militairement de la Hollande et de conclure une alliance. La bourgeoisie belge veut bien recevoir «dignement» et avec beaucoup de pompe la Reine Wilhelmine, mais quant à risquer quoi que ce soit pour ces beaux yeux, ça «c'est une autre affaire».

Nous pourrions encore citer une foule d'autres faits et arguments de second ordre qui militent en faveur de cette thèse, mais ceci nous mènerait trop loin.

UNE SIMPLE DEDUCTION.

Si donc, il n'est pas exclu que la bourgeoisie belge réussisse à rester pendant quelque temps en dehors de la guerre mondiale, il est d'ore et déjà certain que tôt ou tard elle y sera entraînée, soit qu'elle sera attaquée directement, soit que le choc entre les deux blocs impérialistes menacera ses possessions coloniales et ses intérêts vitaux sur le continent.

Ce qui n'est pas exclu non plus, c'est, que cette politique si patiemment élaboré et pratiqué s'ébranle au premier coup de canon car avec le déclenchement de la guerre mondiale se déclancheront aussi une série de contrastes de toute nature jusqu'ici imprévisible.

Toutefois, la perspective d'une Belgique neutre au début de la guerre mondiale est une possibilité et un facteur qui ne peut être négligé par des révolutionnaires.

Si cette perspective devait se réaliser, la Belgique deviendrait pendant un certain temps le rendez-vous d'une partie de la haute pègre, des financiers et de la putasserie. Elle deviendrait l'anti-chambre où ces messieurs les marchands de canons et autres viendraient traiter leurs affaires macabres.

Mais si elle devenait cela, elle pourrait et devrait aussi devenir l'anti-chambre du mouvement révolutionnaire internationaliste qui a pour tâche de hâter le rapprochement révolutionnaire des prolétariats et œuvrer à la fraternisation de ceux-ci et à la transformation de la guerre mondiale en guerre civile mondiale.

La révolution italienne et le défaitisme révolutionnaire (1)

LA lutte contre la guerre impérialiste, — par tous les problèmes qu'elle pose, comme la constitution des nouveaux partis, IV^e Internationale, soit pour la tactique et la stratégie du défaitisme avant et pendant la guerre, soit pour les positions politiques, théoriques que doit assumer la classe ouvrière, internationalement envers la démocratie et le fascisme, pays coloniaux, U.R.S.S. etc., — constitue pour l'avant-garde du prolétariat mondial, le point de départ pour donner une solution juste et de classe à la guerre impérialiste.

La moindre confusion ou imprécision sur ces problèmes, aussi bien en ce qui concerne l'orientation générale de classe, que les positions stratégiques se référant au défaitisme révolutionnaire en général, et à la soi-disant «opposition politique» en particulier, peut coûter cher à la révolution socialiste en Europe et dans le monde. Parler de défaitisme, sans comprendre le problème du parti, ou sans définir d'une façon précise une ligne politique juste sur la guerre impérialiste, signifie charlatanisme. Mais le danger le plus grand est représenté par la soi-disant «opposition politique» qui substitue le défaitisme révolutionnaire, en caractérisant la guerre «non-impérialiste» et différente de celle de 1914-18, en divisant les deux blocs en fascisme et démocratie, soit par la présence ou la participation de l'U.R.S.S. dans l'un des deux blocs...

Dans cette forme générale sont aussi présentés les pays coloniaux ou semi-coloniaux, en vue du conflit impérialiste. La présence ou la participation de l'U.R.S.S. dans l'un des deux blocs ne change en rien les caractéristiques de la guerre impérialiste, et ne modifie pas les positions de classe du prolétariat international,

(1) Dans cet article le camarade Roland exprime sur le défaitisme révolutionnaire une opinion en discussion dans la Rédaction.

sur tous les problèmes de la stratégie de la guerre civile et de la révolution.

Toute «théorisation» de «l'opposition politique» en vue de modifier la stratégie du défaitisme révolutionnaire pour les pays impérialistes alliés ou non à l'U.R.S.S. ou aux démocraties, doit être combattue comme une déformation du léninisme, sur le problème de la guerre impérialiste. De même que la tentative de vouloir faire une distinction entre les démocraties et les fascismes dans le but de modifier le caractère de la guerre impérialiste, n'a pas d'autre signification que celle de la préparation de l'union sacrée.

LA guerre impérialiste pose une série de problèmes pour l'impérialisme italien, revêtant une importance capitale. Pour cela, en tenant compte de tous les facteurs de la guerre des autres pays, nous examinons les principaux éléments d'un pays: l'Italie, qui se présente comme un anneau de la chaîne le plus faible, pouvant être brisé par les premiers événements de la guerre.

Dans un prochain article, nous traiterons de la position à prendre dans la guerre impérialiste, en U.R.S.S., dans les pays coloniaux, semi-coloniaux, ou arriérés, etc...

La situation italienne présente des caractéristiques importantes pour la tactique et la stratégie du prolétariat révolutionnaire, caractéristiques qu'il ne faut pas perdre de vue dans tous les problèmes posés par la révolution socialiste en Italie, dans le processus de la révolution mondiale.

Dans tous les aspects des problèmes de la révolution, il ne faut pas se laisser aveugler —, ni par un «doctrinarisme» de café, ni par un opportunisme politique créé par les soi-disantes

particularités du fascisme ou autres arguments, — afin de pouvoir être à la hauteur des tâches de la révolution.

Que se passera-t-il après la chute du fascisme ? Quelles seront les moyens qui entreront en lutte pour l'abattre ? **Quelle sera la force dirigeante ?** Quelle variante et dans quelles circonstances se réalisera la chute du fascisme ?

Si on ne peut pas répondre catégoriquement à tous ces problèmes, par le fait que les événements déterminants ne dépendent pas de nous, il est certain cependant qu'une avant-garde ne doit pas les ignorer.

Quelles que soient les circonstances de la chute du fascisme, il faut avoir une **idée exacte. Sur la perspective et sur le gouvernement qui devra succéder.**

Ignorer ces problèmes ou croire pouvoir leur donner une solution « théorique » pouvant résoudre aujourd'hui les problèmes pour demain, serait de la pure fantaisie.

Si on examine tous les éléments de la crise et de la situation italienne, et la politique de tous les partis antifascistes, des bourgeois aux « ouvriers » réformistes, maximalistes, stalinien etc., le tableau est vraiment tragique pour le prolétariat révolutionnaire. Que la chute du fascisme puisse modifier les rapports de force, personne ne peut le nier. Mais croire que ceci peut faire disparaître les variantes, avant la **conquête du pouvoir, de la part du prolétariat**, n'est que de l'enfantillage dangereux. On ne peut pas exclure, que, dans la première phase, d'une crise politique, révolutionnaire, la bourgeoisie tente, grâce à l'appui et à la complicité du réformisme et du stalinisme —, de résoudre la crise par la constitution d'un gouvernement « populaire démocratique », type front populaire. Ceci sera non seulement une tentative désespérée, une grande manœuvre, mais surtout, la « capsule de sûreté » du capitalisme italien, pour se sauver de la menace de la révolution prolétarienne.

On peut affirmer que ceci signifie, dans la situation italienne, la variante la plus probable, si l'on tient compte de la politique de trahison des partis de la II^e et III^e Internationales et du centrisme maximaliste; **de la crise de direction révolutionnaire, et principalement, de l'absence d'un parti révolutionnaire.** La constitution d'un parti ne peut pas être improvisée. Une situation révolutionnaire favorable ne peut

pas non plus construire le parti, sans compter sur les éléments de la crise, et les solutions que celle-ci demande.

Il ne faut pas croire que la variante d'une période transitoire de crise révolutionnaire, entre le passage du capitalisme au socialisme, du changement de la forme de gouvernement de dictature, fasciste à une forme de gouvernement de dictature démocratique, **puisse modifier l'orientation fondamentale de la classe ouvrière sur les problèmes de la révolution et en particulier sur le problème du pouvoir et de l'État.**

Pour le marxisme révolutionnaire, le problème consiste à avoir une tactique juste et une idée claire, de façon à ne pas créer des illusions dans les masses, permettant à la bourgeoisie et aux traîtres de profiter d'une **fausse interprétation des événements et du développement de la révolution.**

Les problèmes de la crise du capitalisme italien de l'après-guerre, n'ont pas été résolus malgré 17-18 années de fascisme, mais, ont été aggravés par la politique réactionnaire du gouvernement de Mussolini et par la crise mondiale du capitalisme. En centralisant le pouvoir, la finance, l'industrie etc., la bourgeoisie italienne a pu survivre à la crise de 1922 à 1935, mais au dépens du niveau d'existence (abaissé au niveau le plus bas du monde) du peuple italien. Expropriant la petite bourgeoisie agricole et celle des villes, réduisant la classe ouvrière à un régime de misère et de famine, sous une terreur féroce, sans précédent.

La situation des minorités nationales et des colonies, **Cirénaïque, Tripolitaine, Abyssinie, Albanie, etc...** est encore plus terrible que celle du prolétariat italien.

La victoire de la révolution socialiste en Italie, est impossible sans la libération et l'indépendance des minorités nationales et des peuples coloniaux.

En Italie impériale et fasciste, le pain est noir et son prix est élevé. Les salaires des ouvriers varient entre 8, 12, 22 livres par jour. Le coût de la vie est le même qu'en France. Malgré tout le bluff du régime, il y a des millions de chômeurs, touchant 3 ou 4 livres d'allocation par jour, et pendant 40 jours seulement. Après ce secours, il y a les soupes populaires, l'hiver seulement.

La solution pour les chômeurs, à part les enrôlements militaires en Abyssinie, Espagne, Albanie, et les colonies, n'est que la misère et

l'emprisonnement, la déportation pour activités contre l'État.

La bourgeoisie ne voit pas d'autre solution à ses contradictions intérieures et extérieures, que celle de la conquête de l'« espace vital », c'est-à-dire une guerre pour une nouvelle répartition « juste » des richesses du monde, matières premières, colonies, etc... Pourquoi le problème de l'« espace vital » se pose-t-il ?

L'Italie est un pays (impérialisme di straccioni) qui manque de matières premières, pétrole, charbon, et autres minéraux; les minéraux que l'Italie possède sont de mauvaise qualité et insuffisants.

Manque de capitaux disponibles. Les colonies de l'Italie sont déficitaires, malgré l'exploitation et la réaction féroce.

La population italienne atteint 43 millions d'habitants (sans les colonies) sur une superficie de 310.181 Km. (84 %); on peut dire qu'elle est la plus dense d'Europe.

La suspension de l'émigration des italiens en Amérique du Sud et du Nord, France, etc., a fait aggraver la crise avec la politique autarchique et la « théorie »: « Il faut se suffire à soi-même ».

« L'espace vital » signifie pour l'impérialisme italien, **que pour vivre, il doit résister et s'élargir.** La nature fondamentale de ce problème ne pourra être modifiée ni par la démocratie des Nitti — Cianca — Nenni — Guépéou, ni par aucun autre expédient .. de front populaire.

La théorie « le fascisme, c'est la guerre » tant exploitée par les partis traîtres des deux internationales jaunes, se révèle dans la situation actuelle comme le mensonge le plus monstrueux. Cette théorie veut faire croire que l'impérialisme italien peut faire une autre politique, et éviter la guerre, avec un gouvernement démocratique. La théorie de ces traîtres consiste à présenter le problème, comme si **la guerre impérialiste n'était pas un produit du capitalisme, mais du fascisme.** S'il est tellement facile d'éviter la guerre, il faut se demander, pourquoi les démocraties ne cherchent pas à l'éviter, en commençant à désarmer !

La bourgeoisie, aussi bien fasciste que démocratique, ne pourra pas éviter la guerre impérialiste en préparation. Les lois qui régissent **le capitalisme dans ses rapports nationaux et**

internationaux, sont déterminées, non par la volonté et l'intelligence des classes dominantes, mais par les rapports économiques de classe et les concurrences impérialistes.

Les « théoriciens » qui affirment que les bourgeoisies peuvent retarder la guerre d'une dizaine d'années et même plus, — **en trouvant des solutions aux conflits inter impérialistes, avec d'autres méthodes que celles de la guerre, parce qu'elles craignent les guerres civiles et les révolutions prolétariennes,** — ne font qu'exprimer des vieux clichés « théoriques » du super-impérialisme qui ne servent qu'à désarmer idéologiquement le prolétariat sur les problèmes fondamentaux actuels de la guerre impérialiste.

Le problème de la guerre, comme celui de la lutte de classes et de la révolution, est, non seulement indépendant de la bonne ou de la mauvaise volonté des classes dominantes, mais **est, en général, réglé par les rapports économiques et politiques qui échappent au contrôle et à la direction des classes composant la société.**

De même que la guerre, une révolution ne peut se faire sur commande. Et elle ne peut être déterminée ni par la classe ouvrière, ni par les partis révolutionnaires, mais seulement par des facteurs sociaux et historiques qui ne pourront être réglés ni par le prolétariat ni par la bourgeoisie, de leur propre volonté.

Aussi bien dans une guerre que dans une révolution, l'intervention des classes consiste à donner **une direction** aux événements qui sont un produit du régime.

Pour l'existence de l'impérialisme italien, la guerre constitue le plus grand danger. Si la guerre devait dépendre de Mussolini, il serait le plus intéressé à ne pas la faire...

Les ouvriers et les paysans italiens, armés par le fascisme, pour défendre la « patrie » ou pour conquérir l'espace vital ?... Qui peut croire ceci ?.. Non seulement ils fraterniseront au moment propice avec « l'ennemi », mais ils transformeront la guerre impérialiste en une guerre civile, pour assurer la victoire de la révolution prolétarienne. La bourgeoisie et Mussolini savent ceci...

Contribuer à la défaite du capitalisme italien, sur le terrain politique-militaire, en aidant le soulèvement des colonies et des minorités nationales, correspond, non seulement, aux intérêts

du prolétariat et de la révolution, mais constitue la seule condition pour unir tous les esclaves et les exploités dans un front de classe contre classe, pour abattre la bourgeoisie.

Sans un parti B.L., il est impossible d'enviesager la victoire, la conquête du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, afin d'instaurer la dictature du prolétariat.

Il faut prêter la plus grande attention à la politique contre-révolutionnaire des partis émigrés de la II^e et de la III^e Internationale. Ces deux partis de bonzes et de traîtres appellent les ouvriers à combattre pour la France démocratique et proclament le «défaitisme» pour l'Italie et l'Allemagne.

Pour ces partis, le «défaitisme» en Italie signifie, une action politique pour substituer le gouvernement fasciste par un gouvernement démocratique et sauver le capitalisme de la révolution prolétarienne. Ces partis des deux Internationales, avec tous les autres partis démocratiques, et avec «l'union populaire» italienne, ont constitué une véritable alliance avec l'impérialisme français en cas de guerre.

La France a déjà accordé à ces partis, la permission de constituer des formations pré-militaires italiennes sous la direction d'officiers français, afin de combattre sur les fronts français contre l'Italie.

En cas de victoire, la France respecterait l'indépendance et le territoire national italien, en échange de la constitution d'un gouvernement «démocratique» réalisant une politique et des pactes secrets spéciaux avec la France.

Le parti maximaliste n'a pas adhéré directement à l'«union populaire italienne», mais il fait partie de la Ligue des droits de l'homme, qui constitue l'organisation essentielle, de cette politique que nous venons de mentionner. Le parti maximaliste fait aussi partie de l'F.O.I. et du Centre «poumiste». Le maximalisme se sert du F.O.I. pour se présenter comme révolutionnaire devant un certain nombre de prolétaires; et se sert de la «Ligue des droits de l'homme» pour démontrer au réformisme et au stalinisme sa foi «antifasciste». Ainsi, le «parti maximaliste» est représenté partout.

Le défaitisme des partis socialiste et stalinien est exclusivement antifasciste, et sa tâche est d'empêcher de toucher aux bases économi-

ques du capitalisme, et éviter la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Le «défaitisme» du F.O.I. — par la politique faite par tous les partis qui le composent —, non seulement ne constitue pas une action plus révolutionnaire que le «défaitisme» du réformisme et du stalinisme, mais son verbalisme «théorique» a servi et sert encore d'alibi à la politique opportuniste faite par les partis du «Centre» et ex-association du Bureau de Londres.

Pour tous les problèmes posés par la guerre impérialiste, pour les tâches de l'avant-garde dans tous les pays du monde: construction des partis, de la IV^e Internationale; pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, assurer la victoire de la révolution, le F.O.I. se présente comme un obstacle et doit être combattu comme tel. Si, au surplus, on tient compte de son anti-trotskyisme, il n'est pas exagéré de dire que sa politique conduit très loin...

Le F.O.I. ne constitue, ni un front unique des partis révolutionnaires, pour mener une action «défaitiste» dans les divers pays, ni une Internationale pour centraliser l'action prolétarienne dans le monde, et le défaitisme révolutionnaire pour contribuer à la défaite de l'impérialisme; Le défaitisme pour lui-même n'existe pas... Le défaitisme du F.O.I., sans objectifs (sur les problèmes de la révolution, particulièrement le problème du pouvoir, du parti, de la IV^e Internationale) n'est que du verbalisme opportuniste dangereux. Seuls, des groupes d'avant-garde qui luttent sur le terrain marxiste-léniniste de la construction des partis B.L. et de la IV^e Internationale, pourront combattre sérieusement pour le défaitisme révolutionnaire, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Tout le reste n'est que phraséologie pouvant seulement tromper.

La classe ouvrière italienne, de même que le prolétariat international, n'a aucun intérêt à défendre dans cette guerre des brigands impérialistes, aussi bien dans les pays fascistes que démocratiques. La classe ouvrière doit profiter de toutes les contradictions créées par ce conflit, pour poser la question du pouvoir et du défaitisme révolutionnaire, seule condition d'assurer la victoire du prolétariat.

Dans la guerre mondiale, pour toute une série de facteurs, une crise révolutionnaire pro-

duira la dislocation de l'impérialisme italien. Telle est la variante la plus probable, vis-à-vis des autres impérialismes.

La lutte pour l'indépendance des colonies et des minorités nationales, les revendications des ouvriers et des paysans, pour une amélioration des conditions d'existence, pour un régime de libertés démocratiques, etc., assumera aussitôt en Italie, après la première défaite, le caractère de guerre civile. Plus on se rend compte de l'absence du parti, et des obstacles qui gênent le regroupement de l'avant-garde, pour construire celui-ci, plus on ne peut exclure une période transitoire, c'est-à-dire, la formation d'un gouvernement démocratique, immédiatement après la chute du fascisme.

Dans l'émigration italienne

DEPUIS quelques semaines, des réunions communes ont lieu entre le parti stalinien, le parti socialiste, «Giustizia e Libertà», parti républicain, etc... afin de réaliser une «Alliance antifasciste».

Quelle sera l'efficacité de cette nouvelle «alliance» dans la tâche qu'elle se propose: la lutte contre le fascisme?

Toutes les «oppositions» constituées depuis 1922 en Italie et dans l'émigration n'ont abouti qu'à désarmer idéologiquement le prolétariat italien et à faciliter Mussolini en maintes occasions, après lui avoir ouvert la voie du pouvoir.

Après la constitution du gouvernement fasciste en 1922, «l'opposition» antifasciste formée par les partis socialiste, maximaliste, parti de Matteoti, Confédération Générale du Travail, etc., n'a fait qu'opposer à la terreur systématique contre-révolutionnaire du fascisme, une politique de «non-résistance», brisant la combattivité de la classe ouvrière, véritablement antifasciste sur des positions de classe, et freinant toute action révolutionnaire prolétarienne, sous prétexte qu'il était inutile de lutter contre le fascisme, car celui-ci devait se démolir par lui-même, par son manque de programme de gouvernement etc...

Malgré la défaite de l'occupation des usines, défaite due à la trahison de la C.G.T. et du parti socialiste, une lutte armée de la classe ouvrière eût été encore capable de défendre les conquêtes de classe de celle-ci et d'abattre le fascisme.

Il ne peut y avoir de doute là-dessus; en Italie, un gouvernement démocratique se constituant dans une période de crise révolutionnaire, après tant d'années de régime fasciste, ne peut avoir d'autre fonction que celle d'un bonapartisme policier anti-ouvrier et contre-révolutionnaire.

C'est à l'avant-garde qu'incombe la tâche de savoir se trouver à la hauteur de son rôle, renversant le gouvernement démocratique et instaurant la dictature du prolétariat.

Toutes les autres expériences de collaboration de classe, avec des gouvernements ouvriers bourgeois, comme en Chine 1926-1927, Allemagne 1923, Espagne 1936-1937, ont démontré leur faillite au dépens de la classe ouvrière.

Cette lutte fut évitée par les appels au calme de «l'opposition» qui se constitua bientôt en bloc des partis bourgeois et ouvriers, réformiste, maximaliste, etc., et prit le nom «d'Aventino», sous la direction d'Amendola, ex-ministre de la monarchie.

Pendant la crise politique provoquée par l'assassinat de Matteoti par le fascisme (1924), la principale tâche de «l'Aventino» fut d'empêcher tout mouvement révolutionnaire pouvant échapper à son contrôle et pouvant donner une solution socialiste à la crise. «L'Aventino» ne fit que maintenir une «opposition» démocratique constitutionnelle, faisant appel au roi, et à l'Etat-major pour renverser Mussolini.

Le P. Communiste, fondé à la suite de la défaite de l'occupation des usines, sur la base de la politique du 5^e Congrès de l'I. C. constituant une révision des principes de la III^e Internationale de Lénine et Trotsky, tomba aussi dans l'antifascisme générale et entra dans «L'Aventino». Après la banqueroute inévitable de celui-ci, parce que construit sur des bases minées, sans perspective précise de classe, Mussolini prenait le pouvoir et proclamait les «lois exceptionnelles» (1926).

Dans l'émigration, un second «Aventino» fut reconstitué sous le nom de «Concentration antifasciste» ayant comme secrétaire Nenni. Après trois années d'une vie équivoque, la «Concentration» fit aussi faillite. Le P. C. resuscita alors les deux, en développant un politique de collaboration de classe au service de l'impérialisme démocratique de Genève. Les partis qui constituèrent naguère les «oppositions».

«Aventino» et «Concentration» devaient par la suite sauver encore une fois Mussolini, en approuvant les sanctions de la S. D. N. contre l'Italie, lors de l'agression d'Abyssinie —, après l'avoir laissé monter au pouvoir, par leur politique anti-ouvrière, et de collaboration de classe.

Les divers «fronts uniques», «blocs» ou «alliances», «Union Populaire», etc... ont toujours été incapables de mener une action cohérente contre le fascisme, et leur rôle a été toujours celui de briser toute possibilité d'action et de regroupement véritablement révolutionnaire.

Que va faire la «nouvelle» alliance antifasciste? et quel doit être sa perspective? Celle d'un possible nouveau front populaire en Italie dans un avenir plus ou moins proche?...

Les partis de «l'Alliance antifasciste», les Nenni, Gallo, etc... ne doivent pas se faire d'illusions à ce sujet. Leur expérience a été faite déjà en Italie, dans l'émigration, et tout récemment, d'une façon

encore plus précise, dans la guerre civile d'Espagne; où les soi-disants «futurs chefs» du prolétariat italien; sont devenus des sbires du Guépéou stalinien et des alliés de la contre-révolution démocratique bourgeoise, contre les ouvriers révolutionnaires espagnols.

En Italie, malgré les trahisons du social-réformisme, du stalinisme, des fronts populaires, du maximalisme (qui ne s'est détaché de ces derniers, que pour naviguer entre les eaux troubles, du Bureau de Londres. F. O. I. «Centre Marxiste», constituant un obstacle au regroupement révolutionnaire de l'avant-garde) le dilemme demeure le même qu'en 1919, pour résoudre la crise que le fascisme a seulement aggravée, c'est-à-dire: capitalisme ou socialisme; dictature bourgeoise ou dictature du prolétariat. Les autres expédients intermédiaires ne pourront être que balayés par la révolution. Actuellement la lutte contre le fascisme et le capitalisme signifie: lutte pour la construction du parti révolutionnaire, qui a manqué au prolétariat italien pour le diriger à la victoire, pendant l'occupation des usines.

SONIA.

Les canons contre le beurre

LA presse internationale a informé de la crise ministérielle de Hollande. Cette crise dure depuis une quinzaine de jours et les conversations continuent.

Colyn, chef du gouvernement précédent, sollicité par la reine, s'est recusé, après quelques jours de tractations, de former le nouveau gouvernement. On peut caractériser la crise en peu de mots. Il suffit pour cela de reproduire le communiqué officiel de la semaine passée qui déclare: «Les chefs de l'Etat-major général et de l'Etat-Major naval ont été invités par la reine à fournir tous les renseignements utiles à la solution de la crise ministérielle».

Là, se trouvent, les raisons pour lesquelles le grand capital financier néerlandais a provoqué la crise. Celui-ci, soucieux avant tout de conserver ses rapines impérialistes constituant sa richesse, exige, en raison de la situation internationale précaire, qu'une orientation encore plus ferme soit prise dans le sens du renforcement de l'appareil militaire, des armements, de façon à pouvoir défendre et conserver les colonies, où crèvent des milliers d'opprimés pour l'augmentation toujours plus forte de la plus value du capitalisme.

Il va de soi qu'une telle politique a des conséquences graves provoquées par le capital financier; certains, comme Colyn, voudraient amortir un peu le choc, tout en réalisant la même politique, et cherchant à avoir le premier rôle dans un rassemblement nationaliste plus large.

Le capitalisme dit qu'il y a incompatibilité entre l'aisance sociale et la défense nationale poussée à fond. Il faut réduire et même supprimer les allocations au chômage; réduire le budget des écoles et tout le budget social, en vue de concentrer le maximum d'efforts pour le développement de l'armement pour la défense des colonies. L'impérialisme néerlandais voit bien qu'au point où en sont les rivalités impérialistes pour la recherche de l'«espace vital», sa «neutralité» est bien fragile. Certes, l'impérialisme néerlandais continue une politique extérieure «neutre», consistant — tout en acceptant avec joie les grosses commandes soviétiques faites aux compagnies de constructions navales de Rotterdam — à refuser l'installation d'une Ambassade russe en Hollande, et à refuser en même temps l'offre de «garantie» de la part du bloc «démocratique». D'autre part, les relations avec l'Allemagne sont maintenues: Mr. Funk, ministre de l'économie et président de la Reichsbank a été l'hôte du ministre hollandais de l'économie, et a déclaré en quittant la Hollande: «La Hollande a toujours donné les preuves d'une compréhension particulière pour les difficultés économiques et financières de l'Allemagne». Mais, parallèlement à sa politique extérieure, «neutre», l'impérialisme néerlandais prend ses précautions et renforce son appareil militaire.

La Défense nationale

Ainsi, une politique forte de «défense nationale», à laquelle sociaux-démocrates et stalinien ont collaboré de leur mieux, est menée depuis quelques années par le gouvernement hollan-

dais. Il est impossible de connaître le montant exact du budget de guerre, mais, comme dans les autres pays, il doit être astronomique.

Dernièrement, le gouvernement a exposé les nécessités pour la Hollande de s'armer, et a demandé pour les crédits militaires exceptionnels la somme de 157,5 millions de florins (un florin vaut 20 francs français). Il faut noter que ces crédits sont «exceptionnels», c'est-à-dire, prélevés sur d'autres sources que celles du budget gouvernemental traditionnel.

En vue de réaliser ce budget, un projet de loi a été élaboré, et sera certainement accepté, puisque sociaux-démocrates et staliniens ne refusent rien en ce qui concerne la défense nationale. Ce projet de loi prévoit: un prélèvement de 2% sur les salaires des ouvriers. Qu'il s'agisse d'un fonctionnaire, d'un travailleur d'une entreprise privée, d'un ouvrier qualifié gagnant 35 florins, ou, d'un manoeuvre gagnant 18 à 20 florins, le prélèvement est toujours de 2%.

Toujours sur le même plan de la préparation de la guerre, la bourgeoisie hollandaise, à l'exemple de la «grande démocratie française» vient d'augmenter la durée du service militaire: de 5½ mois à 11 mois. Et on prépare maintenant les «deux ans», avec l'approbation des sociaux-démocrates et staliniens qui n'hésitent même pas à faire la propagande pour les engagements dans l'armée. Dans la presse du S.D.A.P. (parti social-démocrate) on a pu voir de grands placards, invitant les jeunes travailleurs à s'engager dans l'armée coloniale pour aller aux Indes néerlandaises, défendre, baïonnette au canon, les «conquêtes» sanglantes de l'impérialisme. On peut voir aussi dans les journaux staliniens, des photos de soldats soulignés d'inscriptions «l'armée la plus joyeuse du monde».

On se doute de ce que peut être la joie des jeunes prolétaires encasernés, qui voient leur temps de service augmenter, et qui craignent de voir la guerre éclater avant leur libération. Mais le chauvinisme des traîtres au socialisme n'a pas de limite.

Le Chômage

La politique d'accroissement de la fabrication d'armement a réduit un peu le nombre

de chômeurs. Les chiffres officiels sont les suivants :

Mai 1936 — 413.000 chômeurs
 Mai 1937 — 388.000 chômeurs
 Mai 1938 — 357.000 chômeurs
 Mai 1939 — 325.000 chômeurs

(Sur 8 millions d'habitants que compte la Hollande).

Il faut tenir compte de ce que ces chiffres sont «officiels», et il est clair que le nombre de chômeurs non enregistrés doit dépasser ces statistiques. On pourrait croire en voyant le chômage décroître que la situation des travailleurs s'est améliorée. Il est utile de signaler pour cela, que les chômeurs ont été absorbés par l'industrie de guerre, qui n'apporte rien à l'économie, et ne peut durer indéfiniment. Il y a aussi, non seulement le nombre de chômeurs, qui s'est abaissé, mais les salaires eux-mêmes des ouvriers. La situation des chômeurs est des plus misérables. Certaines méthodes chères au régime hitlérien sont mises en pratiques; — et cette situation va encore empirer, puisque un des problèmes qui doivent résoudre la crise, est la diminution des allocations et même leur suppression. Un chômeur marié, père d'un ou 2 enfants touche actuellement 10 à 12 florins par semaine.

Un chômeur seul touche 6 à 7 florins. Mais là ne s'arrête pas la situation des chômeurs. Le gouvernement entend réaliser sur leur dos des bénéfices intéressants. Ainsi lorsqu'une femme, dont le mari est au chômage travaille, le Gouvernement lui retire les 2/3 de son salaire. Il en est de même pour les jeunes ouvriers dont les parents touchent l'allocation. La bourgeoisie a commencé à constituer des camps de travail pour les chômeurs. Des jeunes chômeurs n'ayant pas trouvé d'emploi en sortant de l'école, y font souvent un travail pénible, dans des conditions d'hygiène lamentables pour le «salaire» de 1 florin 75, les 2/3 ayant déjà été retenus parce que leurs parents sont chômeurs. Cette jeunesse n'est sûrement pas «joyeuse» comme l'affirment les staliniens.

Il y a aussi des camps de travail pour les adultes. Le gouvernement fait faire des travaux de canalisations, des ponts, des terrassements, mécanique, etc... qui lui rapportent, et pour lesquels il ne donne que 6 à 7 florins de supplé-

ment et même moins. Il est fréquent que les chômeurs soient employés dans une branche de travail qui n'est pas la leur, mais doivent accepter sous peine de se voir radier du chômage. Il y a eu aussi des cas où les chômeurs ont été envoyés travailler en Allemagne pour un temps indéterminé — et ceux qui refusèrent furent radiés du chômage. Malgré cela, la Hollande est toujours classée dans les pays «démocratiques». Il est vrai qu'il en est aussi ainsi pour la France, l'Angleterre, etc... Une statistique officielle, nous apprend qu'il y a 65.000 chômeurs employés dans les camps.

Le gouvernement rappelle aussi les chômeurs pour des «périodes» dans l'Armée, aussi «indéterminées» que celles des disponibles en France. La bourgeoisie hollandaise qui a rappelé, comme dans tous les pays, des réservistes en Septembre '38, puis au moment de Memel et de l'Albanie, trouve bien plus pratique et économique de rappeler des «réservistes» chômeurs qu'elle garde autant qu'elle veut, et auxquels elle ne doit pas verser d'allocation spéciale. En ce moment, des milliers de chômeurs sont ainsi encasernés.

Les Salaires

Nous disions plus haut que les salaires ont été réduits en même temps, que le nombre de chômeurs. La bourgeoisie devant réduire ses dépenses afin de faire face aux frais de ses projets d'armements, fait supporter aux ouvriers le poids écrasant de l'appareil militaire. C'est le vieux refrain connu de «plus de canons, moins de beurre».

Une statistique toujours «officielle» apprend que les salaires ont baissé en Hollande depuis 1935, d'une moyenne de 16%. On peut donc dire sans crainte que la baisse est réellement de 20%. Un fonctionnaire interrogé nous explique qu'en 1935 il gagnait 34 flor. par semaine, réduction faite des 2 flor. de pension retenus par l'administration, alors qu'il ne gagne plus maintenant que 27 florins, la retenue étant maintenant de 3 flor. Le coût de la vie est sensiblement augmenté depuis 1935. Il est évident que le niveau de vie des masses en Hollande a considérablement baissé, et tend à baisser encore sous le poids de la préparation de la guerre.

Parallèlement à la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière, se réalise l'enrichissement

de la bourgeoisie. Pour ne donner que deux exemples: nous voyons une entreprise métallurgique la «R'damsche Droogdok» qui vient de réaliser 3.954.789 florins de bénéfices. Une autre entreprise de la même branche, à Rotterdam, a réalisé cette année 3.389.718 flor. de bénéfices. En outre un autre indice est fourni par une publication «officielle»: ont été imposés sur leur fortune en 1935, comme possédant plus d'un million, 604 personnes; en 1937: 625. Il est facile de comprendre que là encore les inexactitudes ne doivent pas manquer. Aussi le chiffre trouvé ailleurs, sur le nombre de millionnaires en 1939. - 837, nous paraît possible. On conçoit combien les ouvriers et les chômeurs doivent être modestes dans leurs revendications.

✱

Pour montrer comment le prolétariat néerlandais éprouve des difficultés de réaliser une action sérieuse et conséquente sur le plan de ses revendications, il suffit de voir le tableau des syndicats existants en Hollande:

N.C. (syndicat neutre):	membres. 44.600
N.V.V. (social démocrate)	283.400
C.N.V. (chrétien)	108.200
R.K.W (catholique)	168.100
N.S.V. (anarcho syndicaliste)	1.900
N.A.S. (R.S.A.P)	11.400

Ces chiffres datent de 1937 et se sont modifiés en ce sens, que le syndicat social-démocrate a encore considérablement grossi ainsi que les chrétiens et catholiques, les autres demeurant à peu près les mêmes actuellement.

La concentration des forces les plus importantes entre les mains des réactionnaires (la politique social-démocrate pouvant être considérée comme telle) paralyse totalement la lutte des travailleurs pour la défense de leurs intérêts de classe, et les livre pieds et poings liés aux impérialistes.

✱

Nous terminons cette lettre en donnant deux informations importantes: 1) La saisie par la

police du poste d'émission clandestin du R.S.A.P. — Cette forme de propagande apparaît très intéressante. Il faut souligner que malgré la saisie du poste qui fonctionnait depuis des mois avec succès, les émissions continuent régulièrement 2 fois par semaine grâce à un second poste.

Le deuxième fait, le plus important, sont les

élections municipales qui ont eu lieu il y a quelques semaines. Dans l'ensemble ce sont surtout les catholiques et les libéraux qui ont le plus de voix. Il faut aussi noter une avance très nette du R.S.A.P. Nous n'avons pu trouver les résultats d'ensemble de toute la Hollande. Nous nous bornerons donc à donner les résultats de Rotterdam et d'Amsterdam.

Amsterdam :	1935	avril 1939	juin 1939
S.D.A.P. (social-démocr.)	119.901	127.092	119.142
Libéraux	22.530	30.570	310.16
V.D. (démocrates bourgeois)	8.451	25.315	18.459
A.R. (anti-révol. Colyn)	20.855	40.265	27.019
N.S.B. (fascistes)	—	24.678	27.898
CP.N. (staliniens)	48.984	54.245	55.756
R.S.A.P.	11.1017	8.157	8.407

Etats provinciaux

Rotterdam	1935	avril 1939	juin 1939
S.D.A.P.	99.588	110.351	109.361
Libéraux	18.856	21.190	26.080
R.K. (catholiques)	39.072	45.623	46.753
C.H. (chrétiens)	17.904	16.602	21.195
A.R. (Colyn)	28759	40.579	36.042
C.P.N.	11.318	13.770	9.482
R.S.A.P.	7.131	12.979	16.934
Bolch. Léninistes	—	245	159

Note de la Rédaction

Nous avons dû, pour des nécessités matérielles, modifier les conditions d'édition de la « VERITE », cette modification a occasionné un retard dans la publication de ce numéro, le caractère d'actualité d'un certain nombre d'articles en souffre ; surtout en présence d'un si rapide développement des événements internationaux.

Nos Lecteurs pour remédier à cela nous aiderons à faire paraître « La Vérité » bi-mensuelle.

La lutte des jeunes

EN Grande Bretagne comme dans tous les pays capitalistes la jeunesse laborieuse est non seulement exploitée comme prolétaire mais encore comme jeune.

Depuis la grande guerre de 1914-1918 les principales industries anglaises : textiles, houilles, métallurgie, constructions maritimes se trouvent incapables pour plusieurs raisons de concurrencer efficacement les autres bourgeoisies sur le marché mondial. Ceci a poussé le capital anglais à se porter plutôt sur les nouvelles industries légères : radio, produits chimiques, appareillage électrique etc... Grâce à la technique moderne, l'ouvrier spécialiste n'est plus indispensable et la plupart des opérations peut être faite par des jeunes ou des femmes. Il est aussi naturel que les industriels ne choisissent pas les régions industrielles du Lancashire, du centre (Birmingham, etc...) de la Clyde où les organisations et traditions syndicales sont très fortes et préfèrent le sud et les environs de Londres (ceci à cause des transports et l'indépendance de plus en plus grande à l'égard de la houille comme force motrice).

Ainsi s'est formé dans la région londonienne une large couche de jeunes travailleurs dans les nouvelles industries légères à des salaires incroyablement bas (la plupart ne gagnent qu'entre 20 à 35 shillings par semaine et ceci à 22 et 23 ans).

Ceci est complété par un chômage énorme dans les régions d'industrie lourde : Lancashire (textile), Pays de Galles (houille), Sheffield, Glasgow, la Clyde. Le nombre de chômeurs en Angleterre n'a jamais baissé depuis la guerre à moins d'un million (en période de prospérité). Dans les régions «noires» la plupart des jeunes n'ont jamais travaillé. Le gouvernement organise l'émigration des jeunes chômeurs vers les nouvelles industries du sud. A l'exploitation dans les nouvelles industries et au déclas-

sement des jeunes chômeurs s'ajoutent la préparation à la guerre et la militarisation de la jeunesse : service militaire de 6 mois (qui sera sans doute prolongé). Les jeunes travailleurs qui refusent de s'engager dans l'armée territoriale sont persécutés par le patronat. Organisation quasi militaire de camps de travail (appelant ceux de Hitler) pour les jeunes chômeurs.

Nous, jeunes marxistes, savons que l'analyse de ces problèmes ne peut être séparée de la critique générale du régime et nous nous sommes assignés pour but dans cet article, d'analyser le programme des diverses organisations des jeunes travailleurs anglais face à ces problèmes.

Numériquement les organisations de jeunes travailleurs les plus importantes sont : la Y.C.L. (jeunesses communistes) et la L.O.Y. (jeunesse travaillistes) avec la tendance actuelle de la L.O.Y. les deux organisations ne représentent plus qu'un seul programme politique, celui du Front populaire, de l'union sacrée, de la sécurité collective qu'on connaît déjà en France. Le principal but de la 3ième Internationale en Angleterre est de convaincre la bourgeoisie que celle-ci trouverait des avantages dans l'alliance Anglo-Soviétique. Ceci veut dire, que pratiquement la Y.C.L. et la L.O.Y. consacrent la plus grande partie de leur énergie à faire de la propagande pour un front populaire groupant avec les staliniens et les travaillistes, les libéraux et les conservateurs «progressifs» comme Lloyd George (qui organisa l'intervention impérialiste contre la Russie de Lénine et qui, en 1933, acclama la victoire de Hitler comme un «rempart» au bolchevisme), Churchill (qui, aidé par les dirigeants traîtres, brisa la grève générale des Trades Union en 1926).

Pour ne pas repousser ces gentlemen, il ne faut pas organiser les jeunes ouvriers ou les jeunes chômeurs pour lutter en vue d'une vie

plus saine et plus heureuse; il fallait même les trahir, quand ils se mirent en mouvement spontanément. Par exemple, en 1937, il y eut une série d'importantes grèves d'apprentis de la métallurgie, notamment à Glasgow et dans la Clyde. La pression ouvrière força les bonzes syndicaux à décréter une grève générale de la métallurgie de 24 heures pour soutenir les apprentis. Ceux-ci demandaient entre autre: le relèvement des salaires, une place garantie au-dessus de 20 ans, (âge auquel les patrons doivent payer le salaire d'un ouvrier), l'organisation d'écoles techniques fonctionnant pendant les heures de travail et non après.

Les apprentis s'étaient spontanément mis en grève par milliers et avaient élus leurs comités pour mener la lutte. Les bonzes réformistes des syndicats voulant à tous prix «la paix sociale» s'efforcèrent de mettre le mouvement sous leur contrôle, ils suggèrent que les comités délèguent aux syndicats (c'est-à-dire aux dirigeants réformistes) leur droit de négociations. Les apprentis se méfièrent avec raison de cette manœuvre mais ils furent amenés à céder aux bonzes par les stalinien. Le résultat fut que les négociations traînèrent pendant des mois, sans amener d'amélioration pour les apprentis.

À la même époque et pour des revendications semblables, les jeunes apprentis de Manchester, de la banlieue de Londres (chez Siemens) etc., avaient déclenché un mouvement, bénéficiant de la solidarité des ouvriers adultes qui refusèrent de faire le travail des jeunes, notamment à Manchester, les jeunes grévistes, malgré leur inexpérience, avaient organisé des pelotons de cyclistes qui faisaient les grandes usines, édité un bulletin, etc... Encore une fois, les stalinien au lieu de mettre tout en branle pour appuyer les grévistes, au lieu de mettre l'accent sur l'organisation de comités, au lieu d'avertir les jeunes des manœuvres de la bureaucratie syndicale; appuyèrent celles-ci, ils trahirent les jeunes grévistes.

Au lieu de travailler dans les usines et les camps de chômeurs pour organiser les jeunes prolétaires dans les syndicats, les dirigeants de la Y.C.L. et de la L.O.Y. font des «rallyes» avec la Y.M.C.A. (l'association chrétienne de jeunes gens) et avec la jeunesse libérale inexistante (sauf sur le papier) au lieu de mener une lutte active contre le militarisme et la conscription, ils appellent les jeunes gens à s'engager

volontairement dans l'armée de la «démocratie» Si l'Angleterre avait un gouvernement «progressif» mené par les Churchill, Lloyd George, Eden... ils seraient tous d'accord avec la conscription, comme ils le sont en France.

Sous la direction du groupe stalinien de Willis, la L.O.Y. est devenu peu à peu une organisation de sports, de loisirs, où le bal et le ping pong ont plus d'importance que les luttes sociales. Les qualités de bon organisateur de bals sont plus recherchées chez les responsables locaux qu'une bonne compréhension politique.

Mais la vie paisible de la L.O.Y. fut soudainement interrompue par l'intervention de la bureaucratie du Labour Party qui suspendit le comité national et expulsa Willis du comité régional de Londres. La lâcheté de la clique stalinienne fut alors clairement démontrée par le silence qu'elle observa. Pas une protestation, pas d'appel à la base contre cette attaque. Pas d'avertissement aux militants sur les coups que préparait le Labour Party contre la jeunesse qui le gênait malgré la docilité de ses dirigeants (les Attlee, le Greenwood se jugent assez forts pour endormir les jeunes par leurs promesses et ne veulent pas de la concurrence d'un Front Populaire).

La lutte des chefs travaillistes contre la formation d'un Front Populaire anglais et leur prétention à être les seuls représentants du prolétariat peut se comparer à l'attitude d'un chien de garde qui s'efforce de montrer à son maître (la bourgeoisie) que lui seul est nécessaire et qui est furieux, quand un concurrent se présente pour faire la même besogne de sauvegarde de la propriété bourgeoise.

Un de ses chiens rivaux est le stalinisme représenté au sein du Labour Party par Stafford Cripps et dans les jeunesses par le groupe Willis et son journal «Advance».

Le groupe «Advance» débuta voici quelques années avec un programme et des mots d'ordre assez révolutionnaires. Il se déclarait contre la guerre impérialiste, il menait la lutte contre la dictature de la bureaucratie sur la jeunesse travailliste. C'est ce groupe qui, en 1936, organisa le Congrès national de la L.O.Y. à Manchester malgré l'interdiction du Labour Party, Congrès où la résolution du L.P. qui visait à retirer toute l'indépendance à la L.O.Y. fut

condamnée à l'unanimité. Mais après avoir obtenu la majorité dans la L.O.Y. et dans ses organismes dirigeants, le groupe «Advance» renonça progressivement à toutes ses revendications et alla de capitulation en capitulation devant la bureaucratie.

Au Congrès de mars 1938 un nouveau Comité national fut formé. Il comprenait 5 membres non élus mais appointés par la L.P., 3 appointés devaient désormais siéger au bureau de rédaction d'«Advance»; cela signifiait que la rigoureuse censure et la moindre critique de la politique réactionnaire de la L.P. ne trouverait plus place dans cette feuille.

Il est compréhensible que dans de telles conditions l'enthousiasme nécessaire à la vie d'une organisation de jeunes ne pouvait subsister et les effectifs baissèrent à vue d'œil. Pour un bal, on pouvait bien rassembler une centaine de camarades, mais sur ce nombre il n'y en avait pas une dizaine acceptant de sacrifier un dimanche pour faire une collecte ou vendre des journaux.

Mais le Labour Party n'aura pas satisfaction tant que les jeunesses existeront; d'où exclusion de Willis du Comité national et ajournement du Congrès national à une époque indéterminée.

Quelle fut la réponse de Willis et Cie ?

À une réunion de la région londonienne de la L.O.Y. tenue en avril dernier, il annonça que le journal «Advance» allait avoir sa situation financière «stabilisée». Pour cela, on allait lancer des actions parmi les membres de la L.O.Y., mesure qui, en fait, mettait l'«Advance» sous le contrôle d'un groupe sélectionné et enlevait tout pouvoir sur lui des adhérents. Outre cela, Willis ne proposa aucune action pour sauver l'organisation.

Depuis quelque temps, une minorité se forme pour lutter contre les capitulations de la clique stalinienne et pour donner à l'activité de la L.O.Y. une direction révolutionnaire. Cette minorité s'est groupée autour du journal «Youth for socialism» (jeunesse pour le socialisme). Ce journal parut pour la première fois en septembre 1938 comme feuille ronéotypée. Mais l'appui qu'il a trouvé parmi la jeunesse lui a permis de paraître en mars 1939 comme journal mensuel imprimé. Il lutte contre la guerre impérialiste, contre l'Union Sacrée. Il

appelle à lui les jeunes travailleurs pour une lutte active contre le régime capitaliste fauteur de guerre et de chômage. Il continuera la grande tradition révolutionnaire de Marx, Engels, Lénine, Liebknecht, Trotsky.

Ce n'est pas seulement dans les jeunesses travaillistes que se forme un noyau marxiste révolutionnaire, mais aussi, et encore plus activement, parmi les jeunes de l'I.L.P.

Depuis longtemps, les jeunesses de l'I. L. P. avaient suivi le parti adulte dans ses chassés-croisés entre le réformisme et le marxisme; poussés par le marxisme et la force des événements, refoulés vers le réformisme de Maxton, Brockway et Cie. Les jeunesses de l'I.L.P. diminuaient en même temps que le Parti; à cause de la politique changeante et contradictoire de celui-ci (en 1937, front commun avec les stalinien pour l'«unité» pendant que ceux-ci fusillaient les militants du parti frère, le POUM) dans toutes les crises de l'I. L. P. (Abyssinie, POUM, etc...) la majorité des jeunes s'était trouvée contre les droitiers Maxton, Brockway, Buchanan et Cie, mais n'avaient pas encore compris la nécessité d'une lutte organisée pour sauvegarder le parti du réformisme et de l'opportunisme.

Quant après Munich les parlementaires de l'I. L. P. acclamèrent Chamberlain «sauveur de la paix», quand les événements de septembre eurent démontré l'imminence de la guerre et la nécessité du parti révolutionnaire (que l'I. L. P. n'est pas), les jeunes se ressaisirent et le résultat fut un regroupement autour du journal «Youth for socialism». Aujourd'hui la fédération la plus importante, celle de l'est de Londres, est tout entière rangée derrière «Youth for socialism» ainsi qu'une forte minorité dans les autres régions avec laquelle Brockway doit compter. Il est d'une grande importance qu'au moment où le regroupement des forces révolutionnaires du monde entier est urgent, les jeunes de l'I. L. P. se rassemblent autour d'un programme marxiste et réclament la formation d'une nouvelle internationale révolutionnaire de la jeunesse; les internationales réformiste et stalinienne ne sont plus capables de mener la lutte pour l'émancipation de la jeunesse laborieuse.

L'I. C. P. va bientôt entrer dans le Labour Party, fin peu glorieuse à une carrière médiocre. Maxton et la fraction parlementaire espè-

rent par cette manœuvre, sauvegarder leurs sièges même s'ils doivent, pour cela, renoncer à tout principe socialiste. Mais les jeunes de l'I. L. P., en entrant dans la L.O.Y., continueront leur travail révolutionnaire. Dans la L.O.Y. le groupe du «Youth for socialism» se réuniront pour relever le drapeau rouge que

Maxton veut enterrer, pour organiser les jeunes travailleurs des usines et des camps de conscription, la guerre et tout le régime capitaliste.

Ils apporteront aussi leur contribution à la formation de la nouvelle internationale révolutionnaire des jeunes.

Dans la presse "d'avant-garde" internationale

UNSER WORT

«Unser Wort», organe de l'I. K. D. (communiste internationaliste d'Allemagne), groupe allemand «officiel» de la IVe Internationale, publié dans son dernier numéro un article donnant un tableau saisissant sur la vie et les souffrances des masses opprimées d'Allemagne.

... «La crainte de la guerre est grande, mais encore plus grande est la crainte de... montrer cette crainte, de crainte de la Gestapo. La majorité du peuple allemand a la vision de l'existence terrible derrière les barbelés des camps de prisonniers.

... Le nombre des auto-mutilations et des tentatives d'évasion est très élevé. La majorité des prisonniers des camps ne sont pas des criminels mais simplement des gens ayant commis des «erreurs» quelconques, politiques ou autres, contre les conceptions nationales-socialistes.

Rien que dans le camp de concentration de Sachsenhausen, près de Berlin, se trouvent plusieurs milliers de détenus, sous la désignation démagogique de «horreur du travail». Certains qui ont travaillé toute leur vie portent à leur manche un angle vert, afin d'être désignés comme n'ayant jamais souscrit aux collectes; les politiques portent un angle rouge, les homosexuels, un rose, les criminels de profession un bleu, et les juifs un jaune....

... Les équipes de surveillance de S.S. doivent considérer chaque détenu comme un ennemi de l'Etat, devant être brisé moralement et même physiquement.

L'horreur des conditions d'existence dans les camps est démontrée par le fait qu'à la Noël '38, 29 détenus se sont «suicidés» en touchant les fils électriques qui entourent le camp. Le fait de «sauter dans les fils» est, pour ceux qui ne peuvent plus la façon habituelle d'en finir avec les souffrances quotidiennes....

... La durée du temps de travail est de 12 heures par jour, y compris le dimanche; la nourriture est mauvaise. Souvent, après le travail, ont lieu les exercices; l'hiver passé, on jetait simplement de la neige à ceux qui perdaient connaissance pendant l'exercice. Les gardes frappent constamment les détenus. Les vieux et les malades travaillent et font les exercices comme les autres. Personne n'ose se faire porter malade, car la nourriture est supprimée et remplacée par les coups. La punition «officielle» est «le tréteau», sur lequel les coups varient

entre 5 et 75, ordonnés par le commandant du camp. Les punitions non-officielles sont innombrables; chaque bourreau peut donner libre cours à sa fantaisie sadique particulière....

... D'autant plus sévère est devenue «l'éducation», dans les camps, d'autant plus se sont aggravées les méthodes d'interrogatoire de la Gestapo. Malgré cela, les tribunaux allemands, alliés à la Gestapo, tentent de tromper l'opinion publique mondiale. Au cours d'un procès (dont le débat a été exceptionnellement publié par la presse allemande) contre des membres de «Internationalen Sozialistischen Kampfbundes» (organisation illégale) qui ont été condamnés à 5 ans de réclusion chacun, le juge demanda aux accusés — se rapportant aux comptes-rendus de la presse étrangère — s'ils avaient été maltraités. Il est clair que les accusés ne pouvaient que le nier. Or, un exemple des mauvais traitements des autorités sur des membres de l'illégal I. S. K. allemand, est donné par le fait que, dans une grande ville du centre de l'Allemagne, où eut lieu un procès semblable, 3 sur 20 accusés durent être transportés dans un asile d'aliénés au cours de l'instruction....

«Unser Wort» publie aussi dans un article sur la France, des informations de la «Jeune Garde» concernant les mouvements des «disponibles» dans l'Est. Il signale la répression féroce de la bourgeoisie française contre l'avant-garde révolutionnaire et cite «La Commune» et notre camarade J. Martin. Nous notons ici uniquement parce que les organisations officielles de la IVe avaient pris la désastreuse et lamentable habitude de ne jamais mentionner la répression qui s'abat sur nous. Nous ignorons si cette note, que nous avons trouvée également dans «La lutte ouvrière» de Belgique, signifie que ces organisations reviennent sur une «faute» commise; nous voulons l'espérer. Mais pourquoi «Unser Wort» et «La lutte ouvrière» n'ont-ils pas signalé les lourdes condamnations infligées à nos camarades P. Frank et R. Molinier? Au moment où le camarade Trotsky et l'organisation internationale «officielle» écrivent tant de choses sur la morale révolutionnaire, nous demandons aux militants de ces organisations si ces façons font partie de cette «morale» ou si les luttes de tendances doivent supprimer la solidarité de classe. Peut-être faut-il attendre de se retrouver tous en prison pour commencer à la pratiquer?...

„Bulletin oppositionnel" au sein de la IVe

Édité par les communistes révolutionnaire d'Autriche adhérant à la IVe

Extrait du bulletin de Mai 1939

Sous ce titre, a été publié au mois de mai par des «groupes B. L. français, belges, allemands, faisant partie de la IVe Internationale», un bulletin, qui montre d'une façon caractéristique la crise inextricable et profonde de la IVe Internationale «officielle», créée par les méthodes de L. Trotsky et du S. I., méthodes que nous avons dénoncées à maintes reprises comme génératrices de crises et désagréments, gênant le travail pour la construction véritable de la IVe Internationale.

Ce bulletin, qui constate la crise des B. L. officiels sur le plan national (particulièrement en France, Belgique, et dans les groupes allemand et autrichien) et international, n'approfondit cependant pas cette crise et n'en recherche pas, ses sources véritables. Nous y relevons des documents devant être connus des militants B. L. car ils montrent une fois de plus, où mènent les méthodes du S. I. dirigé par Trotsky.

Mais, à côté d'une volonté de lutter pour résoudre la crise de la IVe nous trouvons aussi dans ce bulletin, des conceptions théoriques erronées sur des problèmes politiques fondamentaux.

Nous nous bornerons aujourd'hui à reproduire l'introduction de ce bulletin et des extraits de ce bulletin sur la crise dans l'organisation autrichienne officielle :

«Premier mai de honte».

«En ce premier mai, tout le mouvement ouvrier se trouve dans le camp de l'impérialisme. Le partage impérialiste de l'Europe a commencé. Dans cette situation le S. I. de notre organisation internationale a cédé aussi devant la vague social patriotique. Le S. I. a laissé passer sous silence toutes les critiques des membres oppositionnels; nous commençons dès à présent, la publication, à l'intérieur de l'organisation, de nos documents (articles et critiques). Pour gagner de la place et du temps, nous publions alternativement des travaux en allemands, et des travaux en français, sans les traduire. Nous voulons que notre organisation internationale se débarrasse des tendances social-patriotes et bureaucratiques, et que nos critiques soient publiées dans les organes officiels de l'organisation. Nous voulons que ce premier mai de désagrégation et de confusion, soit suivi d'un premier mai de triomphe des idées bolchéviques-léninistes, et du prolétariat révolutionnaire d'Europe».

HALLER et LE 13 MARS 1938

ou

UN ARDENT DEFENSEUR DU «PROGRAMME TRANSITOIRE DANS LA PRATIQUE».

L'I.K.D. (section allemande officielle de la IVe Internationale qui publie «Unser Wort») a étonné le monde et avant tout la section autrichienne de la IVe Internationale, avec son «Bulletin autrichien». Il y a quelques vérités générales et quelques «choses

oubliées». Ainsi il a été oublié par exemple d'annoncer à qui se bulletin s'adresse et quel est son but. Les Communistes Révolutionnaires et leur émigration, qui avaient et ont depuis 6 mois d'importantes explications politiques (par exemple à la conférence internationale des jeunes) avec l'I.K.D. ont «oublié» de publier ces explications. Egalement dans des documents intérieurs ces publications sont «oubliées». Pourquoi devrait-il être question dans un bulletin autrichien «bolchevik-léniniste» des bolcheviks-léniniste d'Autriche.

Nous, bolcheviks-léninistes l'Autriche comprenons cela fort bien. Si depuis 6 mois l'I.K.D. esquive toute discussion politique avec nous, pourquoi dans un «Bulletin autrichien» discuterait-elle avec nous? Pourquoi devait-il tenir secret la préparation d'un tel bulletin? Les C. R. d'Autriche n'ont pu être ignorés jusqu'à maintenant, ni de la presse fasciste, ni de celle des staliniens. L'I.K.D. croit, que ce qui n'a pas réussi à nos ennemis déclarés peut lui réussir de s'échapper à cause de sa faiblesse politique, d'une explication politique. Nous ne pouvons hélas faire la vie si facile à l'I.K.D.!

x x x

Avec une grande curiosité, nous attendons maintenant le silence de l'I.K.D. ou s'il va démontrer que l'I.K.D. faisait le silence par nos conceptions politiques seulement parce qu'ils croyaient que nous serions matériellement trop faibles pour faire entendre notre voix. Après la parution du présent bulletin le «Comité d'Autriche» qui est composé de Johre, H. G. et «K.B.» ayant pris la résolution — parce que trop faible — politiquement, et ayant un penchant à la conjuration administrative — de taire les bolcheviks-léninistes autrichien et de les «oublier».

Un notoire manque de mémoire affecte Haller.

Haller était passagèrement à la tête des R.K.O. (Communistes Révolutionnaires d'Autriche) et cela avant et pendant le 13 mars 1938. Haller a commis en ces jours de lourdes fautes politiques qui, à la longue, auraient conduit à la scission des R.K.O. Haller a d'ailleurs reconnu, partiellement et avec ambiguïté ces fautes dans l'émigration. Haller a été exclu en mars 1938 du mouvement pour la IVe Internationale. Il a été exclu pour manquement graves organisationnels et politiques. Aujourd'hui, Haller trouve le moyen d'écrire précisément sur ces journées, et de signer avec son propre nom. Il «oublie» aussi bien son attitude, en ces journées, que celle de tous les R.K.O., à la tête desquels il se trouvait, et émergeait qu'il a trahi et qui ont rompu avec lui.

Haller écrit dans le premier numéro du «Bulletin autrichien» de l'I.K.D. (mars 1939) un article sur le 13 mars 1938. Il attaque dans cet article à l'éprement et d'une façon essentiellement juste l'austro-marxisme. Haller a, dans notre organisation des R.K.O., tout de même appris quelque chose; cependant il ne gagnera pas, par cet article, un seul socialiste-révolutionnaire pour la IVe Internationale et même ne le fera pas approcher de nos idées car le ton de son article est impossible pour l'agitation parmi les

sympathisants. Mais pour nous, R.K.O., cet article ne pouvait nous convaincre. Dans l'avant-dernier paragraphe, à la page 5, Haller écrit :

«... Pour nous les anniversaires du 12 février et 13 mars 1938 sont, avant tout, des occasions de montrer les vraies causes des événements ; critiquer sans ménagement ceux dont la politique a conduit à la défaite et qui préparent pour l'avenir la même politique... »

Haller aurait du tout d'abord faire son auto-critique. Haller était, avant le 13 mars 1938, à la tête d'une organisation ouvrière autrichienne qui avait, d'après l'avis d'Haller un rôle d'avant-garde à jouer (R.K.O.). Dans les semaines décisives Haller a «omis» consciemment — pour choisir son expression — toute critique sur les socialistes-révolutionnaires et P. C.

En mars 1938, lorsque le PC et le RS passaient ouvertement au chauvinisme (rouge-blanc-rouge jusqu'à la mort) quand toutes les organisations ouvrières s'associèrent ouvertement au bourreau Schuschning, certes Haller disait de voter «NON» contre Schuschning, mais aux partis de trahison qui soutenaient Schuschning il ne trouvait aucun reproche à formuler. Et même, après l'occupation, Haller proposait une lettre d'invitation à l'organisation des socialistes révolutionnaires pour la conférence de fondation de l'Ive Internationale.

Dans « l'Autriche dans la Révolution allemande » nous écrivions :

«... La R.K.O. a été décapitée par les coups de la police de Schuschning et sous la direction Haller-Gerber, elle se trouvait au milieu du chenal centriste.

Cette situation a été caractérisée dans «faute principale de la R.K.O. la veille du soir de l'occupation». La R.K.O. devenait un autre POUM. La direction effective d'alors de l'R.K.O. sur l'initiative d'Haller supprimait le mot d'ordre de la grève générale et toute critique aux socialistes. La majorité bolcheviste de l'R.K.O. ne pouvait rien faire contre cette ligne opportuniste-classique... »

(Publié par la constellation de mars 1938, 3ème chapitre).

Haller a lui-même signé en septembre 1938 une résolution dirigée contre lui laquelle disait entre autre :

«...Comme avant-garde dans le combat des classes révolutionnaires Grève de masses, manifestations, grèves générales, milices ouvrières, etc...) pour les libertés démocratiques (libertés d'organisation de presse de coalition etc...) elle devait (l'organisation des R.K.O.) lutter pour un front unique de combat avec le restant des organisations ouvrières et en même temps COMBATTRE DEPUIS LE PREMIER JOUR les partis social-traitres et les groupes centristes; d'abord en semant la méfiance puis en les combattant pas à pas... La section autrichienne du mouvement pour la Ive Internationale n'a rempli son devoir dans son agitation et sa propagande, que dans une faible mesure l'organisation ayant été dans l'année qui a précédé l'occupation, décimée et bouleversée par les rudes coups de la dictature Schuschning... ».

Cela veut dire: Haller étant parvenu, après la décapitation à la tête de la R.K.O. n'a pu remplir sa tâche. Dans de dures et âpres discussions, Haller a été contraint de l'avouer à demi et avec ambiguïté. Pour un camarade responsable, il est un peu tard de ne reconnaître que maintenant le vrai caractère du R.S.P., un an après l'occupation et l'entrée ouverte du R.S.P. dans la fraction de guerre social-patriote. Même les anciens fonctionnaires du R.S.P. ont déjà reconnu la banqueroute du R.S.P. Il est malhonnête, pour un bolchevik de tempêter tout à coup contre la social-démocratie lorsqu'on était encore, en 1937, pour l'entrée dans le R.S.P.; que l'on supprimait toute critique envers lui, en 1938; et finalement qu'on invitait le R.S.P. à la fondation de la Ive Internationale.

Il est malhonnête d'écrire sur le 13 mars 1938 et de taire qu'en ces journées on a nagé avec le courant RS-PC et qu'on était contre la majorité du R.K.O. En mars 1938 Haller a, contre la volonté de l'organisation et d'une partie de la direction éditée des tracts, de sa propre initiative, dont le contenu n'était même pas social-démocrate. Ces tracts étaient bien inférieurs à ceux publiés par le groupe centriste «Ziel und Weg». Malgré les précédentes décisions, Haller a «omis» de donner aux ouvriers le plus léger éclaircissement sur le rôle de ces partis dont il trouve maintenant, après une année le «courage» de les critiquer.

La majorité de notre organisation n'a pas distribué ces tracts, mais les a brûlés. Les contradictions sur l'appréciation des R.S. allèrent très loin dans la R.K.O. Haller aurait dû le mentionner. Il devait motiver son changement de position. Ces tracts ont empêché l'éclaircissement de milliers d'ouvriers révolutionnaires et ont porté préjudice à l'activité des communistes révolutionnaires en Autriche.

Suivons maintenant les explications sur la conduite politique et organisationnelle d'Haller après l'occupation. Haller intervint par ses agissements, pour la liquidation

En définitive, nous savons que ce «bulletin autrichien» sous la direction de Johre, membre dirigeant du «Comité autrichien» avec Haller et Gerber, 2 anciens membres du R.K.O. est édité contre les R.K.O. Entre les R.K.O. et Haller-Gerber est né, depuis le 13 mars 1938, une nouvelle série de divergences. Les R.K.O. sont, dans l'esprit de Lénine pour le défaitisme révolutionnaire (pour la défaite de notre propre bourgeoisie impérialiste dans ses guerres impérialistes) cependant que Haller-Gerber sont pour la «lutte de classe» sans cette perspective léniniste (voir page 19 du bulletin autrichien). Ils approuvent Johre; les R.K.O. sont contre les mythes du dirigeant et le bluff («bulletin autrichien» «section allemande» «4ème Internationale») et pour la préparation positive et sérieuse de la véritable Ive Internationale et du véritable parti bolchevik-léniniste allemand. Les R.K.O. sont pour le centralisme démocratique et contre toutes les manœuvres bureaucratiques (un «bulletin autrichien» sans Autriche et sans les R.K.O. d'Autriche; une «conférence internationale sans délégués au moins de la majorité des sections, etc.). — Mais Haller-Gerber sont pour tout cela.

Quelques R. K. O.

Le C.M.R.I.

Centre Marxiste
Révolutionnaire
International

Le numéro 1 de ce bulletin, édition française est resté dans le P.S.O.P. le privilège des sommets. Ce sont en effet ces sommets qui ont orienté le P. S. O. P. au C. M. R. I., dans la nuit la plus complète. On comprend aisément que dans ces conditions le bulletin d'information ne circule pas au sein du P. S. O. P., il est trop éloquent sur ce C. M. R. I.

x x x

La première partie de ce bulletin ronéotype de 15 pages contient de brèves informations des partis adhérents au centre. Une note sur l'Angleterre donne des chiffres intéressants sur l'opposition à la conscription dans les «Trade-Unions», en voici les passages essentiels.

La Conférence Nationale des Comités Exécutifs des Syndicats (Trade-Unions Anglais) a rejeté par une majorité de 3.817.000 mandats contre 232.000 une motion interdisant la collaboration au Service National installé par le gouvernement. La proposition d'organiser une grève générale contre la conscription fut rejetée par 4.712.000 contre 425.000 mandats.

Par contre, le Congrès des Trade-Unions de l'Ecosse a décidé de retirer les représentants du Conseil général des Trade-Unions Ecossois du Comité Central pour le Service National en Ecosse et a recommandé à tous les syndicats écossois de faire de même. Une résolution se prononçant en faveur d'une action de grève contre la conscription et mandatant le Conseil Général des Trade-Unions Ecossois pour consulter les syndicats affiliés sur les possibilités d'une telle grève, fut acceptée par 116 contre 54. Il faut noter que l'ILP jouit d'une influence assez grande dans le mouvement ouvrier en Ecosse.

Suivent quelques lignes sur les Etats-Unis, le Canada; sur la France, le C. M. R. I. se félicite, on le comprend du Congrès du P. S. O. P., mentionnant la lutte contre les trotskistes, l'exclusive contre R. Molinier, le bulletin conclut :

Il a également démontré qu'il ne veut pas se laisser entraîner sur la voie du sectarisme trotskiste mais qu'au contraire il se rend compte de la nécessité d'utiliser et de défendre chaque possibilité d'un travail révolutionnaire parmi les masses.

semblant ainsi faire comprendre que les «trotskistes» seraient contre tout travail des masses...

Toujours sur la France, quelques lignes confuses sur le Congrès de Nantes de la S. F. I. O. Suivent ensuite des notes sur la décomposition de la seconde Internationale, à propos des mesures prises par le Comité Exécutif de la 2e du 15 mai éliminant en son sein la plupart des partis illégaux; un article de discussion sur le problème de la défense de l'U. R. S. S., une citation de New Leader,

organe de l'I. L. P. sur la constitution du nouveau centre, cette citation apprend à qui ne le saurait déjà combien est dangereux sur toutes les questions la position centriste, particulièrement sur les questions coloniales :

Les centres (coloniaux) français et britannique proposèrent une déclaration qui fut approuvée avec enthousiasme par la Conférence. Elle proteste d'une façon vigoureuse contre toute tentative de marchandage des territoires coloniaux entre les puissances impérialistes et déclare que les peuples coloniaux ne participeront pas à une guerre avant qu'ils eussent obtenu leur libération nationale et sociale.

Le «avant» prépare bien des alibis.

Mais ce n'est la qu'un modeste hors-d'œuvre, la citation de New-Leader comprend cette autre partie :

La question la plus importante de la discussion sur la politique qu'il faudrait adopter vis-à-vis de la guerre tourne autour du point de vue exprimé par l'Opposition Communiste Allemande que la guerre «démocratique» devrait être transformée en une guerre «révolutionnaire» contre les puissances fascistes.

Pratiquement le K. P. O. allemand était seul à défendre ce point de vue; les autres partis maintenaient que les socialistes concentreront dans chaque pays leurs efforts afin de renverser leur propre gouvernement.

Avant d'aborder les morceaux de choix de ce bulletin, citons une note de Workers Age, organe de l'I. L. L. A., et une autre note de Polizon Taxeon, organe des archéo-marxistes grecs, exposant toutes deux leurs raisons d'adhérer au C.M.R.I.

Le morceau de choix c'est l'exposé des divergences entre le K. P. O. (opposition branlerienne) et le C. M. R. I.

— Sur le caractère «nouveau» du centre :

Le «Nouveau Centre Révolutionnaire» n'est ni nouveau, car il est composé de vieux groupements, ni plus révolutionnaire que le Bureau de Londres. Le K.P.O. a participé aux délibérations, mais il a déclaré, dès le début, que ni l'interdiction du travail fractionnel révolutionnaire, ni l'obligation d'observer la discipline vis-à-vis des décisions prises par une majorité de votes, ne sont acceptables pour lui.

— Sur sa prétention révolutionnaire :

L'interdiction du travail, fractionnel fut, il est vrai, rejetée, mais après le rejet une motion américaine, demandant l'interdiction du travail fractionnel, sans mentionner le mot «fraction», fut recommandée au nouveau Comité. L'abandon du travail fractionnel révolutionnaire et l'obligation d'exécuter les décisions prises par une majorité de votes, ne signifient, dans ce groupement, qu'un soutien des tendances droitières et centristes contre les tendances com-

munistes. Le «Nouveau Centre Révolutionnaire» est du point de vue politique un pas en arrière en comparaison avec la Conférence de février 1938. A la Conférence de février, l'expérience de la révolution espagnole et l'attitude unanime de P.I.V.K.O. opéraient dans la direction d'un développement au communisme. Avec la défaite de la révolution espagnole, les tendances droitières, opportunistes et centristes de P.I.L.P. se sont de nouveau placées au premier plan et déterminent, avec l'aide des centristes autour de Fennr Brockway, la ligne politique de P.I.L.P. L'I.L.L.A. d'Amérique a, après avoir abandonné son appellation communiste, renoncé encore plus vite aux principes communistes et dirige maintenant les opportunistes et centristes. Le POUM est divisé. L'aile réformiste a décidé, par une majorité d'une voix, la dissolution du Bureau de Londres et la création du «Nouveau Centre Révolutionnaire».

Des tendances qui voulaient quelque chose de «plus clair et plus discipliné» pour le travail révolutionnaire: l'aile gauche du POUM se rencontraient — avec P.I.L.L.A. et P.I.L.P. qui voulaient quelque chose de «nouveau» pour décorer leur pratique opportuniste dans leurs pays d'une fausse phraséologie révolutionnaire...

A cela le C. E. du C. M. R. I. répondit en conjurant le K. P. O. (opposition) de ne pas donner d'arguments aux trotskistes et donne au K. P. O. deux places au Comité Central du C. M. R. I. — (oh démocratie prolétarienne!), pensant ainsi assagir ces geneurs qui ne le sont en réalité qu'afin de développer leur conception de guerre révolutionnaire à leur aise...

Mais le K. P. O. répondit, cette réponse nouvelle une publication complète afin que le militant puisse pénétrer dans ce C. M. R. I. et le juger en même temps que le K. P. O. (O.).

LETRE DU KPO:

Au Secrétaire, aux membres du Comité Exécutif du «Nouveau Centre Indépendant Révolutionnaire Marxiste».

Camarades,

Nous avons participé aux travaux de la Conférence, à laquelle a été décidée la dissolution du Bureau de Londres et la fondation d'un «Nouveau Centre». Les déclarations faites par nous à l'occasion de cette Conférence ont été formulées sur la base d'une discussion au sein de notre organisation, — discussion qui avait permis aux membres de prendre position. Ainsi la ligne de conduite des délégués résultait de la position prise par notre organisation. Dès la fin de la Conférence, le Comité Exécutif du KPD(O) a fixé son attitude quant aux résultats de la Conférence et il a conclu que — vu la base politique établie par la Conférence — la ligne politique de notre organisation ne lui permet pas d'adhérer au «Nouveau Centre Révolutionnaire Marxiste Indépendant».

Les raisons qui ont motivé cette décision et en donnant une explication s'appuient sur des faits que nous nous permettons de rappeler dans ce qui suit :

Le KPO(O) s'est refusé par principe et obstinément d'adhérer au Bureau de Londres ou

de participer à ses travaux dans une forme quelconque, tant que le Bureau de Londres était composé exclusivement de partis non-communistes et que la perspective d'une réforme de l'Internationale Communiste n'avait pas encore renoncé aux principes communistes, nos différences avec elle n'étaient que d'ordre tactique tandis que des différences de principe nous séparaient des partis du Bureau de Londres. C'est pourquoi, nous nous sommes séparés de l'ancien parti communiste suédois et de celui de Schaffhouse (Suisse) lorsqu'ils se refusaient d'observer des décisions majoritaires interdisant la participation aux travaux du Bureau de Londres.

La situation se modifiait d'une manière fondamentale, lorsque l'Internationale Communiste s'éloignait de plus en plus des principes du communisme jusqu'à les renier complètement; en même temps, les débuts de la révolution et de la guerre civile en Espagne en juillet 1936 semblaient ouvrir de nouvelles perspectives susceptibles à donner une impulsion nouvelle au mouvement ouvrier dans le sens révolutionnaire et à préparer un regroupement international d'importance. Enfin, il devint manifeste, que c'était le POUM, membre du Comité de Londres, qui se chargeait du rôle du parti communiste d'Espagne dans les événements survenus.

En considération de ces faits, nous avons participé à la Conférence de Bruxelles (Automne 1936) en y déléguant un observateur, afin de nous informer de la situation. Par cela-même nous nous sommes montrés prêts à favoriser toute possibilité qui promettait une évolution des forces du mouvement ouvrier vers le communisme et la conjonction internationale de ses forces. Pour la même raison nous étions disposés à participer à la Conférence Internationale convoqué par le POUM pour le mois de juillet 1937 à Barcelone non seulement en qualité d'observateurs, mais en y prenant part activement. Le côté politique des travaux de cette Conférence a subi une préparation intensive dans notre organisation. La Conférence de Barcelone n'eut pas lieu, car les luttes de mai à Barcelone et en Catalogne avaient amené entre temps une tournure décisive aussi dans la marche de la révolution que dans d'évolution de la guerre en Espagne.

Ensuite, la Conférence de Barcelone, prévue pour le mois de juillet 1937 fut remplacé par celle qui se tenait à Paris en février 1938. Sur notre impulsion, des CONDITIONS MINIMA (4 points) furent élaborées qui devaient décider de l'admission des partis et des organisations à la Conférence. Elles furent acceptées par P.I.L.P. et les autres partis du Bureau de Londres en servirent de base à la déclaration de principes issue de la Conférence elle-même.

Nous ne nous sommes pas décidée, à la suite de la Conférence de février, à donner notre adhésion au Bureau de Londres parce que les résultats de cette Conférence ne garantissaient point que les 8 points seraient observés et appliqués effectivement. Même après la Conféren-

ce, le SAP continuait à faire partie du Bureau de Londres et cela malgré que sa position dans une question aussi importante que celle du front populaire différait fondamentalement de la position prise dans les conditions-minima et tandis que ce parti collaborait en même temps aux essais de former une «aile gauche» dans le cadre de la deuxième Internationale et sur la base du programme social-démocrate. Ceci nous amena à nous borner à la simple participation aux travaux du Bureau élargi de Londres, sans entrer dans le Bureau lui-même.

Nul ne peut nous faire ce reproche, de ne pas avoir collaboré loyalement et de ne pas avoir contribué dans un esprit sincère à l'activité du Bureau élargi de Londres.

La démission du SAP et la collaboration plus effective du POUM semblaient créer une situation nouvelle. Par conséquent, nous prenions la décision de donner notre adhésion au Bureau de Londres, sous la condition expresse toutefois, que le caractère du Bureau de Londres en tant que CARTEL ou BLOC de partis et groupements restât inchangé. Ce qui signifie que des décisions majoritaires ayant force obligatoire ne peuvent être prises, — dans le cas D'UNE NON-ADHESION AUX DECISIONS PRISES — le droit de critique publique et L'ACTION AUTONOME NE PEUVENT ETRE RESTREINT. Cette réserve n'était pas issue d'une position personnelle prise par l'Exécutif du KPD(O) à propos de la Conférence en question, mais elle correspondait au mandat de notre organisation qui liait et lie encore ses délégués.

Par contre, ce qui résulte de la Conférence, c'est l'abolition de l'ancienne forme du Bureau de Londres comme cartel ou bloc. Ce qui trouve une expression formelle dans l'article du statut admettant des décisions majoritaires dans les questions aussi décisives que celle de l'attitude envers le problème de la guerre.

En ce qui concerne la question des «fractions», le Bureau restreint de Londres avait décidé de repousser la motion proposée par les délégués de P.I.L.P. envisageant l'INTERDICTION DE SOUTENIR DANS L'ECADRE INTERNATIONAL DES FRACTIONS AU SEIN D'UN DES PARTIS DU BUREAU DE LONDRES. Par la suite, la Conférence du «Nouveau Centre» fut saisie de la même motion reprise par la délégué de P.I.L.P. La Conférence renouvela le refus. La délégué américaine reprit la motion, nouvelle repoussée, sous une autre forme en demandant de condamner moralement comme indigne le soutien des fractions. La Conférence décida enfin de mandater le Comité Exécutif pour élaborer une résolution dans ce sens. Cette décision, prise en définitive par la Conférence, est tout aussi bien incompatible avec l'accomplissement de la tâche d'un parti communiste au sein d'une organisation internationale, qui, de son propre aveu, ne présente pas encore le caractère d'une organisation communiste. L'évolution d'une telle organisation vers le communisme ne peut être assurée que par le soutien international des éléments évoluant dans cette direction.

En proscrivant les seules formes susceptibles à remplir cette tâche, il apparut clairement que les partis, poussant à l'acceptation de la motion, ne tendaient qu'à préserver par des mesures d'organisation les tendances ouvertement de droite et opportunistes au sein du «Nouveau Centre». Si le retrait du SAP quittant le Bureau de Londres et la collaboration plus effective du POUM aux travaux du Bureau laissaient apparaître la perspective d'une évolution du Bureau vers la gauche, il résultait de la Conférence un renversement du sens de l'évolution, du sorte que les tendances opportunistes de droite ont pris en fait la direction du «Nouveau Centre».

Les délégations américaine et anglaise ont permis des montants considérables devant permettre de financer les travaux du «Nouveau Centre» et de soutenir les partis d'émigration. Nous comprenons très bien que les partis d'émigration ont un besoin impérieux d'aide financière internationale de la part des organisations encore légales et disposant de ressources financières plus importantes. Mais un tel soutien est payé trop cher, quand il est accompagné de concessions aux tendances opportunistes et ouvertement de droite qui sont représentées par ces partis...

... En effet, le «Nouveau Centre» ne prépare pas la voie à une phase plus élevée de l'évolution du Bureau de Londres, — évolution souhaitée sincèrement par quelques-uns des partis adhérent, comme nous-mêmes la souhaitâmes et nous appliquâmes à la réaliser. Ce «Nouveau Centre» inaugure plutôt une évolution rétrograde politiquement aussi bien du point de vue d'organisation quand on y compare le degré atteint par le Bureau de Londres. Le «Nouveau Centre» n'a pas été capable d'élargir sa base organisatrice. En échange du KPD(O) on a obtenu la collaboration du PUP; on s'est enrichi, en outre, d'un groupe minuscule, détaché du KPD(O), les «Marxistes-Internationalistes» qui n'ont pas de base en Allemagne même et représentent, pour ainsi dire, un protectorat américain. Du point de vue politique, le «Nouveau Centre» débute sous le signe de l'hégémonie réelle du centrisme, dont la caractéristique consiste en ceci qu'il a associé la pratique opportuniste à la phrase révolutionnaire. Le rôle de partis communistes ou de partis qui vont vers le communisme, ne peut être de masquer consciemment ou inconsciemment la pratique centriste en lui prêtant un aspect révolutionnaire.

AINSI, ON FACILITE AU CENTRISME L'ESCROQUERIE DU MOUVEMENT INTERNATIONAL.

Le mandat de la direction du KPD(O) ne lui permet pas de transiger sur les conditions-minima, fixées par l'organisation pour la participation au «Nouveau Centre». Par conséquent, elle doit renoncer à cette participation. Elle s'y croit obligée d'autant plus qu'elle n'est sujette à aucune illusion en ce qui concerne le caractère et les perspectives de ce «Nouveau Centre», ni veut contribuer à tromper sciemment la classe ouvrière internationale à cet égard. Elle considère, au contraire, de son devoir, d'aider par

le fait de sa non-collaboration à relever cette tromperie.

Le KPD(O) n'a pas l'intention de rompre dès maintenant toutes les relations le liant aux partis et groupements représentés dans le «Nouveau Centre». Nous sommes disposés à maintenir ces relations comme dans le passé, mais seulement dans le cadre du FOI qui n'est et ne veut être qu'une forme de front unique, un cartel libre ayant le but précis de lutter contre la guerre impérialiste.

Il va de soi que le KPD (O) ne renoncera pas à sa tâche de créer un nouveau centre international communiste à la place de l'Internationale Communiste qui a fait faillite. Cependant, le «Nouveau Centre» ne présente pas à nos yeux, une étape sur ce chemin, mais plutôt une barrière nouvelle. Dès avant, et de même à l'occasion de la Conférence, les délégués du KPD (O) se sont prononcés clairement sur quelles méthodes et sur quelles bases politiques et organisatrices devrait être fondée la poursuite de ce but. Nous ne nous méprenons nullement sur les difficultés et les lenteurs à surmonter pour atteindre ce but, ni que la dissolution de l'IVKO et la création du Centre nouveau nous en a éloigné encore plus que ce n'était le cas jusqu'à présent. Mais nous attendons que cette évolution s'accomplisse d'une manière toute autre que par les Conférences et des centres internationaux fondés sur des bases fragiles et contradictoires. Cette évolution se fera jour par une nouvelle vague préparatoire de soulèvement révolutionnaire de la classe ouvrière, dont l'initiative d'après notre conviction, appartiendra aux classes ouvrières allemande et italienne.

Le KPD(O) ne manquera pas de saisir, à l'avenir comme dans le passé, toute occasion propice à hâter l'évolution internationale vers le communisme. Il s'en suit qu'elle collaborera à toutes les discussions internationales sur les questions de principe, de tactique et d'organisation du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire du communisme. Le KPD(O) est prêt à participer à la solution de ces questions, par voie d'échange de matériel et de discussion, avec tous les partis et groupements du «Nouveau Centre» que le désirent. Il est à souligner toutefois que nous estimons d'une portée assez restreinte une discussion non accompagnée d'une pratique révolutionnaire ou même contradictoire à la politique pratiquée effectivement.

Le Comité Exécutif du KPD(O).

Mai 1939.

1) REPONSE DU CE DU CMRI AU COMITÉ EXECUTIF DU KPO.

Camarades,

Le Comité Exécutif du CMRI a examiné votre lettre de démission et a décidé de vous répondre comme suit :

1) Vous avez le droit, comme parti indépendant, de rester ou de ne pas rester dans le Centre International, de nous prêter ou de ne pas

nous prêter votre collaboration dans la tâche que nous nous sommes imposée. Ce dont vous n'avez pas le droit c'est d'essayer de justifier votre retraite de la façon dont vous le faites, en employant parfois des arguments peu dignes et qui constituent une insulte pour le Centre et pour chacun des partis qui le composent. En tout cas nous ne saurions pas admettre de tels arguments ni les passer sous silence.

2) Nous commencerons par vous dire que nous ne comprenons pas très bien pourquoi vous avez adhéré il y a à peine trois mois au Bureau de Londres et pourquoi vous quittez à présent le Centre. Vous dites dans votre lettre que «vu la base politique établie par la Conférence la ligne politique de notre organisation ne lui permet pas d'adhérer au nouveau Centre.» Mais vous avez participé démocratiquement à l'élaboration de la base politique du Centre! Comme vous rappelez vous-mêmes, à la Conférence de Février 1938 et «sur votre impulsion» des conditions-minima furent élaborées. Or ces conditions-minima constituent encore la base de la résolution de programme acceptée par la Conférence constitutive du CMRI. En plus vous avez pris part à la discussion de l'ensemble de la résolution, et surtout à la longue discussion qui a eu lieu autour des points 5 (sur les fractions) et 6 (sur les votes de majorité) du projet présenté par l'ILLA. Le point 5 a été repoussé par 7 voix contre 3. Sur les deux courtes résolutions présentées par la suite par le PSI et l'ILLA respectivement sur cette même question, la Conférence a décidé de les transmettre au Comité Exécutif lequel ne s'est pas encore prononcé là-dessus. Comment pouvez-vous donc préjuger à ce sujet? Le point du projet de l'ILLA qui est devenu le 5 dans la résolution définitive, du fait de la suppression du point antérieur, il est dit: «Les partis affiliés au CMRI sont obligés d'exécuter les décisions prises par vote majoritaire en ce qui concerne les questions suivantes :

- a) le maintien des principes susmentionnés.
- b) les questions d'importance internationale (exemple: le problème de la guerre) et les campagnes internationales sur la base de ces principes.»

Ce point ne peut prêter à aucun équivoque, à aucune méprise. L'alinéa a) engage tous les partis à maintenir les principes de la résolution acceptés par tous et par vous-mêmes. L'alinéa b) les engage dans les questions d'importance internationale sur la base de ces principes. Rien de plus et rien de moins. Il est naturel et logique qu'un groupement international qui s'est donné un programme de base et concret, quelques principes fondamentaux, soit tenu d'appliquer ce programme avec discipline car autrement ce groupement et ce programme ne reposeraient sur rien et ne serviraient à rien. Vous dites: «Mais il y a la question de la lutte contre la guerre.» C'est, de toute évidence, la question centrale dans la période actuelle pour le mouvement ouvrier international. Cette question n'a pas été soumise à une étude approfondie de la part du Centre International, bien que la résolution de programme trace, dans ses lignes gé-

nérales, la conduite à suivre par le Centre. Mais le FOI, auquel appartiennent les mêmes partis du Centre, a discuté à fond la question et a arrêté des résolutions dans la question de la lutte contre la guerre. Vous les avez acceptées comme nous tous. Pourquoi prenez-vous prétexte de cette question pour vous retirer du Centre en même temps que vous maintenez votre adhésion au FOI? Ne sentez-vous pas que votre position est fragile et fautive?

3) Vous considérez que le passage du Bureau de Londres au Centre Marxiste International constitue une régression, un pas en arrière du fait que le premier n'était qu'un cartel ou bloc de partis libres et indépendante et le Centre est tenu d'observer une discipline sur la base des principes acceptés en commun. Nous voyons là, au contraire, un progrès évident, un pas en avant vers l'édification de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Il était nécessaire de sortir de la forme organisationnelle du simple cartel ou bloc, il fallait finir avec cette pratique qui consistait à accepter un programme de base, une ligne politique déterminée et après à ne pas les appliquer ou même à appliquer une ligne contraire. Quand un parti n'est pas d'accord avec le programme ou la ligne d'un groupement international ou n'est pas prêt à les observer et les appliquer il vaut mieux, en effet, qu'il le quitte car en y restant et les sabotant en fait il affaiblit les possibilités d'action de ce groupement international.

4) Pour essayer de justifier votre attitude injustifiable, vous faites l'affirmation que le Centre évolue vers le «centrisme» à la place d'évoluer vers le «communisme». Nous avons déjà observé chez vous une prétention que ni votre passé ni vos positions actuelles ne justifient guère celle de vous ériger en pontifes du marxisme révolutionnaire qui, seuls détiennent la raison et la vérité, et de procéder aux définitions et aux appellations. Loin de nous la pensée que les partis du Centre soient parfaits. Et la preuve que nous le pensons pas, c'est que nous cherchons le perfectionnement révolutionnaire des positions toujours plus justes par le seul chemin possible et pratique: par le chemin de l'étude, de l'investigation, de l'assimilation et de l'effort en commun, c'est-à-dire par la collaboration dans la pensée et dans l'action. Précisément en suivant le chemin contraire à celui que vous suivez. Il y a évidemment dans le Centre International des partis politiquement plus mûrs et moins mûrs, plus «communistes» et moins «communistes» — ce qui ne veut point dire que nous acceptons que les partis communistes, même à la bonne époque, aient toujours eu raison. — plus clairement révolutionnaires et moins clairement révolutionnaires, d'après les expériences qu'ils ont été appelés à vivre et leur situation actuelle. Ce dont nous ne doutons pas c'est de ceci: que tous les partis du Centre ont la volonté de devenir l'avant-garde révolutionnaire dans chaque pays et, par leur collaboration dans la clarification idéologique et tactique et dans l'action pratique, l'avant-garde du prolétariat international.

Vous à la place d'unir vos efforts aux nôtres dans l'accomplissement de

cette tâche d'ensemble, vous vous écarterez, semblant d'obéir à un préjugé d'aristocratie intellectuelle au lieu d'essayer de rapprocher les partis politiquement plus mûrs des autres pour que leurs expériences puissent servir à l'ensemble, vous essayez de les séparer établissant, assez capricieusement et arbitrairement, une ligne de démarcation entre ceux qui sont plus «centristes» et ceux qui sont plus «communistes», et parfois même entre partis encore légaux et partis d'émigration ou illégaux. Un exemple de votre arbitraire: L'ILLA était considérée par vous un parti communiste tant qu'elle appartenait à l'IVKO et vous apportait son argent; elle est considérée à présent comme un parti centriste et même droitier du fait qu'elle a rompu avec vous. La clarification et la différenciation au sein des partis du Centre Marxiste International ne sera pas l'œuvre des définitions plus ou moins justes ou moins arbitraires, mais l'œuvre d'une discussion approfondie autour de grands problèmes posés devant le mouvement ouvrier international. Pourquoi vous refusez-vous à cette discussion? En tout cas nous vous disons avec toute franchise qu'à travers vos positions politiques de ces dernières années et à travers nos discussions, surtout dans les Conférences du FOI, nous avons eu l'occasion de constater que vous n'êtes pas un parti communiste de l'époque de Lénine mais un mélange ou un terme moyen entre un parti communiste de cette époque-là et un parti communiste de l'époque actuelle, que vous avez nourri pendant trop longtemps — et au fond de vous-mêmes vous nourrissez toujours — l'espoir d'un possible redressement ou d'une possible régénérescence de l'Internationale Communiste et que, en somme, dans la question de l'URSS actuelle et dans la question de la lutte contre la guerre vous maintenez des positions beaucoup plus opportunistes et centristes que n'importe quel autre parti du Centre International. Peut-être faudrait-il chercher là la véritable raison de votre isolement?

5) Dans votre lettre vous employez des expressions comme celles-ci: «Ainsi, on facilite au centrisme l'escroquerie du mouvement international»; le KPO considère de son devoir d'aider par le fait de sa non-collaboration à relever cette tromperie.» Escroquerie et tromperie! Ce sont de bien gros mots! Aucun des partis du Centre International n'a jamais «escroqué» ou «trompé» la classe ouvrière; tous lui ont rendu de grands services et sont plus que jamais disposés à lui en rendre. Nous repoussons donc ces expressions comme fausses et indignes d'une polémique honnête et loyale, où il est dit que les partis d'émigration payent par des «concessions politiques aux tendances opportunistes et ouvertement de droites» l'aide que peuvent leur apporter, par exemple, les camarades anglais ou américains. Cette affirmation constitue une insulte grossière aux partis d'émigration aussi bien qu'aux partis frères des Etats-Unis et de l'Angleterre. Ces partis ont rempli et continuent à remplir leur devoir de solidarité vis-à-vis, par exemple, des réfugiés révolutionnaires du POUM. Leur feriez-vous un reproche pour cela? Cette aide n'a pas empêché le POUM, par exemple, de défendre fermement ses positions, même si elles ne coin-

cident pas toujours avec celles des camarades de l'ILLA ou de l'ILP, et même de se prononcer très clairement, dans une résolution que vous connaissez, contre certaines décisions qu'il a jugées erronées, de la dernière Conférence Nationale de l'ILP. Les autres partis d'émigration ont toujours gardé une conduite semblable. Vous, beaucoup moins que quiconque, vous avez le droit d'employer un tel argument. Pendant six ans vous avez vécu surtout grâce à l'aide des camarades américains. L'année dernière vous avez reçu quelques milliers de dollars. Nous ne vous faisons aucun reproche pour cela. Mais si nous vous renvoyons votre argument ne devrions-nous pas dire que vous avez échangé vos positions politiques contre cette aide financière? Et pourquoi voulez-vous que d'autres partis fassent ce que nous jugeons indigne de vous-même? Cela constitue encore une démonstration du terrain faux sur lequel vous vous êtes placés. Tandis que vous étiez seuls bénéficiaires de l'argent des camarades américains, c'était là un argent «communiste» et «révolutionnaire»; à présent que cet argent sert à sauver la vie des militants révolutionnaires espagnols ou à développer le Centre International pour qu'il puisse constituer la base d'une véritable Internationale révolutionnaire, alors c'est de l'argent «opportuniste», «contriste» ou «droitier». Nous vous recommandons un peu plus de sérieux dans vos arguments polémiques, camarades.

6) Vous dites dans votre lettre que le KPD (O) n'a pas l'intention de rompre dès maintenant toutes les relations le liant aux partis et groupements représentés dans le Nouveau Centre. Ces relations, vous entendez les maintenir au sein du FOJ et en échangeant des matériaux de discussion avec les partis ou groupements du Centre qui le désirent. Le FOI, de son côté et chaque parti du Centre indépendamment doivent déterminer librement leur conduite là-dessus. Pour sa part le Centre est disposé à maintenir des contacts ou à discuter avec vous chaque fois qu'il jugera que cela peut bénéficier en quelque manière au mouvement et cette discussion soient maintenus sur une base de correction, d'honnêteté et de loyauté et non sur des procédés dignes seulement des staliniens et des trotskistes que nous avons le devoir élémentaire de démasquer et de combattre.

Le Comité Exécutif du CMRI.

Demasquer et combattre les trotskistes tel est le but de ce C.M.R.I., car pour ce qui est des staliniens la confusion de tous les C.M.R.I. ne peut que favoriser leur tâche.

Ces gens ont la prétention de «rendre des services à la classe ouvrière», le meilleur souhait à formuler, en agissant pour qu'il prenne corps, c'est que leur déconfiture se fasse dans la clarté afin que les militants révolutionnaires rejoignent le programme bolchevick-leniniste.

Documents pour la discussion

L. TROTSKY

22.04.1939

La question ukrainienne

La question ukrainienne que beaucoup de gouvernements, beaucoup de «socialistes» et même beaucoup de «communistes» se sont efforcés d'oublier ou de reléguer au fin fond de l'histoire, vient d'être remise à nouveau à l'ordre du jour, et cette fois avec une force redoublée. La toute récente aggravation du problème ukrainien se trouve reliée très intimement à la dégénérescence de l'Union Soviétique et du Comintern, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impériale. Crucifiée par quatre Etats, l'Ukraine occupe à présent dans les destinées de l'Europe la même position qu'autrefois la Pologne, avec cette différence, que les relations internationales sont maintenant plus tendues et que le rythme des événements s'accélère. La question ukrainienne est destinée, dans un proche avenir, à jouer un rôle énorme dans la vie de l'Europe. Ce n'est pas pour rien qu'Hitler a si brusquement soulevé la question de la constitution d'une «Grande-Ukraine», et de même

ce n'est pas pour rien qu'il laissa tomber cette question avec une telle hâte furtive.

UNE QUESTION QUI NE DOIT PAS ETRE IGNOREE.

La IIIème Internationale, qui exprime les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrière des Etats impérialistes, a complètement ignoré la question ukrainienne. Même son aile gauche ne lui a jamais accordé l'attention nécessaire. Qu'il suffise de rappeler que Rosa Luxembourg, malgré sa brillante intelligence et son esprit véritablement révolutionnaire, put déclarer que la question ukrainienne était une invention d'une poignée d'intellectuels. Cette position laissa même une profonde empreinte sur le Parti Communiste Polonais. La question ukrainienne fut considérée par les chefs officiels de la section polonaise du Comintern plutôt comme un obstacle que comme un problème révolutionnaire. De

là les efforts opportunistes constants pour échapper à cette question, pour la supprimer, pour la passer sous silence ou la remettre à un avenir indéterminé.

Le parti bolchevick, non sans difficultés et graduellement, sous la pression constante de Lénine, parvint à se faire une idée correcte de la question ukrainienne. Le droit d'auto-détermination, c'est-à-dire de séparation, fut étendu par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens. Il ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Toute tendance à éliminer ou à différer le problème d'une nationalité opprimée fut considéré par lui comme une manifestation du chauvinisme grand-russe.

Après la conquête du pouvoir une lutte sérieuse eut lieu au sein du Parti à propos de la solution des nombreux problèmes nationaux, hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de Commissaire du Peuple aux Nationalités, Staline repréenta invariablement la tendance la plus centraliste et la plus bureaucratique. Ceci ressortit spécialement à propos de la question de la Géorgie et de la question de l'Ukraine. La correspondance qui traite de ces sujets n'a pas été publiée jusqu'à présent. Nous espérons en publier une partie — la toute petite partie qui se trouve à notre disposition. Chaque ligne des lettres et des propositions de Lénine traduit avec insistance combien il est urgent de faire droit dans toute la mesure du possible à ces nationalités autrefois opprimées. Dans les propositions et dans les déclarations de Staline au contraire, la tendance du centralisme bureaucratique se révèle invariablement. A seule fin d'assurer des «besoins administratifs», lisez les intérêts de la bureaucratie, les revendications les plus légitimes des nationalités opprimées furent déclarées une manifestation de nationalisme petit-bourgeois. Tous ces symptômes purent s'observer dès 1922-1923. Depuis cette époque ils se sont développés monstrueusement et ont conduit à l'étrangement complet de toute espèce de développement national indépendant des peuples de l'URSS.

LA CONCEPTION BOLCHEVIQUE DE L'UKRAINE SOVIETIQUE.

Selon la conception du vieux parti bolchevick, l'Ukraine soviétique était destinée à devenir un axe puissant autour duquel les autres sections du peuple ukrainien s'uniraient. Il est incontestable que durant la première période de son existence, l'Ukraine soviétique exerça une puissante force attractive, du point de vue national également, et éveilla à la lutte les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia révolutionnaire de l'Ukraine occidentale, asservie à la Pologne. Mais au cours des années de réaction thermidorienne la position de l'Ukraine soviétique, et en même temps la manière de poser la question ukrainienne dans son ensemble, se modifièrent profondément. Plus grands avaient été les espoirs suscités, plus profonde fut la désillusion. En Grande-Russie aussi la bureaucratie a étranglé et pillé le peuple. Mais en Ukraine les choses se compliquèrent encore par l'anéantissement des espoirs nationaux. Nulle part les restrictions, les épurations, les répressions et en général toutes les formes de brigandage bureaucratique n'assumèrent un tour de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine dans la lutte contre les aspirations puissantes, profondément enracinées, des masses ukrainiennes pour plus le liberté et d'indépendance. Pour la bureaucratie totalitaire, l'Ukraine soviétique devint une

section administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. Sans doute la bureaucratie stalinienne élève des statues à Jevchenko, mais uniquement dans le but d'écraser plus complètement le peuple ukrainien sous son poids et de l'obliger à chanter, dans la langue de Kobzar, des éloges à l'adresse de la pillarde clique du Kremlin.

Vis-à-vis des sections de l'Ukraine présentement situées en dehors de ses frontières, l'attitude du Kremlin est aujourd'hui la même que vis-à-vis de toutes les nationalités opprimées, de toutes les colonies et semi-colonies, c'est-à-dire une monnaie d'échange dans ses combinaisons internationales avec les gouvernements impérialistes. Au dernier 18ème congrès du «Parti Communiste», Manouïlsky, l'un des plus répugnants renégats du communisme ukrainien, déclara tout à fait ouvertement que non seulement l'URSS mais aussi le Comintern se refusent à réclamer l'émancipation des peuples opprimés, lorsque leurs oppresseurs ne sont pas les ennemis de la clique dirigeante de Moscou. L'Inde se trouve être défendue à l'heure actuelle par Staline, Dimitroff et Manouïlsky contre le Japon, mais non pas contre l'Angleterre. On s'appête à céder pour toujours l'Ukraine occidentale à la Pologne en échange d'un accord diplomatique qui paraît à l'heure actuelle profitable aux bureaucrates du Kremlin. Ils sont loin les temps où ils ne dépassaient pas dans leur politique les combinaisons épisodiques.

STALINE, HITLER ET L'UKRAINE.

Rien ne subsiste de la confiance et de la sympathie d'antan des masses de l'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute dernière «épuration» sanglante en Ukraine, personne à l'ouest ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les masses ouvrières et paysannes de l'Ukraine occidentale, en Bukovine, en Ukraine sub-carpathique, sont en pleine confusion: Où se tourner? Que réclamer? Cette situation fait glisser tout naturellement la direction aux mains des cliques les plus réactionnaires de l'Ukraine, qui expriment leur «nationalisme» en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre impérialisme en échange d'une promesse d'indépendance fictive. C'est sur cette tragique confusion qu'Hitler base sa politique dans la question ukrainienne. Nous avons dit autrefois: Sans Staline (c'est-à-dire sans la fatale politique du Comintern en Allemagne) il n'y aurait pas eu d'Hitler. A ceci nous pouvons maintenant ajouter: Sans la mise au pillage de l'Ukraine soviétique par la bureaucratie stalinienne, il n'y aurait pas eu de politique hitlérienne pour l'Ukraine.

Nous ne nous attarderons pas ici à analyser les motifs qui poussèrent Hitler à rejeter, pour le moment du moins, le mot d'ordre d'une Grande-Ukraine. Les raisons doivent en être cherchées d'une part, dans la crainte d'évoquer un mauvais esprit qui pourrait s'avérer difficile à exorciser. Hitler a donné l'Ukraine sub-carpathique en cadeau aux bouchers hongrois. Et ceci s'accomplit, sinon avec l'approbation ouverte de Moscou, du moins avec la conviction que l'approbation suivrait. C'est comme si Hitler avait dit à Staline: «Si je me préparais à attaquer demain l'Ukraine soviétique, j'aurais gardé l'Ukraine sub-carpathique en mes propres mains». Hitler se propose d'attaquer l'Ukraine? Que nenni!

Se battre avec Hitler? Pas la moindre raison pour cela! Staline interprète manifestement la remise de l'Ukraine sub-carpathique à la Hongrie comme un acte de paix.

POUR UNE UKRAINE SOVIETIQUE LIBRE ET INDEPENDANTE.

Cela signifie que les sections du peuple ukrainien sont devenues ni plus ni moins qu'une monnaie d'échange pour les machinations internationales du Kremlin. La Quatrième Internationale doit comprendre clairement l'énorme importance de la question ukrainienne pour les destinées non seulement de l'Europe sud-orientale et orientale, mais encore de l'Europe tout entière. Nous avons à faire ici à un peuple qui a donné des preuves de sa viabilité, qui est numériquement égal à la population de la France et occupe un territoire exceptionnellement riche et par surcroît est de la plus grande importance stratégique. La question du sort de l'Ukraine a été posée dans toute son ampleur. Il faut un mot d'ordre clair et précis qui corresponde à la nouvelle situation. A mon avis, il n'y a à l'heure actuelle qu'un seul mot d'ordre de cette espèce: Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne, unie, libre et indépendante!

Ce programme est, tout d'abord, en opposition inconciliable avec les intérêts des trois puissances impérialistes, Pologne, Roumanie et Hongrie. Il n'y a que les indérottables imbéciles pacifistes pour croire que l'émancipation et l'unification de l'Ukraine puissent être réalisées par de pacifiques moyens diplomatiques, par des referendums, par des décisions de la Société des Nations, etc. Ne valent pas plus naturellement, tous ces «nationalistes» qui proposent de résoudre la question ukrainienne contre l'autre. Hitler a donné une inestimable leçon à ces aventuriers en livrant (pour combien de temps?) l'Ukraine sub-carpathique aux Hongrois qui s'empressèrent de massacrer plus d'un Ukrainien de bonne foi. Pour autant que l'issue dépende de la force militaire des Etats impérialistes, la victoire de l'un ou de l'autre bloc peut seulement signifier un nouveau démembrement et un asservissement plus brutal encore du peuple ukrainien. Le programme de l'indépendance ukrainienne à l'époque de l'impérialisme est directement et indissolublement lié au programme de la révolution prolétarienne. Il serait criminel d'entretenir quelque illusion que ce soit en cette matière.

LA CONSTITUTION SOVIETIQUE RECONNAIT LE DROIT D'AUTO-DETERMINATION.

Mais l'indépendance d'une Ukraine unifiée signifierait la séparation de l'Ukraine de l'URSS. Voulez-vous s'écrier en chœur les «amis» du Kremlin. Qu'y a-t-il de si terrible? Répliquons-nous. L'adoration béate des frontières d'Etats nous est totalement étrangère. Nous ne soutenons pas la thèse d'un tout «un et indivisible». Après tout, la Constitution de l'URSS elle-même reconnaît le droit d'auto-détermination aux peuples fédérés qui la composent, c'est-à-dire le droit de séparation. Ainsi, même pas l'oligarchie toute-puissante du Kremlin n'ose nier ce principe. Sans doute, il ne subsiste plus que sur le papier. La moindre tentative de soulever ouvertement la question d'une Ukraine indépendante, entraînerait une exécution immédiate du chef de trahison. Mais

c'est précisément ce refoulement sans vergogne le toute pensée nationale libre qui a conduit les masses travailleuses de l'Ukraine, plus encore que les masses de la Grande-Russie, à considérer le gouvernement du Kremlin comme une monstrueuse oppression. Devant une telle situation intérieure, il est naturellement impossible de parler d'une Ukraine occidentale se rattachant volontairement à l'URSS, telle qu'elle est actuellement constituée. Par conséquent, l'unification de l'Ukraine présuppose l'affranchissement de l'Ukraine dite soviétique de la botte stalinienne. En ce domaine encore, la clique bonapartiste ne récoltera que ce qu'elle a semé.

Mais ceci ne signifierait-il pas un affaiblissement militaire de l'URSS? vont hurler d'épouvante les «amis» du Kremlin. Nous répondons que l'affaiblissement de l'URSS est causé par les tendances centrifuges toujours croissantes qu'engendre la dictature bonapartiste. Dans le cas d'une guerre, la haine des masses pour la clique dirigeante peut conduire à l'écrasement de toutes les conquêtes sociales l'Octobre. L'origine des dispositions défaitistes réside dans le Kremlin. D'autre part, une Ukraine soviétique indépendante deviendrait, ne fût-ce qu'en vertu de ses propres intérêts, un puissant rempart sud-occidental de l'URSS. Plus vite la caste bonapartiste d'aujourd'hui sera minée, renversée, écrasée et balayée, plus solide deviendra la défense de la République soviétique et plus certain son avenir socialiste.

CONTRE L'IMPERIALISME ET LE BONAPARTISME MOSCOVITE.

Evidemment, une Ukraine ouvrière et paysanne indépendante pourrait par la suite rejoindre la fédération soviétique; mais de sa propre volonté, à des conditions qu'elle-même jugerait acceptables, ce qui présuppose à son tour une régénérescence révolutionnaire de l'URSS. L'émancipation véritable du peuple ukrainien est inconcevable en Occident, devant mener finalement la constitution des Etats-Unis soviétiques d'Europe et de l'URSS régénérée, serait inévitable et présenterait des avantages infinis pour les continents européen ou asiatique, y compris naturellement l'Ukraine. Mais ici nous glissons vers des questions de second et même de troisième importance. La question capitale est la garantie révolutionnaire de l'unité contre l'impérialisme d'une part, contre le bonapartisme moscovite d'autre part. L'Ukraine est particulièrement riche et expérimentée dans les voies erronées de la lutte pour son émancipation. Ici tout a été essayé: la Rada petite-bourgeoise, et Skoropadsky, et Petlioura, et l'alliance avec les Hohenzollern, et les combinaisons avec l'Entente. Après toutes ces expériences, il n'y a plus que des cadavres politiques qui puissent continuer à mettre leurs espoirs dans l'une quelconque des fractions de la bourgeoisie ukrainienne pour diriger la lutte nationale pour l'émancipation. Le prolétariat ukrainien seul est à même, non seulement de résoudre cette tâche — qui est révolutionnaire en son essence — mais encore de prendre l'initiative de la résoudre. Le prolétariat peut rallier autour de lui les masses paysannes et l'intelligentsia nationale véritablement révolutionnaire.

Au début de la dernière guerre impérialiste, les Ukrainiens Melenevsky («Basok») et Skoropis-Yel-tukhovski tentèrent de placer le mouvement de libération ukrainienne sous l'aile du général des Ho-

honzollern, Lüdendorf. Ce faisant, ils se couvrirent d'une phraséologie gauchiste. D'une seule bourrade les marxistes révolutionnaires boutèrent ces gens dehors. C'est ainsi que des révolutionnaires doivent demain encore procéder. La guerre qui vient créera une atmosphère favorable à toutes sortes d'aventuriers, de faiseurs de miracles et de chercheurs de la Toison d'Or. Ces Messieurs, qui affectionnent particulièrement de se chauffer les mains au voisinage des questions nationales, doivent être refoulés du mouvement ouvrier. Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens qu'ils soient clérico-réactionnaires ou pacifistes-libéraux! Pas de «Fronts Populaires»! Com-

plète indépendance pour le Parti prolétarien, avant-garde des travailleurs!

POUR UNE DISCUSSION INTERNATIONALE.

Voici ce qui me semble être la politique juste dans la question ukrainienne. Je parle ici personnellement et en mon nom propre. La question doit être ouverte à la discussion internationale. La toute première place dans cette discussion doit revenir aux marxistes révolutionnaires ukrainiens. Nous écouterons leur voix avec la plus grande attention. Mais ils feraient bien de se hâter. Il ne reste que peu de temps pour les préparatifs.

Le 2 avril 1939.

Léon TROTSKY

Défaitisme révolutionnaire

REMEMBER

LA GUERRE QUI VIENT EST UNE GUERRE IMPERIALISTE.

a) La guerre qui s'engage est essentiellement une guerre de nature impérialiste pour un nouveau partage du monde. Les impérialismes à structure démocratique (R.F. — G.B.) luttent pour conserver leurs rapines; les impérialismes à structure fasciste luttent pour les leur arracher, les E.U.A. luttent pour conserver et développer leur hégémonie mondiale.

b) Les nationalités opprimées sont les proies de ce combat, la libération des nations opprimées est dépendante de la victoire du prolétariat sur le capitalisme et non des rivalités interimpérialistes. Seule la victoire prolétarienne dans les états impérialistes peut libérer les nationalités opprimées. Leur bourgeoisie nationale opérera pour un clan ou pour l'autre; les masses de ces pays seront, par ce fait, destinées à être les coolies d'un impérialisme ou d'un autre. La guerre où, ces peuples seront mêlés par les alliances de leur bourgeoisie n'aura de ce fait aucun des caractères habituels (Chine-Japon) de libération nationale. Les masses des pays coloniaux devront la transformer en guerre de libération nationale.

c) L'URSS, par son intervention éventuelle aux côtés d'un groupe impérialiste comme «alliée loyale» non seulement ne désavoue pas les buts impérialistes du conflit qui se développe, mais encore par l'idéologie «antifasciste» que sa bureaucratie a développé met les prolétariats à la merci de leurs maîtres.

Sur ce plan international, l'URSS reflète la nature et le degré contre-révolutionnaire de sa dégénérescence. La dégénérescence de l'Etat soviétique en est arrivée à une phase où la bureaucratie s'approprie la plus grande part des richesses créées par un système économique issu de la révolution prolé-

tarienne, système de nature essentiellement opposée au système de la propriété privée des impérialismes rivaux la domination bureaucratique ne permet aucun retour au contrôle effectif du prolétariat sans une guerre civile libératrice de la bureaucratie en temps de paix comme en temps de guerre.

TRANSFORMER CETTE GUERRE DE RAPINE EN GUERRE CIVILE.

d) La condition essentielle de la continuité de la lutte révolutionnaire est l'existence de noyaux révolutionnaires dans tous les pays; ces noyaux révolutionnaires pour jouer leur rôle ne devront pas être garottés par quelque forme que ce soit de conciliation avec la guerre impérialiste. Ces noyaux œuvreront dans chaque camp pour ranimer la conscience de classe et utiliseront pour ce faire les revendications de classe des masses surexploitées par la guerre. Aux tranchées comme à l'arrière, l'œuvre des révolutionnaires est d'accrocher, d'animer les revendications des masses, d'animer la lutte de classe, de lutter de telle sorte que puisse se rompre le front dans les conditions les plus favorables à la fraternisation des exploités.

Ne jamais admettre que soit étouffée la lutte de classe, restituer à la volonté de lutte de la classe ouvrière son indépendance; telle est la tâche essentielle, œuvrer à la défaite de son propre gouvernement, de son propre impérialisme, moyen décisif de désorganisation de la classe ennemie, de son appareil, auquel se substituera le pouvoir des masses par le développement et la coordination des comités de soldats, de paysans, d'ouvriers.

Dans la guerre comme dans la paix, la lutte des révolutionnaires est une lutte de masse où l'action individuelle n'a de portée que par son retentissement à un moment de maturité de la lutte des masses.

Le défaitisme révolutionnaire n'est pas le chemin de la remise aux Etats-majors de l'autre impérialisme

des moyens de production, d'échange et des richesses de son impérialisme, c'est la lutte pour détruire l'appareil de coercition de son impérialisme et le remplacer par la dictature des ouvriers et paysans qui par son caractère propre, entraîne la révolte dans les rangs «ennemis» et cela d'autant mieux que la campagne de fraternisation a été constante, c'est la classe ouvrière qui doit exproprier les capitalistes.

«L'ennemi est en notre propre pays», la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne tient compte que du rapport des classes dans une nation impérialiste; le défaitisme consiste à dégager les masses de la notion «vaincre l'ennemi d'abord» qui les ravale au rôle de soldats de leurs impérialismes.

e) Dans aucun pays impérialiste pas plus d'ailleurs qu'en URSS ou en Chine, les masses ne sont indifférentes à la domination de l'ennemi étranger; les ouvriers ne veulent pas en France ou ailleurs de venir allemands, russes ou italiens.

Dans tous les pays, l'exploitation de l'attachement aux coutumes, à la langue, aux religions, est à la base du chauvinisme.

Le défaitisme consiste à exploiter ces contradictions de nationalités, de régions pour déclencher la rupture du front et la guerre civile qui libérera les «nationalités» dans les Etats-Unis soviétiques.

Dans les états fascistes la structure de l'Etat, le caractère de la domination fasciste qui a balayé les conquêtes ouvrières, permet plus rapidement d'amener les ouvriers à des formes de combat pour la défaite, formes plus brutales d'aspect: sabotage, passage massif aux antifascistes, etc...

Ce serait pourtant là le sentiment de classe dévoyé par la propagande de la 2e et de la 3e, le rôle de l'avant-garde est de donner à la fraternisation, au défaitisme son objectif de guerre civile libératrice de la guerre et de ses causes. Tant que les gouvernements tiennent sous la psychose d'un seul front les masses, celles-ci sont paralysées pour l'action de classe; la notion de défaitisme situe le front sur son véritable terrain de classe. Le travailleur, par la propagande bolchevik-léniniste, doit comprendre qu'il faut choisir entre le front impérialiste et le front de la guerre civile qui passe à travers les deux camps et que c'est la voie de la véritable paix pour les Etats-Unis socialistes d'Europe et du Monde.

f) Défendre l'URSS c'est abattre la bureaucratie dans la paix comme dans la guerre; les bolcheviks-léninistes doivent déterminer si leur victoire sur la bureaucratie est compatible avec une position de «bon soldat» (1). La question actuelle sur l'URSS est de savoir grâce à quel événement la bourgeoisie parviendra à liquider les formes de propriété collective en se les appropriant. Ce n'est évidemment pas dans une rupture du front provoquée par le fait que la lutte prolétarienne contre cette bureaucratie entraînerait la renaissance des soviets, la continuation de la marche au socialisme. Les soviets ont été

vidés de leur contenu et de leur rôle en même temps qu'étaient désarmés les ouvriers, ceux-ci armés à la faveur du conflit sont à un degré supérieur de leur capacité de combat à la condition expresse qu'ils ne soient pas neutralisés par la volonté d'être de «bons soldats», garottés par les bureaucrates, lesquels savent fort bien faire jouer — dans le but de les extirper — le sentiment de défense des conquêtes d'octobre.

La ligne de défense des conquêtes d'octobre ne passe pas par le front impérialiste mais par le front de classe. C'est pourquoi, plus on pense que le système économique de l'URSS à son degré actuel est progressif, plus on doit en conclure que le seul moyen de le libérer de ceux qui le liquident, c'est de mener la guerre civile contre eux, depuis les luttes revendicatives des ouvriers, paysans et soldats qui n'acceptant pas en URSS non plus les sacrifices unilatéraux, prendront conscience de la nature de la bureaucratie et de la nécessité de lui arracher le pouvoir et concentreront leurs forces contre elle par la rupture du front.

L'argument vulgaire du chauvin contre le défaitiste c'est «que la forme de dictature française est encore meilleure que la dictature d'en face et qu'en rompant le front c'est à cette dictature que l'on se livre». Il en est pour le marxiste tout autrement; le processus de révolte et de lutte pour les comités, qui brise la guerre impérialiste et son front propulse des deux côtés du front la lutte de classe. La pénétration des «ennemis» est infiniment supérieure pour la désagrégation de leur armée à la résistance des «bons soldats».

Il en est du défaitisme comme de toute forme de la lutte de classe; l'avant-garde doit savoir porter la volonté de lutte à sa maturité.

x x x

g) Dans la guerre impérialiste qui commence pour un nouveau partage du monde, les travailleurs seraient livrés à leurs bourreaux s'ils se remettaient à la logique stalinienne de la défense de l'URSS qui consisterait, non seulement en URSS mais dans tous les pays, à être de «bons soldats» pour soutenir l'URSS en finissant avec le fascisme; pour les staliens, la fraternisation des ouvriers allemands et italiens, sera le passage dans les rangs démocratiques.

La chaîne serrée de trahisons tentera de garrotter la résistance à toute surexploitation: grèves ou luttes affaibliraient le front où, bien l'aide à l'URSS», et ce dans tous les pays, avec une forme particulièrement violente en URSS, et aussi par la bureaucratie russe dans les pays ou l'URSS jouerait un rôle d'appui militaire.

Dans le concert chauvin stalinien, les bolcheviks-léninistes sauront s'opposer au «vaincre Hitler d'abord» et faire comprendre que le front des classes n'est pas le front militaire; que la rupture d'un

Réponse. — Des deux façons. Dans l'Union soviétique, je tâcherais d'être un bon soldat, de gagner les sympathies des soldats et de bien combattre. Puis à un moment favorable, lorsque la victoire sera assurée, je dirais: «maintenant, nous devons en finir avec la bureaucratie».

(1) Il y a deux ans, Trotsky répondait à la question suivante à la commission d'enquête:

Question. — Un des moyens par lesquels vous soutiendriez ou aideriez le gouvernement soviétique serait de fomenter des révolutions en Allemagne et au Japon?

front c'est un contact de classe si elle correspond à une lutte révolutionnaire.

h) Dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, la situation dans la guerre de demain est de même nature; les BL doivent profiter de la guerre pour démontrer que les dirigeants nationaux sont des valets d'un impérialisme au d'un autre; que la libération nationale sera l'œuvre des soviets.

La lutte des opprimés des colonies ou pays semi-coloniaux, occupés par l'impérialisme allié contre l'autre, sera intimement liée à la lutte des «occupants» donc se confond avec la leur. Il ne s'agit pas seulement de se libérer des armées de celui-ci. Cela ne pourra se faire que par le travail

révolutionnaire dans ces armées, lutte pour les comités communs, défaitistes comme forme indigène au service de la guerre impérialiste, libération nationale de tous les opprimés, lutte pour s'émanciper du joug des grands impérialismes en fraternisant avec leurs troupes, telle doit être l'objectif des BL.

x x x

C'est pourquoi, sous les formes appropriées aux rapports des classes, à la structure des états donc au développement de la conscience des masses les bolcheviks-léninistes appliqueront le défaitisme international qui tient compte de chaque modalité de combat mais constitue une orientation stratégique d'ensemble.

Première Partie

U.S.A.

Aperçu des groupes existants Positions politiques du groupe Oehler

La dégénérescence de la Troisième Internationale et de la Révolution russe, la défaite allemande, l'écrasement de la Révolution chinoise, ont mis en lumière la trahison du stalinisme, l'incapacité et le rôle d'agent de l'impérialisme du réformisme et ont donné un essor à l'opposition de gauche mondiale.

Des discussions après, voire même des luttes profondes se sont succédées entre tous les oppositionnels du monde non point tant sur l'appréciation de la trahison des 2 internationales ouvrières que sur la voie à suivre pour former à nouveau les partis révolutionnaires une Internationale révolutionnaire qui puisse faire triompher le prolétariat mondial.

x x x

En Amérique, une demi-douzaine de groupements se sont formés luttent contre le capitalisme Yankee et se combattent entre eux avec une énergie farouche.

Citons d'abord le plus important:

Socialist Workers Party, section de la IVe Internationale en Amérique. — C'est, numériquement le plus fort, environ 400 membres actifs. Il a des sections dans les villes importantes des Etats-Unis, mais l'axe de leur activité est à New-York. Leur littérature abondante et régulière, (3 fois par semaine le «Socialist Appeal» organe central du Socialist Workers Party est édité à 10.000 exemplaires), témoigne d'une administration commercialisée, et d'une trésorerie à l'aise. Une librairie spéciale de New-York, «The Labor Book Shop», assure une diffusion large de cette littérature. Un de leur congrès en janvier 1938 déplaçait un grand nombre de délégués représentant une vingtaine d'Etats. Il ne coûtait pas moins, à ces militants, de 2000 dollars (près de cent mille francs).

Leurs représentants au secrétariat International de la IVe Internationale étaient jusqu'à ces derniers temps Cannon et Schachtmann — qui prenant au sérieux leur rôle de «dirigeants», tranchent comme des «juges suprêmes» les nombreux différends politiques qui surgissent dans chaque section. Après leur départ les scissions deviennent officielles les ex-

clusions sans appel et les regroupements extrêmement difficiles. (Exemple: France et Mexique). Ils illustrent le régime de la IVème Internationale officielle, qui programmatiquement est la seule voie juste, mais qui par ses méthodes d'organisation et de travail, ainsi que par ses représentants adéquats empêchent et est un handicap sérieux au regroupement des Bolchevik-léninistes dans le monde.

Le S. W. P. a une sérieuse vase des grèves et nous étudierons son récent congrès dans notre prochaine numéro.

x x x

La «League Revolutionary Workers Party» dont le dirigeant principal est Field, scissionnait en 1934 d'avec la Ligue Bolchevique-Léniniste (actuel Socialist Workers Party) après une discussion sordide de part et d'autre. L'avalanche de calomnies déversée à l'époque sur ce militant reste sujette à caution des précisions n'ayant jamais été fournies. Ce groupe, comprend une centaine de membres actifs. Leur principale influence est au Canada où ils publient «Workers Voice», de Toronto, dont le tirage est de 2000 exemplaires.

A titre d'information nous donnons quelques lignes du «Marxist», revue de la League Révolutionary Workers (Oehler), sur la League Revolutionary Workers Party (Field):

«... L'erreur principale de la LRWP a été dans sa ligne du nouveau Zimmerwald, c'est-à-dire que le Parti doit être bâti au travers de l'unification des groupes révolutionnaires sur un programme marxiste minimum...»
et encore:

«... La LKWP apporte son soutien aux organisations qui ne sont pas marxistes mais qui sont les meilleurs» organisations suivant les circonstances telles que le POUM...»

Voici encore pour donner une idée de leur position politique un extrait d'un bulletin de leur Congrès (LKWP) de 1938:

«Pour bâtir le Parti, il serait mauvais de subordonner l'une à l'autre (activité indépendante à

une politique de front unique et de fusion) en principe, les aspects variés du travail de front unique, les négociations, l'activité de la lutte de classe indépendante, le travail de fraction...» Et encore : «... Il est nécessaire d'attirer... non seulement les travailleurs non-initiés — mais aussi les organisations politiques ouvrières...»

Le groupe de la RWL (Revolutionary Workers League) dont les principaux membres du Bureau Politique connus sont Oehler, Okun, Streeter (signataires d'une proposition de 14 points pour la formation d'une Internationale nouvelle différente de la IVe Internationale) — est un groupe d'environ 80 membres dont le centre d'activité est à Chicago.

Ils publient un journal, «The Fighting Worker», tiré à 2000 exemplaires, et une revue, «Marxist», qui apparemment remplace la revue «Fourth International» qui paraissait avant leur Congrès d'avril 1939.

Avant leur Congrès d'avril, ils lançaient un appel à toutes les tendances hors de la 4ème et pour la 4ème Internationale pour la création d'un nouveau centre international, sous forme d'un projet de programme très détaillé qui devait servir de base de discussion.

Après leur Congrès et après avoir reçu l'adhésion de deux groupes (Ligue d'Ecosse et un groupe allemand) le projet était condensé en un programme minimum de 14 points dont nous donnons le texte par ailleurs et qui doit servir de base à un regroupement pour une nouvelle Internationale Communiste (IVème).

Dans une prochaine revue nous analyserons plus en détail ce texte; dont nous signalons déjà le confusionnisme. D'ores et déjà nous relevons cette contradiction: Dans leur revue «Marxist» ils critiquent le groupe Field qui recherche des alliances sur une base minimum et ces camarades abandonnent la plate-forme des bolcheviks-léninistes pour tenter un regroupement international sur 14 points, qui sont pour le moins que l'on puisse dire insuffisants. D'autre part, il faut signaler leur anti-trotskyisme qui leur fait appeler les révolutionnaires à lutter de la même manière contre le stalinisme, le réformisme et le trotskysme.

Le groupe de la RWL (Revolutionary Workers League) Stamm—Negrete.

Ce groupe, composé d'une quinzaine de membres actifs, est issu de la scission avec la RWL (groupe Oehler) en 1938. De vives discussions ont éclaté au sujet du retour de Negrete et de la solidarité à son égard; elles ont avivé la lutte entre les 2 groupes qui semble basée surtout sur des questions personnelles. Toutefois nous donnons ci-dessous un extrait

de la revue «Marxist» qui tend à définir l'orientation du groupe Stamm (juin 1939):

« Scissionnant d'avec la RWL, il y a un an, sur la base d'une lutte contre notre orientation anti-capitaliste pro-communiste, le groupe Révolt présente aujourd'hui une ligne totalement «économiste». La littérature traite en premier lieu des questions syndicales et de chômage, et il présente ceci comme un moyen pour le rapprochement des syndicats. Toute sa littérature est un plongeon de ce niveau.

Il a échoué dans son intention d'apporter d'une contribution théorique quelconque et dans une grande mesure, il vit cependant, éloigné du travail théorique passé de la RWL. Il expose une position fautive sur le centralisme démocratique et un évaluation sectaire du mouvement trotskyste qui, selon lui, serait centrisme depuis 1928. Cette position est complétée par l'orientation «gauchiste» du groupe Révolt sur les trotskystes, comme il ressort de leur collaboration politique avec les trotskystes dans le travail de la défense ouvrière, et leur littérature dans Révolt qui critique les trotskystes principalement sur des questions secondaires de travail de masses faiblesse organisationnelle, et sur leur orientation anti-staliniste. Le groupe Révolt est un groupe centrisme se dirigeant vers la droite, existant sur une base personnelle et vivant de calomnies... »

Ce groupe publie à Détroit dans le Michigan une revue ronéotypée mensuelle: «Révolt» dont le tirage est certainement très restreint et un Bulletin «International bulletin». Jusqu'au mois de mars 1939, il publiait en outre un journal en Espagne dont le titre était «Claridad Proletaria».

The Leninist League U. S. A. est un petit groupe de 10 membres dont Marlen serait le plus en vue. Nous publions également pour ce groupe l'information qu'en donne la RWL dans sa revue «Marxist» de juin 1939:

«Pour le groupe Marlen ce n'est seulement qu'en gagnant les travailleurs avancés, venant du Stalinisme, que le nouveau parti pourra être construit. Ils exposent l'idée défaitiste que faute de pouvoir isoler d'abord le Stalinisme, et autres réformistes et opportunistes, la classe ouvrière est condamnée par avance. Réagissant violemment contre le stalinisme, le groupe Marlen n'arrive pas à comprendre que le centrisme et le réformisme existeront aussi longtemps qu'existera le capitalisme qu'il est fatal qu'en prenant une seule agence du capitalisme dans le mouvement ouvrier, meurtrière comme le Stalinisme peut l'être, on relègue PRINCIPALEMENT, la lutte contre le capitalisme à une place secondaire. Une telle politique conduit seulement à tourner le dos à la lutte de classe, conduit également au «sectarisme» ou à une politique de suivisme.»

A notre connaissance, ce groupe ne publie aucune littérature et son influence semble nulle.

A titre de documentation et de discussion, nous publions le document qui suit, présenté en 14 points par le «Révolutionary Workers League (E.U.) à tous les groupes révolutionnaires internationaux.

Les 14 points de ce document ne présentent de nouveau qu'un «anti-trotskyisme» qui est caractéristique aux groupes ayant été exclus, par les méthodes bureaucratiques et ultimistes, des rangs de la IVe Internationale. Nous ne voulons pas justifier les méthodes du S.J. de la IVe Internationale, mais il est certain, que si l'anti-«trotskyisme» de ces groupes avait un fond théorique, il faudrait justifier les méthodes de Trotsky contre certains programmes qui ont la prétention de construire une IVe Internationale Communiste, avec l'exclusion du «trotskyisme»... Sans une base programmatique et avec un confusionnisme formidable.

On peut dire que quelques positions justes, exposées dans les 14 points, se trouvent à la base du programme transitoire de la IVe.

La différence consiste en ce que les 14 points parlent de la construction d'une IVe Internationale Communiste tandis que le Secrétariat International parle d'une IVe Internationale tout court.

Quand devra être constituée cette IVe Internationale Communiste et quelles sont les forces qui pourront la constituer, si on exclut le «trotskyisme» c'est-à-dire le bolchévisme-léninisme...?

Les camarades américains et allemands croient-ils véritablement que l'on peut constituer une IVe Internationale Communiste, en mettant l'exclusivisme sur le «trotskyisme», le seul courant révolutionnaire marxiste, possédant un programme fondamental marxiste révolutionnaire internationaliste, et simplement avec les 14 points du programme...?

Si une IVe Internationale Communiste pouvait être construite dans les conditions demandées par ces camarades, elle serait une pauvre Internationale, non seulement par l'absence de positions idéologiques et de programme sur les grands problèmes de la révolution, mais il est impossible de penser qu'on puisse, avec le projet des 14 points, et sur leur base, construire quelque chose de sérieux.

Nous nous en tenons pour le moment à cette note, nous réservant une réponse détaillée sur les 14 points.

I. L'IMPERIALISME ET LES TACHES DU PROLETARIAT.

LA période décadente du capitalisme est une époque de guerres et de révolutions. L'agonie du système met, d'une part, en lumière l'incapacité des exploités de résoudre leurs contradictions et, d'autre part, l'incapacité du prolétariat d'utiliser complètement ses forces — manque de direction — pour ériger la dictature mondiale du prolétariat. L'antagonisme fondamental réside entre le capitalisme mondial et la révolution prolétarienne (élargissement de la révolution d'octobre) Les antagonismes entre les impérialismes sont, en face de cette contradiction fondamentale, secondaires.

II. L'ORGANISATION MARXISTE-REVOLUTIONNAIRE

L'organisation marxiste doit, si elle veut voir le prolétariat unifié, dans la lutte contre le capitalisme, être politiquement et organisationnellement indépendante de toutes les organisations y compris les partis réformistes et centristes, ainsi que du Labour Party, de la social-démocratie, du stalinisme et des diffé-

rents groupes centristes. Le parti marxiste-révolutionnaire doit avoir son programme et son organisation internationale: il doit instaurer la discussion démocratique et le droit de tendance mais il doit rester ferme dans l'exécution des décisions prises sur la politique précédemment adoptée; il doit permettre de rejeter les résolutions des minorités par une instance plus haute.

Ces résolutions ne sont définitivement rejetées qu'après être passées dans la discussion à toutes les échelles du parti et de l'Internationale.

(Les cinq lignes ci-dessus étant difficilement traduisibles dans le texte allemand, nous nous excusons de leur mauvaise traduction si elles ne correspondaient pas à la pensée des auteurs).

III. PARTICIPATION A LA LUTTE DE CLASSE.

Le parti marxiste lutte pour les revendications quotidiennes de la classe ouvrière, cependant il ne sépare jamais celles-ci de l'objet et du but de l'ultime revendication; abattre le capitalisme. Les revendications immédiates ne pourront être en fin de compte complètement résolues que par la suppression révolutionnaire du capitalisme.

